

Rapport sur l'utilisation des mandats spéciaux du gouverneur général

Pour
les exercices financiers
se terminant
le 31 mars 2006 et
le 31 mars 2007

Table des matières

	<i>Page</i>
Préface	9
Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général	11
<i>Tableau sommaire</i>	
Besoins en mandat spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006 et 2006-2007	19
Section 2 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2005-2006 Introduction.....	24
<i>Tableaux sommaires</i>	
Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006	28
Total des crédits de 2005-2006 à ce jour	41
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006	62
Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)	79
Postes du crédit sur les initiatives pangouvernementales du Conseil du Trésor (crédit 10 du CT).....	87
Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006.....	90
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)	
Ministère.....	117
Agence canadienne de développement international	119
Centre de recherches pour le développement international.....	120
Commission mixte internationale.....	120
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)	
Ministère.....	122
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	122
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère.....	125
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	128
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère.....	131
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Ministère.....	133
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère.....	136
Commission canadienne du lait.....	136
Agence canadienne d'inspection des aliments	137
Commission canadienne des grains.....	137
ANCIENS COMBATTANTS.....	138
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	141
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère.....	144
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	144
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat.....	146
École de la fonction publique du Canada.....	146
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	147
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère.....	149
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	149
Commissaire aux langues officielles	150
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....	150
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère.....	152
Comité des griefs des Forces canadiennes	153
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	154
ENVIRONNEMENT	
Ministère.....	160
Agence canadienne d'évaluation environnementale	161
Agence Parcs Canada	162
FINANCES	
Ministère.....	164
Vérificateur général	164
Tribunal canadien du commerce extérieur	165
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	165
GOUVERNEUR GÉNÉRAL.....	166
INDUSTRIE	
Ministère.....	170
Agence spatiale canadienne.....	171

Table des matières

<i>Ministères et organismes</i>	<i>Page</i>
Commission canadienne du tourisme.....	172
Tribunal de la concurrence.....	172
Commission du droit d’auteur.....	172
Conseil national de recherches du Canada.....	173
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	174
Conseil de recherches en sciences humaines.....	175
Conseil canadien des normes.....	176
Statistique Canada.....	176
JUSTICE	
Ministère.....	178
Commission canadienne des droits de la personne.....	179
Tribunal canadien des droits de la personne.....	179
Commissaire à la magistrature fédérale.....	179
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	180
Commission du droit du Canada.....	180
Commissariats à l’information et à la protection de la vie privée du Canada.....	181
Cour suprême du Canada.....	181
PARLEMENT	
Chambre des communes.....	183
Bibliothèque du Parlement.....	183
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	187
Conseil des Arts du Canada.....	188
Société Radio-Canada.....	188
Musée canadien des civilisations.....	189
Musée canadien de la nature.....	189
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	189
Bibliothèque et Archives du Canada.....	190
Société du Centre national des Arts.....	190
Commission des champs de bataille nationaux.....	191
Commission de la capitale nationale.....	191
Office national du film.....	191
Musée des beaux-arts du Canada.....	192
Musée national des sciences et de la technologie.....	192
Commission de la fonction publique.....	192
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	193
Téléfilm Canada.....	193
PÊCHES ET OCÉANS	194
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	198
Conseil canadien des relations industrielles.....	199
Société canadienne d’hypothèques et de logement.....	199
Centre canadien d’hygiène et de sécurité au travail.....	199
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	201
Énergie atomique du Canada limitée.....	202
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	202
Office national de l’énergie.....	202
SANTÉ	
Ministère.....	204
Instituts de recherche en santé du Canada.....	206
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	207
Conseil d’examen du prix des médicaments brevetés.....	207
Agence de santé publique du Canada.....	208
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	212
Agence des services frontaliers du Canada.....	213
Service canadien du renseignement de sécurité.....	213
Service correctionnel.....	214
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	215
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	215
Bureau de l’enquêteur correctionnel.....	216
Gendarmerie royale du Canada.....	217
Comité externe d’examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	218
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	218
TRANSPORTS	
Ministère.....	220
Office des transports du Canada.....	221
Tribunal d’appel des transports du Canada.....	221
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	222

Table des matières

	<i>Page</i>
Section 3 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2006-2007	
Introduction.....	226
<i>Tableau sommaire</i>	
Besoins en madats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007	230
<i>Ministères et organismes</i>	<i>Page</i>
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère	237
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère	238
Corporation commerciale canadienne	238
Agence canadienne de développement international	239
Centre de recherches pour le développement international.....	240
Commission mixte internationale.....	241
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	241
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère.....	242
Commission canadienne des affaires polaires.....	244
Commission des revendications particulières des Indiens	244
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	245
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère.....	246
Société d'expansion du Cap-Breton	246
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Ministère.....	247
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère.....	248
Commission canadienne du lait.....	249
Agence canadienne d'inspection des aliments	249
Commission canadienne des grains.....	249
ANCIENS COMBATTANTS	250
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère.....	251
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	251
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat.....	252
École de la fonction publique du Canada.....	252
Bureau du directeur des lobbyistes.....	253
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	253
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère.....	254
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	254
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	254
Directeur général des élections.....	255
Commissaire aux langues officielles.....	255
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	255
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère.....	256
Comité des griefs des Forces canadiennes	257
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	257
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	258
ENVIRONNEMENT	
Ministère.....	259
Agence canadienne d'évaluation environnementale	260
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....	260
Agence Parcs Canada	261
FINANCES	
Ministère.....	262
Vérificateur général.....	262
Tribunal canadien du commerce extérieur	263
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	263
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	264

Table des matières

<i>Ministères et organismes</i>	<i>Page</i>
INDUSTRIE	
Ministère.....	265
Agence spatiale canadienne.....	266
Commission canadienne du tourisme.....	266
Tribunal de la concurrence.....	267
Commission du droit d’auteur.....	267
Conseil national de recherches du Canada.....	268
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	269
Conseil de recherches en sciences humaines.....	270
Conseil canadien des normes.....	271
Statistique Canada.....	271
JUSTICE	
Ministère.....	272
Commission canadienne des droits de la personne.....	272
Tribunal canadien des droits de la personne.....	273
Commissaire à la magistrature fédérale.....	273
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	273
Commission du droit du Canada.....	274
Commissariats à l’information et à la protection de la vie privée du Canada.....	274
Cour suprême du Canada.....	274
PARLEMENT	
Sénat.....	275
Chambre des communes.....	275
Bibliothèque du Parlement.....	275
Commissariat à l’éthique.....	276
Conseiller sénatorial en éthique.....	276
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	277
Conseil des Arts du Canada.....	279
Société Radio-Canada.....	279
Musée canadien des civilisations.....	279
Musée canadien de la nature.....	280
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	280
Bibliothèque et Archives du Canada.....	280
Société du Centre national des Arts.....	281
Commission des champs de bataille nationaux.....	281
Office national du film.....	281
Musée des beaux-arts du Canada.....	282
Musée national des sciences et de la technologie.....	282
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	282
Commission de la fonction publique.....	283
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	283
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	283
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	284
Téléfilm Canada.....	284
PÊCHES ET OCÉANS	285
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère.....	286
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Ministère.....	288
Conseil canadien des relations industrielles.....	289
Société canadienne d’hypothèques et de logement.....	289
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	290
Centre canadien d’hygiène et de sécurité au travail.....	290
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	291
Énergie atomique du Canada limitée.....	292
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	292
Office national de l’énergie.....	292
Administration du pipe-line du Nord.....	293
SANTÉ	
Ministère.....	294
Instituts de recherche en santé du Canada.....	295
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	296
Conseil d’examen du prix des médicaments brevetés.....	296
Agence de santé publique du Canada.....	297

Table des matières

Ministères et organismes

Page

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère.....	298
Agence des services frontaliers du Canada	299
Centre canadien des armes à feu	299
Service canadien du renseignement de sécurité	299
Service correctionnel	300
Commission nationale des libérations conditionnelles	300
Bureau de l'enquêteur correctionnel	300
Gendarmerie royale du Canada	301
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	302
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	302

TRANSPORTS

Ministère.....	303
Société canadienne des postes.....	304
Office des transports du Canada.....	304
Commission de la capitale nationale.....	304
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	305
Tribunal d'appel des transports du Canada	305

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	306
---	-----

Préface

Renseignements généraux

Le présent document trace un portrait de l'établissement des mandats spéciaux du gouverneur général (mandats spéciaux) pour la période du 29 novembre 2005 au 15 mai 2006, période durant laquelle le Parlement a été dissous pour la tenue d'élections générales.

L'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* définit les règles applicables à l'utilisation des mandats spéciaux et prévoit qu'un rapport sur l'utilisation des mandats spéciaux doit être déposé dans les 15 jours suivant le retour du Parlement.

Au cours des périodes antérieures (en 1980 et 1990), lorsque l'utilisation des mandats spéciaux s'étendait sur deux exercices, on déposait deux rapports distincts au Parlement. Cette approche offrait l'avantage que les deux exercices étaient couverts individuellement sans risque de confusion, ce qui est préférable du point de vue comptable. Toutefois, le dépôt de deux rapports a l'inconvénient de ne pas se prêter à la production d'un sommaire sur l'utilisation complète des mandats spéciaux durant toute la période de dissolution du Parlement. En outre, les deux rapports contenaient une quantité limitée de renseignements détaillés à l'intention des parlementaires.

Compte tenu des efforts du gouvernement pour améliorer la présentation des rapports comprenant des renseignements financiers au Parlement et aux Canadiens et pour accroître la transparence des renseignements inscrits dans les documents budgétaires, le présent rapport tient compte d'une grande partie des améliorations introduites dans le budget principal des dépenses et dans les budgets supplémentaires des dépenses ces deux dernières années. De plus, un seul document est déposé au lieu de deux pour renseigner les parlementaires sur l'utilisation des mandats spéciaux; il est divisé en trois sections.

La **première section** est une introduction aux mandats spéciaux précisant ce qu'ils sont et pourquoi on s'en sert. Elle fournit aussi un aperçu du processus mis en œuvre pour répondre aux besoins de dépenses des organisations gouvernementales en 2005-2006 et en 2006-2007.

La **deuxième section** porte expressément sur l'utilisation des mandats spéciaux au cours de la période pertinente de l'exercice 2005-2006, soit du 29 novembre 2005 au 31 mars 2006. Elle contient une série de tableaux résumant l'utilisation des mandats spéciaux durant la période visée ainsi que des renseignements organisationnels détaillés. Ces renseignements mettent en évidence les autorisations de dépenser totales disponibles pour une organisation au cours de la période et précisent combien de ces autorisations de dépenser étaient obtenues grâce à des mandats spéciaux. Dans cette section, l'information est présentée comme dans le budget supplémentaire des dépenses. De fait, une grande partie des initiatives présentées dans la deuxième section ont été introduites dans le contexte du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2005-2006, déposé le 27 octobre 2005. Toutefois, en raison du déclenchement des élections le 29 novembre 2005, le projet de loi de crédits relatif à ce budget supplémentaire des dépenses n'a pas été déposé au Parlement.

Bref, la deuxième section vise à identifier les postes supplémentaires qui ont soulevé la nécessité d'un recours aux mandats spéciaux. L'approche insiste sur l'obligation des organisations d'épuiser leurs autorisations de dépenser pour satisfaire les besoins nouveaux et urgents avant de demander un mandat spécial.

La **troisième section** porte sur l'utilisation des mandats spéciaux nécessaires pour financer les opérations de base du gouvernement dans le nouvel exercice commençant le 1^{er} avril, et ce jusqu'au 15 mai 2006 inclusivement. Il fallait un mandat spécial pour cette période puisque le Parlement n'est pas retourné avant le 1^{er} avril 2006, de sorte que les procédures normales d'obtention de crédits provisoires étaient impossibles. Les dépenses dont on fait état dans cette section du rapport sur les mandats spéciaux correspondent aux estimations qui figureront dans le Budget principal des dépenses de 2006-2007 et sont par conséquent présentées de la même façon.

Section 1

Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

Les mandats spéciaux du gouverneur général sont un instrument établi pour obtenir des crédits quand le Parlement est dissous en vue d'élections générales. C'est grâce à eux que les opérations de base du gouvernement peuvent se poursuivre même si le Parlement ne siège pas et que le processus normal d'affectation de crédits a été interrompu.

Normalement, le processus d'affectation des crédits comporte trois volets, le premier étant le dépôt d'un projet de loi de crédits au Parlement, le deuxième l'adoption et la sanction royale de ce projet de loi et le dernier l'établissement par le gouverneur général d'un mandat autorisant le gouvernement à retirer des fonds du Trésor.

Quand il est impossible d'avoir recours au processus normal d'affectation de crédits, l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* investit le gouverneur en conseil d'un pouvoir distinct et indépendant de recommander au gouverneur général d'autoriser le prélèvement de paiements à même le Trésor. Ce processus fait appel à un pouvoir qu'on appelle mandat spécial du gouverneur général (mandat spécial).

Historique

L'utilisation des mandats spéciaux a commencé avant la Confédération. En 1864, le Parlement de la Province unie du Bas et du Haut-Canada a approuvé un projet de loi prévoyant des dispositions pour l'établissement de mandats spéciaux lorsque le Parlement ne siégeait pas. En vertu de ce projet de loi, le gouverneur en conseil pouvait autoriser les dépenses requises pour réparer les dommages causés par accident à un ouvrage ou un bâtiment public quand il n'y avait pas de crédits disponibles pour faire le nécessaire sans l'autorisation préalable du Parlement.

En 1866, la portée de cette disposition a été accrue de façon à inclure les dépenses nécessaires pour que la milice puisse assurer la défense de la province contre les raids des Fenians, une situation d'urgence que la Loi de 1864 n'avait pas prévue. Un an plus tard, en 1867, le nouveau Parlement adoptait une disposition de plus grande envergure reconnaissant qu'on pourrait utiliser les mandats spéciaux quand le Parlement ne siégerait pas pour couvrir toutes les dépenses imprévues nécessaires dans l'immédiat ou de façon urgente, et ce, dans l'intérêt public.

En 1896, la question des mandats spéciaux s'est élargie davantage encore, puisqu'on a reconnu que payer les fonctionnaires était urgent dans l'intérêt public. À l'époque, le Parlement avait été dissous sans que le gouvernement ne dispose de crédits suffisants pour le traitement des fonctionnaires. C'était la première fois qu'on avait recours à des mandats spéciaux pour répondre aux besoins permanents de l'administration gouvernementale, ce pourquoi elle se servait normalement du processus habituel d'attribution de crédits. Cela a créé un précédent sur lequel on se fonde encore aujourd'hui. À la longue, la coutume s'est établie de déposer un projet de loi de crédits incluant les sommes dépensées grâce à des mandats spéciaux à la Chambre des communes peu de temps après le retour du Parlement.

En 1951, le gouvernement a adopté la première *Loi sur l'administration financière*, devenue depuis la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et la disposition relative aux mandats spéciaux de cette nouvelle loi a été largement calquée sur les dispositions existantes, quoique présentant un libellé plus clair. Cela dit, cette nouvelle loi introduisait deux changements d'importance :

- l'obligation de publier chaque mandat spécial dans la *Gazette du Canada*, dans les 30 jours suivant son établissement;
- l'obligation de déposer à la Chambre des communes un rapport sur l'utilisation des mandats spéciaux dans les 15 jours suivant l'ouverture de la nouvelle session.

Qui plus est, la *Loi sur l'administration financière* contenait pour la première fois une définition de la notion d'un Parlement ne siégeant pas. Des mandats spéciaux pouvaient désormais être établis quand le Parlement était ajourné sine die ou jusqu'à tout au plus deux semaines après en avoir constaté le besoin. Auparavant, la Loi interdisait l'établissement de tels mandats sauf lorsque le Parlement ne siégeait pas (autrement dit quand il était prorogé ou dissous).

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

En 1958, la *Loi modifiant la Loi sur l'administration financière* a clarifié les circonstances dans lesquelles on pouvait avoir recours à des mandats spéciaux tout en créant une occasion pour inciter les parlementaires à prendre en considération les mandats spéciaux quand ceux-ci étaient utilisés. Cette loi stipule donc que tout mandat spécial devrait être réputé inclus dans les sommes votées de la prochaine loi de crédits, et non pas s'y ajouter.

Les dispositions applicables aux mandats spéciaux sont restées en grande partie inchangées pendant les 40 années qui ont suivi jusqu'en 1997, quand ce qu'on appelle communément les modifications Milliken ont été apportées à la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces modifications portaient essentiellement sur deux aspects clés : le moment choisi pour établir les mandats spéciaux et leur durée. Depuis, on peut établir des mandats spéciaux seulement :

- lorsque le Parlement est dissous en vue de la tenue d'une élection générale;
- jusqu'à 60 jours après le retour des brefs électoraux.

Depuis 1997, aucune modification importante n'a été apportée à l'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*; c'est donc cette version qui détermine l'utilisation actuelle des mandats spéciaux.

Article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

L'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* prescrit que trois conditions de base doivent être remplies avant qu'un mandat spécial ne puisse être établi :

- le Parlement ne siège pas, en vue d'une élection générale;
- il n'y a pas d'autres crédits non grevés auxquels peut être puiser le paiement requis;
- un paiement s'impose d'urgence dans l'intérêt public.

Si les deux premières conditions sont des questions de fait, satisfaire à la condition d'urgence est subjectif; avec le temps, on en a fait une question de jugement du ministre compétent.

L'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* stipule aussi que, sur réception des rapports des ministres compétents ainsi que du président du Conseil du Trésor confirmant l'absence de crédits où puiser le paiement, le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner l'établissement d'un mandat spécial pour sa signature. Ce mandat spécial autorise le prélèvement des sommes requises pour les paiements directement sur le Trésor.

Une des principales caractéristiques des mandats spéciaux consiste à fournir les crédits nécessaires pour un paiement sans toutefois conférer une autorisation qui requiert l'approbation du Parlement. Cela limite donc leur utilisation aux situations où les autorisations nécessaires ont déjà été approuvées par une mesure législative distincte ou par une loi de crédits adoptée et en vigueur pendant au moins un exercice. Une grande partie des limitations de l'utilisation des mandats spéciaux est attribuable à ces autorisations. Les incidences varient et dépendent du moment où l'on se trouve dans un exercice, elles sont analysées séparément à la prochaine rubrique de cette introduction intitulée « Contexte ».

Outre les trois conditions de base qui doivent être réunies avant qu'un mandat spécial ne puisse être établi, il faut souligner les précédents qui se sont accumulés au fil des années quant à leur application.

a. Durée de l'utilisation des mandats spéciaux

L'exigence voulant qu'aucun mandat spécial ne soit établi après les 60 jours suivant le retour des brefs (le 13 février 2006) a imposé un moratoire sur l'établissement des mandats spéciaux à compter du 13 avril 2006. Autrement dit, si le Parlement n'était pas retourné le 3 avril 2006, on aurait pu établir des mandats spéciaux

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

jusqu'au 13 avril 2006. Bien sûr, une fois que le Parlement a repris ses activités, le 3 avril 2006, il a cessé d'être possible d'établir d'autres mandats spéciaux.

La distinction fondamentale dans ces limitations se situe entre l'établissement et l'utilisation des mandats spéciaux, puisqu'on peut les utiliser mais pas les établir une fois que la période de 60 jours s'est écoulée ou que le Parlement a recommencé à siéger. S'il en est ainsi, c'est pour établir une période de grâce une fois que le Parlement a repris ses activités, de façon à ce que les opérations de base puissent se poursuivre pendant que le Parlement met en place le processus normal d'affectation de crédits avant l'expiration des mandats spéciaux. Bien qu'il n'existe aucune restriction juridique de la durée d'application du mandat spécial final, comme on l'a vu, les précédents sont respectés, et la durée d'application a traditionnellement été limitée à 45 jours.

b. Besoin urgent dans l'intérêt public

En vertu de l'article 30, chaque ministre compétent est tenu d'attester de l'urgence du paiement pour lequel une autorisation de dépenser est demandée par l'entremise d'un mandat spécial et de sa nécessité dans l'intérêt public. Chaque ministre est comptable au Parlement de l'établissement des mandats spéciaux relatifs à l'organisation dont il est responsable.

Dans la pratique, une bonne partie des dépenses gouvernementales sont permanentes ou intérimaires, de sorte qu'on ne peut pas prétendre qu'un paiement est urgent dans le contexte d'une urgence ou d'un imprévu. Néanmoins, la convention établie consiste à reconnaître que les opérations de base du gouvernement qui sont considérées comme essentielles doivent être maintenues quand le Parlement est dissous pour la tenue d'élections générales.

c. Durée de chaque mandat spécial

L'article 30 ne prescrit ni ne limite expressément la durée d'application d'un mandat spécial quelconque. Celle qu'on associe généralement à un mandat spécial est une convention tendant à en limiter l'utilisation à des périodes successives de 30 jours, sauf pour le mandat spécial final.

Cette durée de 30 jours a été établie en réaction aux critiques concernant la nature urgente des paiements puisés dans les mandats spéciaux. Légalement, on a estimé que plus le délai entre l'établissement du mandat spécial et le paiement est long, plus il est difficile pour un ministre d'attester que le paiement s'impose d'urgence et qu'il n'a pas d'autres crédits où puiser à cette fin. Par conséquent, la pratique consiste à établir un mandat spécial d'aussi courte durée que possible – quoique d'au moins 30 jours – en se concentrant seulement sur les postes faisant l'objet d'un besoin urgent afin de poursuivre les opérations de base.

En ce qui concerne le mandat spécial final établi avant le retour du Parlement, les précédents (les plus récents en 1990 et en 2001) ont consisté à en prolonger la durée jusqu'à 45 jours. Cette plus longue période a été acceptée dans la pratique parce qu'elle est jugée nécessaire pour donner au Parlement assez de temps pour entreprendre le processus normal d'affectation des crédits après son retour.

d. Aucun autre crédit pouvant autoriser le paiement

Le président du Conseil du Trésor est tenu d'attester l'absence de fonds pour le paiement dans les crédits approuvés. On l'a déjà vu, cette attestation est une condition factuelle puisque le crédit organisationnel à même lequel le paiement doit être fait doit être entièrement épuisé. De même, les crédits centraux du Conseil du Trésor comme sa réserve pour éventualités (Crédit 5 du CT) doivent eux aussi être entièrement grevés, car autrement, le paiement « urgent » en question doit être imputé sur le crédit déjà approuvé par le Parlement à cette fin. De même, tous les soldes non grevés du Crédit 10 du CT, pour les initiatives pangouvernementales, doivent aussi être épuisés. Cela dit, les fonds disponibles dans d'autres crédits – même de la même

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

organisation – ne peuvent pas être utilisés, puisque les transferts de crédits doivent être autorisés par le Parlement.

- e. Un mandat spécial est réputé être un crédit pour l'exercice au cours duquel il est établi.

Le fait que le mandat spécial sert de crédit pour l'exercice au cours duquel il est établi laisse entendre que, à l'instar de tous les crédits votés, l'autorisation du mandat spécial disparaît à la fin de l'exercice. Il s'ensuit que tout mandat spécial nécessaire pour l'exercice 2005-2006 devait être établi au plus tard le 31 mars 2006. De même, le mandat spécial requis pour l'exercice 2006-2007 devait être établi au plus tôt le 1^{er} avril 2006, pour faire en sorte que les opérations de base du gouvernement soient maintenues même si le processus normal d'affectation de crédits brillait par son absence avant cette date.

- f. Inclusion des mandats spéciaux dans la prochaine loi de crédit

L'article 30 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* précise que lorsqu'un mandat spécial est établi, les montants affectés par lui font partie de ceux votés dans la prochaine loi de crédit adoptée par la suite et ne s'y ajoutent pas. Il s'agira du projet de loi de crédits provisoires pour 2006-2007.

Ces conditions ne posent donc pas de difficulté dans le cas du mandat spécial établi le 1^{er} avril 2006, puisque le montant affecté pour l'exercice 2006-2007 sera compris dans celui du projet de loi de crédits provisoires. Par contre, il n'y a pas eu de loi de crédits pour couvrir les montants attribués par les trois mandats spéciaux de 2005-2006, qui ne seront donc pas inclus dans les montants de 2006-2007.

La réaction à ces situations a varié avec les années. En 1963, on a déposé un projet de loi de crédits spéciale après que les crédits provisoires (incluant que les montants attribués par les mandats spéciaux établis pour l'exercice précédent) eurent été affectés, en soulignant que le premier projet de loi de crédits (crédits provisoires) n'avait pas inclus tous les mandats spéciaux. En 1979, quand la même situation s'est reproduite, on a donc décidé d'inclure dans le premier projet de loi de crédits (provisoire) après l'ouverture de la session non seulement les montants prévus pour l'exercice suivant (1979-1980), mais aussi une disposition spéciale visant à obtenir l'aval du Parlement pour les montants affectés par les mandats spéciaux au cours de l'exercice précédent (1978-1979). Cette dernière pratique a été maintenue dans des circonstances analogues en 1980-1981 et 1989-1990, et c'est cette approche qu'on utilisera dans le contexte actuel.

- g. Rapports

Enfin, pour assurer la transparence dans l'utilisation des mandats spéciaux, le gouvernement doit les publier dans la *Gazette du Canada* dans les 30 jours suivant leur établissement, soit normalement le dernier samedi de la période de 30 jours. Le gouvernement doit aussi produire et déposer un rapport informant le Parlement et le public de l'utilisation des mandats spéciaux dans les 15 jours suivant le retour du Parlement.

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

Contexte

La dissolution du Parlement le 29 novembre 2005 en vue de la tenue d'élections générales l'a empêché d'analyser tous les crédits prévus dans le Budget supplémentaire (A) de 2005-2006 déposé à la Chambre des communes le 27 octobre 2005 et de voter pour les approuver.

Ces estimations des dépenses totalisaient 13,5 milliards de dollars répartis comme suit :

(Milliards de dollars)			
	Budgétaire*	Non budgétaire**	Total
Crédits votés	6,9	0,1	7,0
Crédits législatifs	6,3	0,2	6,5
Total	13,2	0,3	13,5

Les crédits législatifs ont été présentés à titre d'information seulement, puisqu'ils avaient déjà été autorisés par le Parlement grâce à l'adoption d'une loi (p. ex. péréquation, transferts en matière de santé, programmes de sécurité du revenu). La poursuite de ces paiements n'était pas tributaire de l'adoption d'une loi de crédits.

Par conséquent, une grande partie (plus de 25 p. 100) des 7 milliards de dollars que le Parlement devait approuver était liée aux opérations normales et de base du gouvernement. Par exemple :

- le report du budget de fonctionnement (1 milliard de dollars), soit la partie de tous les fonds de fonctionnement non grevés que les organisations sont autorisées à reporter d'une année sur l'autre;
- les rajustements de la rémunération (0,9 milliard de dollars) reflétant la mise en application des nouvelles conventions collectives.

Dans le solde, on trouve le financement supplémentaire d'initiatives clés annoncées dans le Budget fédéral de 2005, soit :

- l'augmentation des crédits de la Défense nationale (1,1 milliard de dollars) à l'appui de l'intervention des Forces canadiennes en Afghanistan et pour assurer le paiement des augmentations de la solde et des indemnités des membres des Forces canadiennes, de même que pour appuyer les opérations fondamentales;
- l'investissement dans l'infrastructure publique (0,2 milliard de dollars);
- les initiatives en matière de sécurité publique (0,2 milliard de dollars);
- les activités visant à atténuer l'incidence de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (0,1 milliard de dollars);
- l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés (0,1 milliard de dollars).

Comme bon nombre de ces initiatives sont liées aux opérations de base ainsi qu'au mandat de l'organisation, elles ne pouvaient être reportées à d'autres années, voire plus tard dans l'exercice. De même, leurs implications financières faisaient que les organisations n'étaient pas en mesure de gérer sur la base de la comptabilité de caisse ces dépenses (ou les engagements connexes). De plus, à cause de la date des élections, il était peu probable qu'on puisse faire approuver un budget supplémentaire quelconque en 2005-2006. La seule solution pour assurer le maintien du financement aux organisations responsables de ces initiatives consistait à établir des mandats spéciaux.

* Les dépenses budgétaires englobent le coût du service de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et les immobilisations, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement ainsi qu'à des organisations et des particuliers, de même que les paiements aux sociétés d'État.

** Les dépenses non budgétaires (prêts, investissements et avances) reflètent les changements de la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

Le 1^{er} décembre 2005, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a envoyé aux organisations des instructions sur l'utilisation des mandats spéciaux. Pour la planification, on a défini trois périodes pour les mandats spéciaux :

1. du 22 décembre 2005 au 20 janvier 2006 (30 jours);
2. du 21 janvier 2006 au 19 février 2006 (30 jours);
3. du 20 février 2006 au 31 mars 2006 (40 jours).

La période du troisième mandat spécial a été portée à 40 jours pour se terminer à la fin de l'exercice. Cette exception à la convention de 30 jours a été proposée pour les raisons suivantes :

- on ne considérait pas un quatrième mandat spécial de 10 jours (de façon à terminer l'exercice) comme étant pratique pour la planification;
- on ne savait pas alors si le Parlement recommencerait à siéger en mars ou en avril après les élections.

Dans la seconde éventualité, même si le Parlement avait recommencé à siéger au début de mars ou à la mi-mars, il aurait fallu une période de chevauchement suffisamment longue pour que le projet de loi de crédit soit approuvé et que la sanction royale d'une loi de crédits provisoires ait lieu au plus tard le 31 mars 2006.

Enfin, même s'il était possible d'établir des mandats spéciaux dès la dissolution de la Chambre en vue de la tenue d'élections générales, le premier mandat spécial n'a commencé à être appliqué que le 22 décembre 2005. C'est ce qui a donné aux organisations le temps nécessaire pour établir les prévisions de leurs besoins de liquidités, tout en respectant le délai normal d'adoption d'une loi de crédits sur le budget supplémentaire (conformément à l'expérience de l'année dernière).

Lorsqu'on a annoncé que le Parlement ne siégerait pas avant le 3 avril 2006, il a fallu établir un mandat spécial final pour commencer le nouvel exercice 2006-2007. Tous les fonds affectés grâce à ce mandat spécial avaient pour but de faire en sorte que les opérations de base du gouvernement ne soient pas interrompues et que tous les paiements de transfert urgents pouvaient être faits dans les 45 premiers jours du nouvel exercice. Le mandat spécial a été établi le 1^{er} avril 2006 et vaut jusqu'au 15 mai 2006, de façon à donner au Parlement assez de temps pour entreprendre le processus normal d'affectation des crédits (c.-à-d. le dépôt du Budget principal des dépenses de 2006-2007 et l'introduction d'une loi de crédits provisoires connexe) avant son expiration.

Dans toutes les consignes présentées aux organisations quant à l'utilisation des mandats spéciaux pour ces quatre périodes, le principe fondamental était de ne pas se soustraire à la prérogative parlementaire. À cette fin, les organisations se sont fait enjoindre :

- d'être particulièrement prudentes dans leur utilisation des mandats spéciaux pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives stratégiques;
- de limiter les besoins au strict nécessaire pour le maintien des opérations de base et des programmes du gouvernement.

Étant donné qu'il faut respecter intégralement la *Loi sur la gestion des finances publiques*, les besoins ont été définis en termes de débours immédiats et d'engagements contractuels conclus par une organisation durant la période du mandat spécial pertinent. Cette dernière exigence en conformité de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* précise qu'une organisation ne devrait pas conclure des marchés ou d'autres ententes prévoyant un paiement au cours d'un exercice à moins d'avoir des fonds suffisants non grevés dans ses crédits (ou dans ses budgets). À cette époque de l'année, cette disposition de la *Loi sur la gestion des finances publiques* avait une grande incidence dans le cas du quatrième mandat spécial, délivré le 1^{er} avril 2006, particulièrement pour les organisations qui concluent de gros marchés (comme le ministère de la Défense nationale) en début d'exercice.

Section 1 – Introduction aux mandats spéciaux du gouverneur général

En tout, quatre mandats spéciaux totalisant 15,6 milliards de dollars ont été établis, à raison de 4,2 milliards de dollars pour l'exercice 2005-2006 et de 11,5 milliards de dollars pour l'exercice 2006-2007. Ces sommes sont ventilées comme suit :

	(Millions de dollars)*		Total
	2005-2006	2006-2007	
1. 22 décembre 2005 – 20 janvier 2006	1 130,4		1 130,4
2. 21 janvier 2006 – 19 février 2006	755,8		755,8
3. 20 février 2006 – 31 mars 2006	2 291,7		2 291,7
4. 1 ^{er} avril 2006 – 15 mai 2006		11 470,2	11 470,2
Total	4 177,9	11 470,2	15 648,1

Le tableau suivant est un résumé des quatre mandats spéciaux établis alors que le Parlement était dissous en vue d'une élection générale.

Les deux sections suivantes portent sur les mandats spéciaux établis respectivement en 2005-2006 et en 2006-2007.

* Les montants apparaissant ici peuvent différer de ceux des autres tableaux en raison de l'arrondissement des chiffres.

Besoins en mandat spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006 et 2006-2007

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme (dollars)	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006	Total
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère .....	.....	.....	9 495 084	236 000 000	245 495 084
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère .....	.....	16 341 096	18 192 949	19 500 000	54 034 045
Corporation commerciale canadienne .....	.....	.....	.....	1 996 125	1 996 125
Agence canadienne de développement international ..	.....	8 678 213	7 821 250	308 607 439	325 106 902
Centre de recherches pour le développement international .....	.....	2 650 000	5 896 500	16 637 000	25 183 500
Commission mixte internationale.....	.....	.....	100 909	660 250	761 159
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	.....	41 667	.....	348 625	390 292
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère.....	.....	25 995 219	29 617 540	1 188 778 946	1 244 391 705
Commission canadienne des affaires polaires.....	.....	.....	.....	150 000	150 000
Commission des revendications particulières des Indiens .....	.....	.....	.....	863 033	863 033
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	.....	5 500 000	3 176 920	17 500 000	26 176 920
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère.....	.....	.....	9 069 536	21 866 530	30 936 066
Société d'expansion du Cap-Breton.....	.....	.....	.....	536 000	536 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Ministère.....	.....	.....	149 438 848	445 704 000	595 142 848
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère.....	69 932 278	.....	29 617 986	187 898 999	287 449 263
Commission canadienne du lait.....	.....	.....	292 000	439 125	731 125
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	.....	54 256 633	66 241 434	69 015 625	189 513 692
Commission canadienne des grains.....	.....	.....	711 150	4 488 000	5 199 150
ANCIENS COMBATTANTS.....	.....	.....	44 968 365	470 931 918	515 900 283
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère.....	.....	.....	52 038 909	147 038 500	199 077 409
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	.....	.....	6 497 551	12 900 000	19 397 551
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat .....	.....	.....	11 409 376	255 483 125	266 892 501
École de la fonction publique du Canada.....	.....	14 797 081	12 901 820	10 580 125	38 279 026
Bureau du directeur des lobbyistes.....	.....	.....	.....	300 000	300 000
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	.....	8 300 000	13 500 000	8 000 000	29 800 000
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère.....	.....	10 061 544	24 039 374	16 105 000	50 205 918
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes .....	.....	.....	.....	747 250	747 250
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	.....	1 288 000	2 015 277	2 850 000	6 153 277
Directeur général des élections.....	.....	.....	.....	2 646 740	2 646 740
Commissaire aux langues officielles.....	.....	.....	250 000	2 126 000	2 376 000
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité .....	.....	.....	.....	200 000	200 000

Besoins en mandat spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006 et 2006-2007

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme (dollars)	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006	Total
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère.....	825 396 303	.....	421 071 667	3 030 773 680	4 277 241 650
Comité des griefs des Forces canadiennes .....	.....	175 000	180 000	724 000	1 079 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	.....	.....	.....	389 875	389 875
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN .....	.....	.....	3 668 759	30 900 000	34 568 759
ENVIRONNEMENT					
Ministère.....	.....	9 122 340	83 863 467	111 200 000	204 185 807
Agence canadienne pour l'incitation à la réduction des émissions.....	.....	.....	.....	.....	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale ...	.....	.....	1 722 946	3 250 000	4 972 946
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie.....	.....	.....	.....	582 164	582 164
Agence Parcs Canada .....	.....	.....	53 866 120	42 750 603	96 616 723
FINANCES					
Ministère.....	.....	.....	7 931 750	29 272 497	37 204 247
Vérificateur général.....	.....	.....	7 255 600	8 115 000	15 370 600
Tribunal canadien du commerce extérieur .....	.....	.....	473 560	1 076 125	1 549 685
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	.....	.....	.....	3 513 750	3 513 750
Bureau du surintendant des institutions financières ...	.....	.....	.....	.....	.....
GOVERNEUR GÉNÉRAL.....	.....	222 718	1 155 613	2 049 000	3 427 331
INDUSTRIE					
Ministère.....	5 000 000	77 063 500	91 418 114	142 479 850	315 961 464
Agence spatiale canadienne.....	.....	3 679 000	.....	43 228 060	46 907 060
Commission canadienne du tourisme.....	10 001 000	7 000 000	3 325 000	8 000 000	28 326 000
Tribunal de la concurrence.....	118 750	.....	.....	195 000	313 750
Commission du droit d'auteur.....	.....	61 000	.....	284 250	345 250
Conseil national de recherches du Canada.....	61 513 362	2 580 462	14 401 440	84 541 825	163 037 089
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	.....	.....	3 850 000	133 400 000	137 250 000
Conseil de recherches en sciences humaines .....	.....	.....	1 580 000	86 100 000	87 680 000
Conseil canadien des normes .....	.....	.....	5 000	941 125	946 125
Statistique Canada .....	.....	17 203 517	27 493 240	125 837 000	170 533 757
JUSTICE					
Ministère.....	.....	9 147 408	39 864 650	72 930 000	121 942 058
Commission canadienne des droits de la personne .....	.....	.....	222 000	2 589 583	2 811 583
Tribunal canadien des droits de la personne .....	.....	.....	.....	498 000	498 000
Commissaire à la magistrature fédérale .....	.....	.....	1 067 298	1 152 250	2 219 548
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	.....	1 859 831	268 132	8 491 501	10 619 464
Commission du droit du Canada .....	.....	.....	204 516	327 500	532 016
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	.....	1 224 633	1 857 410	2 658 500	5 740 543
Cour suprême du Canada .....	.....	1 347 150	500 000	2 598 875	4 446 025
PARLEMENT					
Sénat.....	.....	.....	.....	6 702 000	6 702 000
Chambre des communes.....	.....	.....	9 507 000	32 035 107	41 542 107
Bibliothèque du Parlement.....	.....	.....	250 000	4 945 600	5 195 600
Commissariat à l'éthique.....	.....	.....	.....	749 300	749 300
Conseiller sénatorial en éthique .....	.....	.....	.....	104 000	104 000

Besoins en mandat spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006 et 2006-2007

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme (dollars)	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006	Total
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère.....	146 894 995	161 429 519	308 324 514
Conseil des Arts du Canada.....	205 000	40 000 000	40 205 000
Société Radio-Canada.....	50 000 000	69 327 000	215 000 000	334 327 000
Musée canadien des civilisations.....	2 344 802	4 750 000	7 094 802
Musée canadien de la nature.....	580 844	7 393 125	7 973 969
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	3 341 600	4 903 000	8 244 600
Bibliothèque et Archives du Canada.....	2 484 794	7 741 728	11 639 251	21 865 773
Société du Centre national des Arts.....	275 100	8 233 000	8 508 100
Commission des champs de bataille nationaux.....	310 033	2 542 205	2 852 238
Office national du film.....	5 274 182	6 000 000	11 274 182
Musée des beaux-arts du Canada.....	1 657 357	5 827 000	7 484 357
Musée national des sciences et de la technologie.....	750 000	1 724 643	3 197 125	5 671 768
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	28 400 000	2 114 780	50 365 000	80 879 780
Commission de la fonction publique.....	14 925 660	4 710 793	12 191 000	31 827 453
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	1 421 625	1 421 625
Tribunal de la dotation de la fonction publique.....	471 000	471 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	1 314 150	3 298 504	4 612 654
Téléfilm Canada.....	15 300 000	15 300 000
PÊCHES ET OCÉANS.....	118 868 046	11 680 738	233 041 846	363 590 630
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère.....	53 655 000	378 122 903	431 777 903
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Ministère.....	31 299 162	284 787 121	316 086 283
Conseil canadien des relations industrielles.....	690 000	1 250 000	1 940 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	268 244 000	268 244 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs.....	219 625	219 625
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	50 029	.....	545 000	595 029
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère.....	29 751 500	68 400 000	98 151 500
Énergie atomique du Canada limitée.....	13 000 000	12 968 625	25 968 625
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	4 715 937	7 605 082	7 849 761	20 170 780
Société de développement du Cap-Breton.....
Office national de l'énergie.....	2 241 500	4 130 250	6 371 750
Administration du pipe-line du Nord.....	108 000	108 000
SANTÉ					
Ministère.....	48 953 551	.....	333 021 425	381 974 976
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1 992 083	36 714 038	38 706 121
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses.....	177 879	329 333	507 212
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	370 000	863 000	533 000	1 766 000
Agence de santé publique du Canada.....	59 809 660	.....	.....	76 882 750	136 692 410

Besoins en mandat spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006 et 2006-2007

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme (dollars)	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006	Total
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère.....	.....	19 956 343	24 026 720	41 816 018	85 799 081
Agence des services frontaliers du Canada.....	.....	.....	180 000 000	145 121 000	325 121 000
Centre canadien des armes à feu.....	.....	.....	.....	7 005 035	7 005 035
Service canadien du renseignement de sécurité.....	32 863 246	15 262 452	15 261 952	38 860 250	102 247 900
Service correctionnel.....	56 630 130	14 342 223	21 306 250	229 349 350	321 627 953
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	.....	4 149 000	3 525 000	4 708 000	12 382 000
Bureau de l'enquêteur correctionnel.....	.....	.....	354 900	344 000	698 900
Gendarmerie royale du Canada.....	.....	60 158 313	181 883 149	433 682 247	675 723 709
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	.....	.....	.....	98 750	98 750
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	10 516	144 692	129 761	701 875	986 844
TRANSPORTS					
Ministère.....	.....	6 028 000	76 512 000	211 754 600	294 294 600
Société canadienne des postes.....	.....	.....	.....	24 534 992	24 534 992
Office des transports du Canada.....	.....	660 000	3 105 760	3 100 000	6 865 760
Commission de la capitale nationale.....	.....	599 000	1 197 000	5 946 000	7 742 000
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	9 158 260	6 290 000	5 149 000	187 928 125	208 525 385
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	.....	63 200	.....	150 000	213 200
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX.....					
	.....	80 000 000	104 204 553	397 736 350	581 940 903
Total.....	1 130 433 505	755 767 252	2 291 725 056	11 470 229 998	15 648 155 811

Section 2

Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2005-2006

Section 2 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2005-2006

Introduction

En 2005-2006, on a établi en tout trois mandats spéciaux, totalisant 4,2 milliards de dollars.

La présente section donne un aperçu des mandats spéciaux établis, ainsi qu'un certain nombre de tableaux sommaires :

- i. sommaire des mandats spéciaux établis en 2005-2006, par organisation, par crédit et par période;
- ii. sommaire des budgets des dépenses établis jusqu'à présent pour 2005-2006;
- iii. sommaire des modifications apportées aux crédits votés avec synopsis des besoins en trésorerie totaux pour la période, y compris les besoins comblés grâce aux affectations de crédits existantes, aux crédits centraux et enfin aux mandats spéciaux;
- iv. sommaire de l'utilisation du crédit 5 du CT;
- v. sommaire de l'utilisation du crédit 10 du CT;
- vi. sommaire des initiatives/enjeux horizontaux pour lesquels les organisations ont besoin de fonds supplémentaires.

Les tableaux sont suivis de renseignements organisationnels détaillés sur les initiatives pour lesquelles les organisations avaient besoin de fonds.

Comme on l'a vu dans la section précédente, les détails organisationnels ne précisent pas les postes particuliers pour lesquels des fonds ont été demandés par l'intermédiaire des mandats spéciaux, mais plutôt les postes supplémentaires pour lesquels il a fallu établir des mandats spéciaux. La raison de cette approche comporte deux volets :

- Premièrement, les organisations doivent épuiser leurs autorisations de dépenser existantes avant de demander l'établissement d'un mandat spécial. Par conséquent, pour 2005-2006, elles devaient d'abord se servir de leurs affectations de crédits annuelles approuvées dans le budget principal des dépenses pour les nouveaux paiements requis, avant de demander un mandat spécial.
- Deuxièmement, il faut une transparence complète vis-à-vis du Parlement quant au total des fonds fournis aux organisations depuis le dépôt du Budget principal des dépenses de 2005-2006.

Pour 2005-2006, la *Loi de crédits n° 2* a été approuvée en juin 2005 afin de fournir la totalité des crédits prévus dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006 déposé le 25 février 2005. Par conséquent, les organisations avaient accès à la totalité de leur financement de base, ainsi que l'approbation du renouvellement annuel de leurs autorisations de dépenser grâce à des crédits de réaffectation des recettes, de réaffectation des dépenses et de subvention (ainsi que des contributions de l'ACDI) inscrits dans le budget des dépenses.

Le 27 octobre 2005, le gouvernement a déposé son Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2005-2006. Comme on l'a vu dans la Section 1, ce budget, totalisant 7 milliards de dollars en autorisations de dépenser, devait être voté par le Parlement. La dissolution du Parlement en vue des élections générales rendait cela impossible, et c'est pourquoi il a fallu établir des mandats spéciaux afin de couvrir une importante partie des postes inscrits dans le budget supplémentaire des dépenses, puisqu'on les considérait comme essentiels et urgents pour le maintien des opérations de base du gouvernement.

Section 2 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2005-2006

Ce critère s'appliquait aussi à quelques postes supplémentaires qui auraient été inclus dans un autre budget supplémentaire des dépenses vers la fin de l'exercice*, notamment pour :

- les montants compensatoires pour rajustements salariaux;
- les mesures de préparation relatives à l'épidémie de grippe aviaire ainsi qu'à la pandémie de grippe;
- le développement économique au profit des Innus et Inuits du Labrador.

Processus

À l'époque de l'année où les élections ont été déclenchées, les organisations avaient la plus grande partie des autorisations de dépenser nécessaires (approuvés par la *Loi de crédit n° 2*) pour fonctionner. Néanmoins, on l'a déjà vu, un mandat spécial ne peut fournir des crédits que lorsque l'autorisation de dépenser existe déjà; il ne peut créer cette autorisation. Le mandat spécial ne pouvait donc servir pour établir de nouvelles autorisations de dépenser ni pour modifier les autorisations existantes. Comme ces autorisations sont approuvées dans les libellés des crédits des organisations, cela signifiait qu'on ne pouvait pas utiliser les mandats spéciaux pour :

- créer de nouveaux crédits ou modifier le libellé des crédits nécessaires pour :
 - faire un transfert entre crédits;
 - faire grâce d'une dette ou la radier;
 - établir de nouvelles autorisations de réaffectation des recettes ni de nouveaux fonds de renouvellement;
 - accroître les limites des prêts ou des garanties (si précisées dans le crédit).
- créer de nouvelles subventions ou augmenter des subventions déjà inscrites dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006.

Il faut souligner qu'une organisation n'a pas besoin d'un crédit pour demander l'établissement d'un mandat spécial, à condition que cette autorisation de faire un paiement leur soit conféré autrement. C'est particulièrement important pour les nouvelles organisations créées en vertu d'une loi qui n'ont pas encore de structure de crédits en place approuvée par une loi de crédits.

En raison de la limitation des subventions, une des premières mesures que le Conseil du Trésor a prise avant la dissolution du Parlement a consisté à financer certaines nouvelles subventions que le Parlement aurait normalement dû approuver dans le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses (A). Cette approche a été recommandée parce que :

- les crédits centraux allaient devoir être épuisés et seraient donc bloqués avant qu'on ne puisse établir des mandats spéciaux;
- le paiement de certaines subventions satisfaisait aux mêmes critères d'urgence qu'aux autres exigences des mandats spéciaux;
- l'utilisation était compatible avec la pratique établie de puiser dans le crédit 5 du CT lorsque le paiement de subventions est considéré comme urgent.

Les subventions en question sont énumérées dans le présent rapport aussi bien dans le tableau sommaire qu'individuellement dans les pages consacrées aux organisations.

Enfin, puisqu'il faut que l'organisation n'ait aucun crédit disponible où puiser le paiement, les fonds conservés dans les niveaux de financement de l'organisation devaient être épuisés avant l'établissement d'un mandat spécial. L'autorisation de dépenser ces fonds, décrit comme une affectation à but spécial ou contrôlée, n'a pas été déléguée aux organisations et elle est gérée et contrôlée par le Conseil du Trésor. On se servirait par exemple de ces

* On dépose habituellement en février un dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice.

Section 2 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2005-2006

mécanismes de contrôle administratifs pour bloquer le financement relatif aux réductions des crédits dans un contexte d'initiatives d'examen des dépenses. Le recours aux affectations à but spécial ou contrôlées pour répondre à des besoins de fonds supplémentaires est conforme au processus de préparation et de présentation au Parlement des budgets supplémentaires des dépenses. Lorsque le Conseil du Trésor n'alloue pas ultérieurement ces affectations à but spécial ou contrôlées aux ministères, elles sont supprimées.

De même, les fonds disponibles à partir des crédits 5 et 10 du CT ont été épuisés au cours de la période du mandat spécial initial pour satisfaire aux demandes de financement des organisations, selon le principe du premier arrivé, premier servi.

Les tableaux ci-après relatifs à chaque organisation reflètent donc tout ce qui s'est passé, avec des explications détaillées des besoins organisationnels bruts par initiative ainsi que des dépenses compensées par l'utilisation d'affectations à but spécial ou contrôlées ainsi que des crédits centraux. Le résultat net correspond aux sommes approuvées par l'établissement des mandats spéciaux pour l'organisation au cours de la période visée.

Résumé

On dégage une tendance évidente et normale de l'utilisation des mandats spéciaux. Comme on prévoit que les organisations gèrent leurs besoins selon le régime de la comptabilité de caisse avant de demander l'établissement d'un mandat spécial, les premiers mandats spéciaux sont modestes; ils tendent à s'accroître pour culminer, pour un exercice quelconque, dans un mandat spécial final beaucoup plus important, puisque les organisations ont alors une marge de manœuvre réduite pour gérer leurs réserves vers la fin du processus. En outre, toutes les autorisations de dépenser « excédentaires » tendent à être épuisées aux premiers stades du processus, réduisant d'autant les montants réclamés au début grâce à des mandats spéciaux. C'est certainement ce qui s'est passé dans le cas des mandats spéciaux établis en 2005-2006. De fait, exception faite du ministère de la Défense nationale, les organisations ont globalement géré l'essentiel de leurs besoins de fonds à même leurs réserves jusqu'à la période du troisième mandat spécial.

Par ailleurs, les organisations devaient prévoir des réserves pour tous leurs fonds débiteurs en fin d'exercice, et ce phénomène a contribué à l'importance du troisième mandat spécial établi pour 2005-2006, qui contenait des estimations de ce que ces coûts allaient être notamment pour les rajustements salariaux en fin d'exercice.

Section 2 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2005-2006

Un total de onze organisations ont obtenu les deux tiers des fonds affectés grâce aux mandats spéciaux en 2005-2006; le ministère de la Défense nationale a obtenu à lui seul à peu près la moitié de la somme. Le tableau suivant est un aperçu de la ventilation des trois mandats spéciaux par organisation.

Organisation	Millions de dollars				%
	Période 1	Période 2	Période 3	Total	
Défense nationale	825,4		421,1	1 246,5	29,8
Gendarmerie royale du Canada		60,2	181,9	242,1	5,8
Agence des services frontaliers du Canada			180,0	180,0	4,3
Industrie	5,0	77,1	91,4	173,5	4,2
Travaux publics et Services gouvernementaux		80,0	104,2	184,2	4,4
Agence du revenu du Canada			149,4	149,4	3,6
Patrimoine canadien			146,9	146,9	3,5
Pêches et Océans		118,9	11,7	130,6	3,1
Agence canadienne d'inspection des aliments		54,3	66,2	120,5	2,9
Société Radio-Canada		50,0	69,3	119,3	2,9
Agriculture et Agroalimentaire	69,9		29,6	99,5	2,4
Total partiel	900,3	440,5	1 451,7	2 792,5	66,9
Toutes les autres organisations	230,1	315,3	840,0	1 385,4	33,1
Total	1 130,4	755,8	2 291,7	4 177,9	100,0

Les pages suivantes contiennent plus de précisions sur les initiatives individuelles financées grâce aux mandats spéciaux.

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes.....					
	1	.....	.....	5 367 631	5 367 631
Dépenses en capital	5	.....	.....	4 127 453	4 127 453

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) (Suite)					
Agence canadienne de développement international					
Dépenses de fonctionnement et autorisation :					
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;					
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :					
i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,					
ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,					
iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....					
	15	.....	4 678 213	3 821 250	8 499 463
Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>					
	L35	.....	4 000 000	4 000 000	8 000 000
Centre de recherches pour le développement international					
Versements au Centre de recherches pour le développement international					
	40	.....	2 650 000	5 896 500	8 546 500
Commission mixte internationale					
Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs					
	45	.....	.....	100 909	100 909

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
PORTFEUILLE					
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles	1	.....	8 441 096	7 792 949	16 234 045
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes	5	.....	7 900 000	10 400 000	18 300 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne					
Dépenses du Programme	15	.....	41 667	.....	41 667
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et					
a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;					
b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;					
c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil.....	1	.....	22 430 219	19 919 018	42 349 237
Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	15	.....	2 300 000	9 600 000	11 900 000
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	20	.....	.....	98 522	98 522
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions.....	25	.....	1 265 000	.....	1 265 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC Dépenses de fonctionnement.....	1	.....	5 500 000	3 176 920	8 676 920
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE Ministère Dépenses de fonctionnement.....	1	.....	.....	9 069 536	9 069 536
AGENCE DU REVENU DU CANADA Ministère Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	.....	.....	149 438 848	149 438 848
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE Ministère Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	1	65 819 078	.....	29 617 986	95 437 064
Dépenses en capital	5	563 200	.....	.....	563 200
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	3 550 000	.....	.....	3 550 000
Commission canadienne du lait Dépenses du Programme	25	.....	.....	292 000	292 000
Agence canadienne d'inspection des aliments Dépenses de fonctionnement et contributions	30	.....	50 129 450	66 241 434	116 370 884
Dépenses en capital	35	.....	4 127 183	.....	4 127 183
Commission canadienne des grains Dépenses du Programme	40	.....	.....	711 150	711 150
ANCIENS COMBATTANTS Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède.....	1	.....	.....	43 759 271	43 759 271
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement.....	15	.....	.....	1 209 094	1 209 094
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA Dépenses de fonctionnement.....	1	9 158 260	6 290 000	5 149 000	20 597 260

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement.....	1	.....	.....	52 038 909	52 038 909
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Dépenses du Programme	10	.....	.....	6 497 551	6 497 551
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat					
Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	1	.....	.....	11 409 376	11 409 376
École de la fonction publique du Canada					
Dépenses du Programme et contributions	25	.....	14 797 081	12 901 820	27 698 901
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada					
Dépenses de fonctionnement.....	30	.....	8 300 000	13 500 000	21 800 000
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère					
Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses	1	.....	10 061 544	24 039 374	34 100 918
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
Dépenses du Programme	10	.....	1 288 000	2 015 277	3 303 277
Commissaire aux langues officielles					
Dépenses du Programme	20	.....	.....	250 000	250 000
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 22 798 216 658 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 10 100 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits.....	1	825 396 303	.....	421 071 667	1 246 467 970

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
DÉFENSE NATIONALE (suite)					
Comité des griefs des Forces canadiennes					
Dépenses du Programme	15	.....	175 000	180 000	355 000
DÉVELOPPEMENT SOCIAL					
Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	1	.....	.....	28 999 162	28 999 162
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	.....	.....	2 300 000	2 300 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN					
Dépenses de fonctionnement.....	1	.....	.....	3 668 759	3 668 759
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et :					
a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;					
b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;					
c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;					
d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;					
e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;					
f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit.....					
	1	.....	.....	76 807 367	76 807 367
Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral					
	5	.....	2 582 100	.....	2 582 100
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	.....	6 540 240	7 056 100	13 596 340

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
ENVIRONNEMENT (suite)					
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	.....	.....	1 722 946	1 722 946
Agence Parcs Canada					
Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières.....	20	.....	.....	53 866 120	53 866 120
FINANCES					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	1	.....	.....	7 931 750	7 931 750
Vérificateur général					
Dépenses du Programme et contributions	20	.....	.....	7 255 600	7 255 600
Tribunal canadien du commerce extérieur					
Dépenses du Programme	25	.....	.....	473 560	473 560
GOVERNEUR GÉNÉRAL					
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	1	.....	222 718	1 155 613	1 378 331
INDUSTRIE					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies	1	.....	66 050 000	36 418 114	102 468 114
Dépenses en capital	5	5 000 000	11 013 500	.....	16 013 500
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	.....	.....	55 000 000	55 000 000
Agence spatiale canadienne					
Dépenses de fonctionnement.....	25	.....	3 679 000	.....	3 679 000
Commission canadienne du tourisme					
Dépenses du Programme	40	10 001 000	7 000 000	3 325 000	20 326 000
Tribunal de la concurrence					
Dépenses du Programme	45	118 750	.....	.....	118 750
Commission du droit d'auteur					
Dépenses du Programme	50	.....	61 000	.....	61 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
INDUSTRIE (suite)					
Conseil national de recherches du Canada					
Dépenses de fonctionnement.....	55	23 385 374	920 462	13 571 440	37 877 276
Dépenses en capital	60	11 907 988	1 640 000	.....	13 547 988
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	65	26 220 000	20 000	830 000	27 070 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
Dépenses de fonctionnement.....	70	.....	.....	3 850 000	3 850 000
Conseil de recherches en sciences humaines					
Dépenses de fonctionnement.....	80	.....	.....	1 580 000	1 580 000
Conseil canadien des normes					
Paievements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	90	.....	.....	5 000	5 000
Statistique Canada					
Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	95	.....	17 203 517	27 493 240	44 696 757
JUSTICE					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement.....	1	.....	9 147 408	3 350 235	12 497 643
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	.....	.....	36 514 415	36 514 415
Commission canadienne des droits de la personne					
Dépenses du Programme	10	.....	.....	222 000	222 000
Commissaire à la magistrature fédérale					
Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'année générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire.....	20	.....	.....	805 548	805 548
Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	25	.....	.....	261 750	261 750
Service administratif des tribunaux judiciaires					
Dépenses du Programme	30	.....	1 859 831	268 132	2 127 963
Commission du droit du Canada					
Dépenses du Programme	35	.....	.....	204 516	204 516
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
Commissariat à l'information du Canada – Dépenses de fonctionnement	40	.....	.....	372 476	372 476
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses de fonctionnement	45	.....	1 224 633	1 484 934	2 709 567
Cour suprême du Canada					
Dépenses du Programme	50	.....	1 347 150	500 000	1 847 150
PARLEMENT					
Chambre des communes					
Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	5	.....	.....	9 507 000	9 507 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
PARLEMENT (suite)					
Bibliothèque du Parlement					
Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	10	.....	.....	250 000	250 000
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	1	.....	.....	17 592 492	17 592 492
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	.....	.....	129 302 503	129 302 503
Conseil des Arts du Canada					
Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	15	.....	.....	205 000	205 000
Société Radio-Canada					
Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	20	.....	50 000 000	69 327 000	119 327 000
Musée canadien des civilisations					
Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	35	.....	.....	2 344 802	2 344 802
Musée canadien de la nature					
Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	40	.....	.....	580 844	580 844
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes					
Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant : a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ; b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	45	.....	.....	3 341 600	3 341 600
Bibliothèque et Archives du Canada					
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	50	.....	2 484 794	7 741 728	10 226 522
Société du Centre national des Arts					
Paiements à la Société du Centre national des Arts	55	.....	.....	275 100	275 100
Commission des champs de bataille nationaux					
Dépenses du Programme	60	.....	.....	310 033	310 033

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
PORTEFEUILLE					
PATRIMOINE CANADIEN (suite)					
Commission de la capitale nationale					
Paielement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	65	.....	541 000	1 138 000	1 679 000
Paielement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	70	.....	58 000	59 000	117 000
Office national du film					
Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	75	.....	.....	5 274 182	5 274 182
Musée des beaux-arts du Canada					
Paielements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	80	.....	.....	1 657 357	1 657 357
Musée national des sciences et de la technologie					
Paielements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	90	.....	750 000	1 724 643	2 474 643
Commission de la fonction publique					
Dépenses du Programme	95	.....	14 925 660	4 710 793	19 636 453
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice					
Dépenses de fonctionnement.....	110	.....	.....	1 022 150	1 022 150
Paielement en contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada – Initiative Sœurs d'esprit ...	116	.....	.....	292 000	292 000
PÊCHES ET OCÉANS					
Dépenses de fonctionnement et :					
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;					
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;					
c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne					
	1	.....	118 868 046	11 680 738	130 548 784
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi					
	1	.....	.....	48 655 000	48 655 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions					
	5	.....	.....	5 000 000	5 000 000
Conseil canadien des relations industrielles					
Dépenses du Programme	10	.....	.....	690 000	690 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
Dépenses du Programme	25	.....	50 029	.....	50 029

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère	1	.....	.....	29 751 500	29 751 500
Énergie atomique du Canada limitée					
Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	15	.....	.....	13 000 000	13 000 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	20	.....	4 715 937	7 605 082	12 321 019
Office national de l'énergie					
Dépenses du Programme	30	.....	.....	2 241 500	2 241 500
SANTÉ					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1	.....	48 953 551	.....	48 953 551
Instituts de recherche en santé du Canada					
Dépenses de fonctionnement	10	.....	.....	1 992 083	1 992 083
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
Dépenses du Programme	20	.....	.....	177 879	177 879
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
Dépenses du Programme	25	.....	370 000	863 000	1 233 000
Agence de santé publique du Canada					
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	30	59 164 660	.....	.....	59 164 660
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	35	645 000	.....	.....	645 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement	1	.....	19 956 343	24 026 720	43 983 063
Agence des services frontaliers du Canada					
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	10	.....	.....	180 000 000	180 000 000
Service canadien du renseignement de sécurité					
Dépenses du Programme	35	32 863 246	15 262 452	15 261 952	63 387 650

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
<i>(suite)</i>					
Service correctionnel					
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et					
<i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;					
<i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;					
<i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;					
<i>d)</i> autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements					
	40	56 630 130	14 342 223	21 306 250	92 278 603
Commission nationale des libérations conditionnelles					
Dépenses du Programme					
	50	.....	4 149 000	3 525 000	7 674 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones					
Dépenses du Programme et contributions					
	55	.....	28 400 000	2 114 780	30 514 780
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
Dépenses du Programme					
	60	.....	.....	354 900	354 900
Gendarmerie royale du Canada					
Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice....					
	65	.....	60 158 313	176 323 776	236 482 089
Application de la loi – Dépenses en capital.....					
	70	.....	.....	5 559 373	5 559 373
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada					
Dépenses du Programme					
	85	10 516	144 692	129 761	284 969
TRANSPORTS					
Ministère					
Dépenses de fonctionnement et					
<i>a)</i> autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;					
<i>b)</i> autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;					
<i>c)</i> autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....					
	1	.....	.....	59 111 000	59 111 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2005-2006

PORTFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	22 décembre 2005 au 20 janvier 2006	21 janvier 2006 au 19 février 2006	20 février 2006 au 31 mars 2006	Total
TRANSPORTS (suite)					
<i>Ministère (suite)</i>					
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	.....	.....	12 327 000	12 327 000
Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :					
<i>a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;</i>					
<i>b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....</i>	20	.....	6 028 000	5 074 000	11 102 000
Office des transports du Canada					
Dépenses du Programme	35	.....	660 000	3 105 760	3 765 760
Tribunal d'appel des transports du Canada					
Dépenses du Programme	40	.....	63 200	.....	63 200
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	1	.....	80 000 000	101 751 553	181 751 553
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	.....	.....	2 453 000	2 453 000
Total .....	.....	1 130 433 505	755 767 252	2 291 725 056	4 177 925 813

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE						
INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes.....	1	990 882 000	.....	.....	5 367 631	996 249 631
Dépenses en capital	5	104 992 000	.....	4 806 772	4 127 453	113 926 225
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à.....	10	642 872 579	3 696 000	.....	.....	646 568 579

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) (suite)						
Agence canadienne de développement international						
Dépenses de fonctionnement et autorisation :						
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;						
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :						
i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,						
ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,						
iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....						
15	204 083 000	.....	.....	8 499 463	212 582 463	
Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services						
20	2 256 031 000	195 895 000	.....	.....	2 451 926 000	
Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$193,500,000, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.....						
L25	1	.....	.....	.....	1	

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) (suite)						
Agence canadienne de développement international (suite) Paiement ne devant pas dépasser \$2,827,383US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 600 000\$ le 2 septembre 2004 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales.....	L30	4 600 000	.....	.....	.....	4 600 000
Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	L35	29 000 001	8 000 000	.....	8 000 000	45 000 001
Centre de recherches pour le développement international Versements au Centre de recherches pour le développement international	40	116 086 000	3 541 000	.....	8 546 500	128 173 500
Commission mixte internationale Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	45	6 507 000	.....	.....	100 909	6 607 909
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)						
Ministère Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles	1	141 405 000	.....	.....	16 234 045	157 639 045
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes	5	10 910 000	.....	.....	18 300 000	29 210 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE						
INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL) (suite)						
Corporation commerciale canadienne						
Corporation commerciale canadienne – Dépenses du Programme.....	10	16 399 000	.....	.....	.....	16 399 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne						
Dépenses du Programme.....	15	2 750 000	.....	.....	41 667	2 791 667
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et						
a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;						
b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;						
c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil.....						
1	569 340 000	.....	.....	42 349 237	611 689 237	
Dépenses en capital et						
a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;						
b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes ..						
5	22 758 000	.....	.....	.....	22 758 000	
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....						
10	4 982 915 900	22 372 720	.....	.....	5 005 288 620	
Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....						
15	27 600 000	1 400 000	.....	11 900 000	40 900 000	
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement.....						
20	7 890 639	.....	.....	98 522	7 989 161	
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions.....						
25	28 054 000	1 075 000	.....	1 265 000	30 394 000	

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
<i>(suite)</i>						
Ministère (suite)						
Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	L30	36 103 000	.....	.....	.....	36 103 000
Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	L35	42 942 000	.....	.....	.....	42 942 000
Commission canadienne des affaires polaires Dépenses du Programme et contributions	40	895 000	.....	.....	.....	895 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC						
Dépenses de fonctionnement.....	1	34 128 000	3 833 250	.....	8 676 920	46 638 170
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	405 814 000	.....	.....	.....	405 814 000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement.....	1	78 944 000	.....	.....	9 069 536	88 013 536
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	350 119 000	.....	.....	.....	350 119 000
Société d'expansion du Cap-Breton						
Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	10	8 645 000	.....	.....	.....	8 645 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	2 449 540 281	.....	.....	149 438 848	2 598 979 129
Contributions	5	148 725 943	.....	.....	.....	148 725 943
Société canadienne des postes						
Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	10	172 210 000	.....	.....	.....	172 210 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	1	558 057 000	.....	.....	95 437 064	653 494 064
Dépenses en capital	5	30 631 000	.....	.....	563 200	31 194 200
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	371 227 000	2 900 000	.....	3 550 000	377 677 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE (suite)						
Ministère (suite)						
Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières	15	1	.....	.....	.....	1
Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	20	1	.....	.....	.....	1
Commission canadienne du lait						
Dépenses du Programme	25	3 202 000	.....	.....	292 000	3 494 000
Agence canadienne d'inspection des aliments						
Dépenses de fonctionnement et contributions	30	406 624 000	.....	.....	116 370 884	522 994 884
Dépenses en capital	35	14 494 000	.....	.....	4 127 183	18 621 183
Commission canadienne des grains						
Dépenses du Programme	40	26 434 000	.....	.....	711 150	27 145 150
ANCIENS COMBATTANTS						
Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	1	788 406 000	.....	.....	43 759 271	832 165 271
Dépenses en capital	5	32 351 000	.....	.....	.....	32 351 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	10	1 986 807 000	4 000	.....	.....	1 986 811 000
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du fonctionnement.....	15	8 660 000	.....	.....	1 209 094	9 869 094

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA						
Dépenses de fonctionnement.....	1	23 314 000	.....	.....	20 597 260	43 911 260
Contributions	5	785 444 000	.....	.....	.....	785 444 000
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement.....	1	376 869 000	.....	.....	52 038 909	428 907 909
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	422 653 577	6 751 000	.....	.....	429 404 577
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada						
Dépenses du Programme	10	98 601 400	.....	.....	6 497 551	105 098 951
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat						
Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	1	140 903 000	.....	.....	11 409 376	152 312 376
Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.....	5	586 707 361	(586 707 361)	.....	.....	.....
Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.....	10	8 618 747	.....	(8 618 747)	.....	.....
Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	20	1 653 700 000	.....	.....	.....	1 653 700 000
École de la fonction publique du Canada						
Dépenses du Programme et contributions	25	48 670 000	.....	.....	27 698 901	76 368 901
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada						
Dépenses de fonctionnement.....	30	62 084 000	.....	.....	21 800 000	83 884 000
Contributions	35	16 200 000	.....	.....	.....	16 200 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère						
Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses	1	125 539 000	.....	.....	34 100 918	159 639 918
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes						
Dépenses du Programme	5	5 893 000	.....	.....	.....	5 893 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports						
Dépenses du Programme	10	24 039 000	.....	.....	3 303 277	27 342 277
Directeur général des élections						
Dépenses du Programme	15	20 231 000	.....	.....	.....	20 231 000
Commissaire aux langues officielles						
Dépenses du Programme	20	16 279 000	.....	.....	250 000	16 529 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie						
Dépenses du Programme	25	4 552 000	675 782	.....	.....	5 227 782
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité						
Dépenses du Programme	30	2 500 000	.....	.....	.....	2 500 000
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 22 798 216 658 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 10 100 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits.....	1	9 861 479 000	.....	.....	1 246 467 970	11 107 946 970
Dépenses en capital	5	2 247 930 000	.....	.....	.....	2 247 930 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
DÉFENSE NATIONALE (suite)						
Ministère (suite)						
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de défense	10	187 818 658	793 160	.....	.....	188 611 818
Comité des griefs des Forces canadiennes						
Dépenses du Programme	15	5 608 000	.....	.....	355 000	5 963 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire						
Dépenses du Programme	20	3 791 000	.....	.....	.....	3 791 000
DÉVELOPPEMENT SOCIAL						
Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	1	244 374 000	.....	.....	28 999 162	273 373 162
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	285 367 000	5 300 000	.....	2 300 000	292 967 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN						
Dépenses de fonctionnement	1	40 314 000	.....	.....	3 668 759	43 982 759
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	347 971 000	1 000 000	.....	.....	348 971 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
ENVIRONNEMENT Ministère Dépenses de fonctionnement et :						
a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;						
b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;						
c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;						
d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;						
e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;						
f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit.....	1	671 527 000	.....	.....	76 807 367	748 334 367
Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	5	31 240 000	.....	.....	2 582 100	33 822 100
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	55 654 000	.....	.....	13 596 340	69 250 340
Agence canadienne d'évaluation environnementale Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	15 744 000	.....	.....	1 722 946	17 466 946

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
ENVIRONNEMENT (suite)						
Agence Parcs Canada						
Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières.....	20	375 528 321	.....	.....	53 866 120	429 394 441
Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	25	1 800 000	.....	.....	.....	1 800 000
FINANCES						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	1	84 400 000	.....	.....	7 931 750	92 331 750
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	944 000 000	51 200 000	.....	.....	995 200 000
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés et rajustés, y compris les rajustements aux paiements afférents aux exercices précédents, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires versés au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours.....	10	1 800 000 000	.....	.....	.....	1 800 000 000
Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 270 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	L15	1	.....	.....	.....	1
Vérificateur général						
Dépenses du Programme et contributions	20	62 957 000	.....	.....	7 255 600	70 212 600
Tribunal canadien du commerce extérieur						
Dépenses du Programme	25	8 170 000	956 650	.....	473 560	9 600 210
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada						
Dépenses du Programme	30	27 663 000	3 236 875	.....	.....	30 899 875
Bureau du surintendant des institutions financières						
Dépenses du Programme	35	755 000	.....	.....	.....	755 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
GOUVERNEUR GÉNÉRAL						
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	1	16 702 000	.....	.....	1 378 331	18 080 331
INDUSTRIE						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies	1	382 434 000	.....	.....	102 468 114	484 902 114
Dépenses en capital	5	3 851 000	.....	.....	16 013 500	19 864 500
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	775 476 000	.....	.....	55 000 000	830 476 000
Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	L15	300 000	.....	.....	.....	300 000
Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	L20	500 000	.....	.....	.....	500 000
Agence spatiale canadienne						
Dépenses de fonctionnement	25	173 408 000	.....	.....	3 679 000	177 087 000
Dépenses en capital	30	105 386 000	.....	.....	.....	105 386 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	35	53 275 000	.....	.....	.....	53 275 000
Commission canadienne du tourisme						
Dépenses du Programme	40	78 823 000	.....	.....	20 326 000	99 149 000
Tribunal de la concurrence						
Dépenses du Programme	45	1 473 000	.....	.....	118 750	1 591 750
Commission du droit d'auteur						
Dépenses du Programme	50	2 206 000	.....	.....	61 000	2 267 000
Conseil national de recherches du Canada						
Dépenses de fonctionnement	55	356 428 000	.....	.....	37 877 276	394 305 276
Dépenses en capital	60	53 919 000	.....	.....	13 547 988	67 466 988
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	65	113 760 000	.....	.....	27 070 000	140 830 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie						
Dépenses de fonctionnement	70	32 761 000	.....	.....	3 850 000	36 611 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses	75	792 740 000	31 400 000	.....	.....	824 140 000
Conseil de recherches en sciences humaines						
Dépenses de fonctionnement	80	18 491 000	.....	.....	1 580 000	20 071 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses	85	526 627 000	25 601 350	.....	.....	552 228 350
Conseil canadien des normes						
Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	90	6 924 000	.....	.....	5 000	6 929 000
Statistique Canada						
Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	95	442 199 000	.....	.....	44 696 757	486 895 757

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
JUSTICE						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement.....	1	517 727 000	12 550 408	.....	12 497 643	542 775 051
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	329 228 000	.....	.....	36 514 415	365 742 415
Commission canadienne des droits de la personne						
Dépenses du Programme	10	20 089 000	.....	.....	222 000	20 311 000
Tribunal canadien des droits de la personne						
Dépenses du Programme	15	4 324 000	.....	.....	.....	4 324 000
Commissaire à la magistrature fédérale						
Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'année générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire.....	20	7 186 000	.....	.....	805 548	7 991 548
Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	25	1 575 000	.....	.....	261 750	1 836 750
Service administratif des tribunaux judiciaires						
Dépenses du Programme	30	47 175 000	5 413 317	.....	2 127 963	54 716 280
Commission du droit du Canada						
Dépenses du Programme	35	2 970 000	.....	.....	204 516	3 174 516
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada						
Commissariat à l'information du Canada – Dépenses de fonctionnement	40	4 813 000	.....	.....	372 476	5 185 476
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses de fonctionnement	45	6 825 000	1 209 633	.....	2 709 567	10 744 200
Cour suprême du Canada						
Dépenses du Programme	50	20 127 000	.....	.....	1 847 150	21 974 150
PARLEMENT						
Sénat						
Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice.....	1	50 950 550	.....	.....	.....	50 950 550
Chambre des communes						
Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	5	241 595 340	7 795 201	.....	9 507 000	258 897 541
Bibliothèque du Parlement						
Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	10	27 733 000	500 000	.....	250 000	28 483 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PARLEMENT (suite)						
Commissariat à l'éthique						
Dépenses du Programme	15	4 089 000	.....	.....	.....	4 089 000
Conseiller sénatorial en éthique						
Dépenses du Programme	20	775 000	.....	.....	.....	775 000
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens						
	1	227 800 000	.....	.....	17 592 492	245 392 492
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions						
	5	862 626 000	26 605 150	.....	129 302 503	1 018 533 653
Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> (L.R. 1985, ch. C-51).....						
	L10	10 000	.....	.....	.....	10 000
Conseil des Arts du Canada						
Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi						
	15	150 173 250	.....	.....	205 000	150 378 250
Société Radio-Canada						
Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion.....						
	20	886 904 000	.....	.....	119 327 000	1 006 231 000
Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement						
	25	4 000 000	.....	.....	.....	4 000 000
Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion.....						
	30	91 510 000	.....	.....	.....	91 510 000
Musée canadien des civilisations						
Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital						
	35	58 698 000	.....	.....	2 344 802	61 042 802
Musée canadien de la nature						
Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital						
	40	55 569 000	.....	.....	580 844	56 149 844

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
<i>PATRIMOINE CANADIEN (suite)</i>						
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes						
Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant :						
a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ;						
b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor.....	45	1	.....	.....	3 341 600	3 341 601
Bibliothèque et Archives du Canada						
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	50	81 608 000	11 105 898	194 786	10 226 522	103 135 206
Société du Centre national des Arts						
Paiements à la Société du Centre national des Arts	55	31 224 000	1 048 000	.....	275 100	32 547 100
Commission des champs de bataille nationaux						
Dépenses du Programme	60	6 867 000	.....	.....	310 033	7 177 033
Commission de la capitale nationale						
Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	65	66 494 000	2 022 000	.....	1 679 000	70 195 000
Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	70	22 063 000	718 000	.....	117 000	22 898 000
Office national du film						
Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	75	62 948 000	.....	.....	5 274 182	68 222 182
Musée des beaux-arts du Canada						
Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	80	36 469 000	.....	.....	1 657 357	38 126 357
Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection...	85	8 000 000	.....	.....	.....	8 000 000
Musée national des sciences et de la technologie						
Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	90	24 446 000	.....	.....	2 474 643	26 920 643
Commission de la fonction publique						
Dépenses du Programme	95	76 791 000	.....	.....	19 636 453	96 427 453
Commission des relations de travail dans la fonction publique						
Dépenses du Programme	100	9 269 000	.....	.....	.....	9 269 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique						
Dépenses du Programme	105	3 776 000	.....	.....	.....	3 776 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
PATRIMOINE CANADIEN (suite)						
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice						
Dépenses de fonctionnement.....	110	11 278 000	.....	.....	1 022 150	12 300 150
Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	115	10 750 000	227 184	.....	.....	10 977 184
Paiement en contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada – Initiative Sœurs d'esprit ...	116	.....	.....	.....	292 000	292 000
Téléfilm Canada						
Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	120	123 874 000	987 000	.....	.....	124 861 000
PÊCHES ET OCÉANS						
Dépenses de fonctionnement et :						
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;						
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;						
c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne						
	1	1 029 929 000	.....	.....	130 548 784	1 160 477 784
Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....						
	5	175 293 000	.....	.....	.....	175 293 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	119 785 000	100 000	.....	.....	119 885 000
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi.....						
	1	266 045 000	.....	.....	48 655 000	314 700 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	839 664 000	312 901	.....	5 000 000	844 976 901
Conseil canadien des relations industrielles						
Dépenses du Programme	10	10 344 000	.....	.....	690 000	11 034 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (suite)						
Société canadienne d'hypothèques et de logement Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	15	2 224 712 000	.....	.....	.....	2 224 712 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs Dépenses du Programme	20	1 665 000	.....	.....	.....	1 665 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail Dépenses du Programme	25	3 498 000	.....	.....	50 029	3 548 029
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère	1	587 356 000	.....	.....	29 751 500	617 107 500
Dépenses en capital	5	7 701 000	.....	.....	.....	7 701 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	297 989 000	.....	.....	.....	297 989 000
Énergie atomique du Canada limitée						
Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	15	98 838 000	47 011 000	.....	13 000 000	158 849 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire						
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	20	58 713 000	.....	.....	12 321 019	71 034 019
Société de développement du Cap-Breton						
Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	25	56 905 000	.....	.....	.....	56 905 000
Office national de l'énergie						
Dépenses du Programme	30	33 341 000	.....	.....	2 241 500	35 582 500
Administration du pipe-line du Nord						
Dépenses du Programme	35	1 252 000	.....	.....	.....	1 252 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
SANTÉ						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1	1 552 761 475	.....	.....	48 953 551	1 601 715 026
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	1 201 793 555	45 915 000	.....	.....	1 247 708 555
Instituts de recherche en santé du Canada						
Dépenses de fonctionnement.....	10	37 910 000	.....	.....	1 992 083	39 902 083
Subventions inscrites au Budget des dépenses	15	734 660 000	34 320 000	.....	.....	768 980 000
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses						
Dépenses du Programme	20	2 897 000	.....	.....	177 879	3 074 879
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés						
Dépenses du Programme	25	3 848 000	.....	.....	1 233 000	5 081 000
Agence de santé publique du Canada						
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	30	234 719 000	.....	.....	59 164 660	293 883 660
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	35	164 009 000	15 415 000	.....	645 000	180 069 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement.....	1	86 220 000	.....	.....	43 983 063	130 203 063
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	335 437 000	.....	.....	.....	335 437 000
Agence des services frontaliers du Canada						
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence.....	10	863 931 000	.....	.....	180 000 000	1 043 931 000
Dépenses en capital	15	32 297 000	.....	.....	.....	32 297 000
Centre canadien des armes à feu						
Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement.....	20	49 564 000	.....	.....	.....	49 564 000
Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	25	14 550 000	.....	.....	.....	14 550 000
Contributions	30	14 000 000	.....	.....	.....	14 000 000
Service canadien du renseignement de sécurité						
Dépenses du Programme	35	259 097 000	.....	.....	63 387 650	322 484 650

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTEFEUILLE						
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
<i>(suite)</i>						
Service correctionnel						
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et						
a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;						
b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;						
c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;						
d) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements						
	40	1 296 512 000	.....	.....	92 278 603	1 388 790 603
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital, y compris les paiements :						
a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;						
b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....						
	45	138 217 000	.....	.....	.....	138 217 000
Commission nationale des libérations conditionnelles						
Dépenses du Programme						
	50	27 506 000	.....	3 365 367	7 674 000	38 545 367
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones						
Dépenses du Programme et contributions						
	55	115 095 000	.....	.....	30 514 780	145 609 780

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N°	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (suite)						
Bureau de l'enquêteur correctionnel						
Dépenses du Programme	60	2 558 000	.....	.....	354 900	2 912 900
Gendarmerie royale du Canada						
Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	65	1 258 951 000	.....	.....	236 482 089	1 495 433 089
Application de la loi – Dépenses en capital.....	70	197 988 000	.....	.....	5 559 373	203 547 373
Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	75	43 645 880	.....	.....	.....	43 645 880
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada						
Dépenses du Programme	80	772 000	55 450	.....	.....	827 450
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada						
Dépenses du Programme	85	4 164 000	1 166 432	251 822	284 969	5 867 223
TRANSPORTS						
Ministère						
Dépenses de fonctionnement et						
a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;						
b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;						
c) autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	1	232 760 000	.....	.....	59 111 000	291 871 000
Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés.....	5	74 790 000	.....	.....	.....	74 790 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	417 299 000	.....	.....	12 327 000	429 626 000
Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	15	32 188 000	.....	.....	.....	32 188 000
Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :						
a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;						
b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	20	56 533 000	2 598 000	.....	11 102 000	70 233 000

*Voir la note au bas de la page 61.

Total des crédits de 2005-2006 à ce jour

Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	Budgets des dépenses précédents*	Affectation provenant du crédit 5 du CT	Affectation provenant du crédit 10 du CT	Mandats spéciaux émis pour l'exercice se terminant le 31 mars 2006	Total des crédits à ce jour
PORTFEUILLE						
TRANSPORTS (suite)						
Ministère (suite)						
Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n^o 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	25	169 001 000	.....	.....	.....	169 001 000
Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	30	438 400 000	.....	.....	.....	438 400 000
Office des transports du Canada						
Dépenses du Programme	35	20 971 000	.....	.....	3 765 760	24 736 760
Tribunal d'appel des transports du Canada						
Dépenses du Programme	40	1 173 000	.....	.....	63 200	1 236 200
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX						
Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	1	2 080 968 253	.....	.....	181 751 553	2 262 719 806
Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	5	327 924 000	.....	.....	.....	327 924 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	7 632 000	.....	.....	2 453 000	10 085 000
Total .....	.....	66 330 708 715	.....	.....	4 177 925 813	70 508 634 528

* Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour le Budget principal des dépenses de 2005-2006 et les montants des affectations du crédit 5 et du crédit 10 du SCT avant la dissolution du Parlement. Il comprend également les fonds pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada et l'Agence Parcs Canada qui ont été votés en 2004-2005 et qui seront dépensés en 2005-2006.

Le 14 juin 2005, conformément à la décision du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, le crédit 25 du Conseil privé a été réduit de 40 000 \$. Le montant de la colonne « Budgets des dépenses précédents » a donc été rajusté pour rendre compte de cette décision.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) Ministère Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes.....	1	32 312	26 944	.....	.....	26 944	5 368
Dépenses en capital	5	16 028	7 094	.....	4 807	11 901	4 127

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) (suite) Ministère (suite) Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à (642 872 579 \$ tel qu'inscrit au Budget des dépenses 2005-2006).....	10	46 722	43 026	3 696	.....	46 722	.....
Agence canadienne de développement international Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	15	15 823	7 324	.....	.....	7 324	8 499

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES) (suite)							
Agence canadienne de développement international (suite)							
Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	20	195 895	.....	195 895	.....	195 895	.....
Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	L35	16 000	.....	8 000	.....	8 000	8 000
Centre de recherches pour le développement international							
Versements au Centre de recherches pour le développement international	40	12 088	.....	3 541	.....	3 541	8 547
Commission mixte internationale							
Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	45	471	370	.....	.....	370	101
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles	1	17 814	1 580	.....	.....	1 580	16 234

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL) (suite)							
Ministère (suite)							
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes.....	5	18 300	.....	.....	.....	.....	18 300
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne							
Dépenses du Programme	15	42	.....	.....	.....	.....	42
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et							
a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;							
b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;							
c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	1	87 112	44 763	.....	.....	44 763	42 349
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	221 415	199 042	22 373	.....	221 415	.....
Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....	15	13 300	.....	1 400	.....	1 400	11 900
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement.....	20	749	650	.....	.....	650	99
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	25	4 165	1 825	1 075	.....	2 900	1 265
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC							
Dépenses de fonctionnement.....	1	12 660	150	3 833	.....	3 983	8 677
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	3 918	3 918	.....	.....	3 918	.....

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement.....	1	9 990	920	.....	.....	920	9 070
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	38 393	38 393	.....	.....	38 393	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	218 039	68 600	.....	.....	68 600	149 439
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	1	96 797	1 360	.....	.....	1 360	95 437
Dépenses en capital	5	563	.....	.....	.....	.....	563
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	31 485	25 035	2 900	.....	27 935	3 550
Commission canadienne du lait							
Dépenses du Programme	25	292	.....	.....	.....	.....	292
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement et contributions	30	122 525	6 154	.....	.....	6 154	116 371
Dépenses en capital	35	4 127	.....	.....	.....	.....	4 127
Commission canadienne des grains							
Dépenses du Programme	40	1 311	600	.....	.....	600	711
ANCIENS COMBATTANTS							
Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	1	61 908	18 149	.....	.....	18 149	43 759
Dépenses en capital	5	1 665	1 665	.....	.....	1 665	.....

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
ANCIENS COMBATTANTS (suite)							
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	10	4	.....	4	.....	4	.....
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du fonctionnement.....	15	1 209	.....	.....	.....	.....	1 209
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA							
Dépenses de fonctionnement.....	1	20 637	40	.....	.....	40	20 597
Contributions.....	5	142 089	142 089	.....	.....	142 089	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement.....	1	66 188	14 149	.....	.....	14 149	52 039
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	5	6 751	.....	6 751	.....	6 751	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada							
Dépenses du Programme.....	10	10 229	3 731	.....	.....	3 731	6 498
CONSEIL DU TRÉSOR							
Secrétariat							
Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	1	12 642	1 233	.....	.....	1 233	11 409
École de la fonction publique du Canada							
Dépenses du Programme et contributions.....	25	28 299	600	.....	.....	600	27 699
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement.....	30	22 630	830	.....	.....	830	21 800
CONSEIL PRIVÉ							
Ministère							
Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses.....	1	37 082	2 981	.....	.....	2 981	34 101
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports							
Dépenses du Programme.....	10	3 343	40	.....	.....	40	3 303
Commissaire aux langues officielles							
Dépenses du Programme.....	20	270	20	.....	.....	20	250

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
CONSEIL PRIVÉ (suite) Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie Dépenses du Programme	25	686	10	676	.....	686	.....
DÉFENSE NATIONALE Ministère Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 22 798 216 658 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 10 100 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits	1	1 344 383	97 915	.....	.....	97 915	1 246 468
Dépenses en capital	5	41 812	41 812	.....	.....	41 812	.....
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de défense	10	1 547	754	793	.....	1 547	.....
Comité des griefs des Forces canadiennes Dépenses du Programme	15	365	10	.....	.....	10	355
DÉVELOPPEMENT SOCIAL Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	1	32 620	3 621	.....	.....	3 621	28 999
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	7 600	.....	5 300	.....	5 300	2 300

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN							
Dépenses de fonctionnement.....	1	4 029	360	.....	.....	360	3 669
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	1 000	.....	1 000	.....	1 000	.....
ENVIRONNEMENT							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et :							
a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;							
b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;							
c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;							
d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;							
e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;							
f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit.....							
	1	111 405	34 597	.....	.....	34 597	76 808
Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral..							
	5	2 582	.....	.....	.....	.....	2 582
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	13 596	.....	.....	.....	.....	13 596

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
ENVIRONNEMENT (suite)							
Agence canadienne d'évaluation environnementale							
Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15	1 773	50	.....	.....	50	1 723
Agence Parcs Canada							
Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières.....	20	60 794	6 928	.....	.....	6 928	53 866
FINANCES							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	1	8 556	624	.....	.....	624	7 932
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	5	51 200	.....	51 200	.....	51 200	.....
Vérificateur général							
Dépenses du Programme et contributions.....	20	7 351	95	.....	.....	95	7 256
Tribunal canadien du commerce extérieur							
Dépenses du Programme.....	25	1 441	10	957	.....	967	474
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada							
Dépenses du Programme.....	30	3 717	480	3 237	.....	3 717	.....
GOUVERNEUR GÉNÉRAL							
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....	1	1 708	330	.....	.....	330	1 378
INDUSTRIE							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies.....	1	105 890	3 422	.....	.....	3 422	102 468
Dépenses en capital.....	5	16 014	.....	.....	.....	.....	16 014
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	10	161 625	106 625	.....	.....	106 625	55 000

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars)		N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :			Montant net émis par le gouverneur général
PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	À même le ministère ou l'organisme			Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
INDUSTRIE (suite)							
Agence spatiale canadienne							
Dépenses de fonctionnement.....	25	4 269	590	.....	.....	590	3 679
Dépenses en capital	30	1 783	1 783	.....	.....	1 783	.....
Commission canadienne du tourisme							
Dépenses du Programme	40	20 326	.....	.....	.....	.....	20 326
Tribunal de la concurrence							
Dépenses du Programme	45	119	.....	.....	.....	.....	119
Commission du droit d'auteur							
Dépenses du Programme	50	61	.....	.....	.....	.....	61
Conseil national de recherches du Canada							
Dépenses de fonctionnement.....	55	38 457	580	.....	.....	580	37 877
Dépenses en capital	60	14 222	674	.....	.....	674	13 548
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	65	27 070	.....	.....	.....	.....	27 070
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie							
Dépenses de fonctionnement.....	70	3 900	50	.....	.....	50	3 850
Subventions inscrites au Budget des dépenses	75	31 400	.....	31 400	.....	31 400	.....
Conseil de recherches en sciences humaines							
Dépenses de fonctionnement.....	80	1 600	20	.....	.....	20	1 580
Subventions inscrites au Budget des dépenses	85	25 601	.....	25 601	.....	25 601	.....
Conseil canadien des normes							
Paievements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	90	5	.....	.....	.....	.....	5
Statistique Canada							
Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	95	45 157	460	.....	.....	460	44 697
JUSTICE							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement.....	1	66 738	41 690	12 550	.....	54 240	12 498
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	46 744	10 230	.....	.....	10 230	36 514
Commission canadienne des droits de la personne							
Dépenses du Programme	10	779	557	.....	.....	557	222
Tribunal canadien des droits de la personne							
Dépenses du Programme	15	105	105	.....	.....	105	.....
Commissaire à la magistrature fédérale							
Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'année générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	20	905	100	.....	.....	100	805
Conseil canadien de la magistrature –							
Dépenses de fonctionnement.....	25	262	.....	.....	.....	.....	262
Service administratif des tribunaux judiciaires							
Dépenses du Programme	30	9 291	1 750	5 413	.....	7 163	2 128
Commission du droit du Canada							
Dépenses du Programme	35	215	10	.....	.....	10	205

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
JUSTICE							
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada							
Commissariat à l'information du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	40	377	5	.....	.....	5	372
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses de fonctionnement	45	3 935	15	1 210	.....	1 225	2 710
Cour suprême du Canada							
Dépenses du Programme	50	1 877	30	.....	.....	30	1 847
PARLEMENT							
Chambre des communes							
Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	5	17 302	.....	7 795	.....	7 795	9 507
Bibliothèque du Parlement							
Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	10	750	.....	500	.....	500	250
PATRIMOINE CANADIEN							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	1	30 017	12 425	.....	.....	12 425	17 592
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	176 286	20 378	26 605	.....	46 983	129 303
Conseil des Arts du Canada							
Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	15	205	.....	.....	.....	.....	205
Société Radio-Canada							
Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion.....	20	119 327	.....	.....	.....	.....	119 327
Musée canadien des civilisations							
Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	35	2 345	.....	.....	.....	.....	2 345

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite</i>)							
Musée canadien de la nature							
Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	40	581	.....	.....	.....	.....	581
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes							
Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant :							
a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ;							
b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	45	3 342	.....	.....	.....	.....	3 342
Bibliothèque et Archives du Canada							
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	50	22 263	735	11 106	195	12 036	10 227
Société du Centre national des Arts							
Paiements à la Société du Centre national des Arts	55	1 323	.....	1 048	.....	1 048	275
Commission des champs de bataille nationaux							
Dépenses du Programme	60	320	10	.....	.....	10	310
Commission de la capitale nationale							
Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	65	3 701	.....	2 022	.....	2 022	1 679
Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	70	835	.....	718	.....	718	117
Office national du film							
Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	75	5 384	110	.....	.....	110	5 274
Musée des beaux-arts du Canada							
Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	80	1 657	.....	.....	.....	.....	1 657
Musée national des sciences et de la technologie							
Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	90	2 475	.....	.....	.....	.....	2 475
Commission de la fonction publique							
Dépenses du Programme	95	19 841	205	.....	.....	205	19 636

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
PATRIMOINE CANADIEN (suite)							
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice							
Dépenses de fonctionnement.....	110	1 042	20	.....	.....	20	1 022
Subventions inscrites au Budget des dépenses	115	227	.....	227	.....	227	.....
Paiement en contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada – Initiative Sœurs d'esprit							
	116	292	.....	.....	.....	.....	292
Téléfilm Canada							
Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> ..	120	987	.....	987	.....	987	.....
PÊCHES ET OCÉANS							
Dépenses de fonctionnement et :							
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;							
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;							
c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne							
	1	147 614	17 065	.....	.....	17 065	130 549
Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....							
	5	14 500	14 500	.....	.....	14 500	.....
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions							
	10	100	.....	100	.....	100	.....

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	1	51 000	2 345	.....	.....	2 345	48 655
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	77 031	71 718	313	.....	72 031	5 000
Conseil canadien des relations industrielles							
Dépenses du Programme	10	700	10	.....	.....	10	690
Société canadienne d'hypothèques et de logement							
Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	15	500	500	.....	.....	500	.....
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail							
Dépenses du Programme	25	60	10	.....	.....	10	50
RESSOURCES NATURELLES							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère	1	50 930	21 178	.....	.....	21 178	29 752
Énergie atomique du Canada limitée							
Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	15	60 011	.....	47 011	.....	47 011	13 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	20	12 391	70	.....	.....	70	12 321
Office national de l'énergie							
Dépenses du Programme	30	2 362	120	.....	.....	120	2 242

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
SANTÉ							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1	70 184	21 230	.....	.....	21 230	48 954
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	85 688	39 773	45 915	.....	85 688	.....
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement.....	10	2 052	60	.....	.....	60	1 992
Subventions inscrites au Budget des dépenses ...	15	34 320	.....	34 320	.....	34 320	.....
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses							
Dépenses du Programme	20	178	.....	.....	.....	.....	178
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses du Programme	25	1 233	.....	.....	.....	.....	1 233
Agence de santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	30	63 128	3 963	.....	.....	3 963	59 165
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	35	17 415	1 355	15 415	.....	16 770	645
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement.....	1	44 063	80	.....	.....	80	43 983
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	10	182 480	2 480	.....	.....	2 480	180 000
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses du Programme	35	63 388	.....	.....	.....	.....	63 388

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (suite)							
Service correctionnel							
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et							
a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;							
b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;							
c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;							
d) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....	40	94 862	2 583	.....	.....	2 583	92 279
Commission nationale des libérations conditionnelles							
Dépenses du Programme	50	11 069	30	.....	3 365	3 395	7 674
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones							
Dépenses du Programme et contributions	55	50 377	19 862	.....	.....	19 862	30 515
Bureau de l'enquêteur correctionnel							
Dépenses du Programme	60	355	.....	.....	.....	.....	355
Gendarmerie royale du Canada							
Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	65	278 469	41 987	.....	.....	41 987	236 482
Application de la loi – Dépenses en capital.....	70	23 624	18 065	.....	.....	18 065	5 559
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du Programme	80	55	.....	55	.....	55	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses du Programme	85	1 703	.....	1 166	252	1 418	285

* Voir la note au bas de la page 78.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés de 2005-2006*

(en milliers de dollars) PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description	N°	Montant brut	Moins les fonds disponibles :				Montant net émis par le gouverneur général
			À même le ministère ou l'organisme	Provenant du crédit 5 du CT	Provenant du crédit 10 du CT	Total partiel	
TRANSPORTS							
Ministère							
Dépenses de fonctionnement et							
<i>a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;</i>							
<i>b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la Loi sur l'aéronautique;</i>							
<i>c) autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....</i>							
1	69 166	10 055	.....	.....	10 055	59 111	
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions							
10	39 100	26 773	.....	.....	26 773	12 327	
Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :							
<i>a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;</i>							
<i>b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....</i>							
20	13 700	.....	2 598	.....	2 598	11 102	
Office des transports du Canada							
Dépenses du Programme							
35	3 786	20	.....	.....	20	3 766	
Tribunal d'appel des transports du Canada							
Dépenses du Programme							
40	63	.....	.....	.....	.....	63	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX							
Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux.....							
1	293 041	111 289	.....	.....	111 289	181 752	
Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux							
5	48 424	48 424	.....	.....	48 424	.....
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions							
10	3 623	1 170	.....	.....	1 170	2 453	
Total	6 303 421	1 530 165	586 706	8 619	2 125 490	4 177 931	

* Les montants apparaissant ici peuvent différer de ceux des autres tableaux en raison de l'arrondissement des chiffres.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

Ce tableau fournit un sommaire détaillé de toutes les affectations du crédit 5 du CT pour 2005-2006.

Généralement, on retrouve deux types de fonds au crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Le financement permanent est normalement réservé pour des déficits au niveau de la paye, tels que les indemnités de départ et les prestations parentales, qui ne peuvent pas être déterminés à l'avance et qui sont, par conséquent, réglés par l'administration centrale, normalement en fin d'exercice. Le financement temporaire est fourni pour diverses dépenses urgentes ou mineures, qui étaient imprévues et qui n'étaient pas inscrites dans le Budget principal des dépenses mais qui doivent être payées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits du Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, le financement temporaire est remboursé au crédit 5 du CT.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2005-2006, qui a été déposé le 27 octobre 2005, comprenait les crédits temporaires provenant du crédit 5 du CT au montant de 162 742 639 \$. De plus, une affectation de 550 000 \$ avait ultérieurement été approuvée et ce montant aurait dû se retrouver dans un budget supplémentaire subséquent. Ces postes sont inscrits dans la section A.

De plus, étant donné les restrictions liées à l'utilisation des mandats spéciaux en regard de paiements de subventions, une des premières étapes accomplies par le Conseil du Trésor, avant la dissolution du Parlement, a été de financer les nouvelles subventions qui auraient été assujetties à l'approbation du Parlement dans le projet de loi des crédits du Budget supplémentaire des dépenses (A). Le paiement de ces subventions (et des contributions de l'Agence canadienne de développement international) répond aux mêmes critères « urgents » que les autres exigences liées aux mandats spéciaux et était conforme à la pratique courante d'utiliser le crédit 5 du CT lorsque le paiement d'une subvention est considéré comme étant urgent. Au total, un montant de 469 808 465 \$ a été affecté et les postes individuels sont inscrits ci-dessous à la section B.

Enfin, compte tenu de l'exigence mentionnant qu'aucun crédit n'est disponible pour effectuer un paiement, tous les fonds restants dans les crédits centraux doivent être déduits avant l'établissement des mandats spéciaux. Un montant total de 116 898 896 \$ a été affecté au cours de la période initiale du mandat spécial, selon le principe du premier arrivé, premier servi en regard des demandes de financement des organisations. Les ministères qui reçoivent des fonds par le biais du crédit 5 du CT en remplacement de mandats spéciaux sont inscrits ci-dessous à la section C.

Puisque l'annonce des élections a précédé l'introduction et l'approbation du projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses (A), et qu'aucun budget supplémentaire des dépenses n'a été déposé avant le 31 mars 2006, tous les crédits provenant du crédit 5 du CT pour 2005-2006 seront des crédits permanents. Au total, un montant de 750 000 000 \$ a été affecté comme suit :

Sommaire des fonds alloués par le biais du crédit 5 du CT

Montant des affectations relatives au Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006	163 292 639
Montant des affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions)	469 808 465
Montant des affectations en remplacement des mandats spéciaux	116 898 896
Montant total alloué	750 000 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

Les pages qui suivent offrent des renseignements détaillés sur les affectations. En outre, les sections B et C reprennent des renseignements sur les affectations contenus dans les pages réservées à chacune des organisations.

A. Affectations relatives au Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006

Ministère ou organisme	(dollars)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)	
Agence canadienne de développement international	
Fonds pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalant aux investissements du secteur privé	29 000 000
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie	5,000,000
Fonds pour mettre en œuvre et élargir des projets pilotes dans le cadre de la Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain, dans un maximum de six villes supplémentaires, afin de mieux répondre à la diversité des besoins locaux des Autochtones en milieu urbain	7 418 000
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement R. c. Powley afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses	8 724 639
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Commission canadienne des grains	
Fonds visant à assurer la salubrité et la qualité des grains	21 000 000
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	
Fonds pour une contribution financière relative à un accord d'aide conclue entre le ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) et la Société du Vieux Port de Montréal Incorporée	16 325 000
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles afin d'améliorer l'accès à l'information et à la culture littéraire pour les Canadiens incapables de lire des documents imprimés	4 600 000
JUSTICE	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	
Financement pour respecter les obligations et exécuter le mandat prévu en vertu de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	2 900 000
PARLEMENT	
Conseiller sénatorial en éthique	
Fonds pour l'installation et le fonctionnement du bureau du Conseiller sénatorial en éthique	775 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

A. Montant des affectations relatives au Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006 – suite	
Ministère ou organisme	(dollars)
TRANSPORTS	
Ministère	
Conclusion d'une entente de règlement négociée avec l'Administration portuaire de Toronto	35 000 000
Augmentation des versements à Marine Atlantique S.C.C. pour les besoins de fonctionnement	32 000 000
Total partiel – Comme inscrit au Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006	162 742 639
INDUSTRIE	
Ministère	
*Coûts de fonctionnement pour le Secrétariat du commerce intérieur	550,000
Total – Affectations relatives au Budget supplémentaire des dépenses de 2005-2006	163 292 639
B. Montant des affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions)	
Ministère ou organisme	(dollars)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)	
Ministère	
Subventions pour le Programme de renforcement des capacités antiterroristes	2 100 000
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Soudan	1 500 000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	96 000
Agence canadienne de développement international	
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	135 595 000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	45 168 566

* Ce poste a été approuvé après le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2005-2006 et aurait été inscrit dans le budget supplémentaire des dépenses du printemps, s'il avait été déposé.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

B. Montant des affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions) – suite

Ministère ou organisme	(dollars)
Agence canadienne de développement international	
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés, ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement	15 131 434
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	10 224 998
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	392 239
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	364 000
Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en oeuvre des ententes sur les revendications territoriales globales ou des règlements de revendications territoriales globales	11 391 483
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	2 900 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

B. Montant des affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions) – suite	
Ministère ou organisme	(dollars)
ANCIENS COMBATTANTS	
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	4 000
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	
Subvention pour l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	6 751 000
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	24 660
Institut pour la surveillance environnementale et la recherche	375 000
M. R.P. Thompson	3 500
Ligue des cadets de l'air du Canada	130 000
Ligue des cadets de l'armée du Canada	130 000
Ligue navale du Canada	130 000
DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	3 900 000
Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles	1 400 000
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
Subvention à l'Administration portuaire de Prince Rupert	1 000 000
FINANCES	
Ministère	
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres	51 200 000
INDUSTRIE	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	
Subventions et bourses	31 400 000
Conseil de recherches en sciences humaines	
Subventions et bourses	10 968 350
Coûts indirects de la recherche	14 633 000

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

B. Montant des affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions) – suite	
Ministère ou organisme	(dollars)
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	
Subvention à la Fondation Hnatyshyn	650 000
Subvention à la Fondation des bourses des arts du lieutenant-gouverneur de l'Alberta	1 000 000
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	4 000 000
Subventions au programme Espaces culturels Canada	3 000 000
Subventions pour appuyer le programme Présentation des arts Canada	7 000 000
Subventions à l'appui du Programme des Autochtones	500 000
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme	455 150
Subvention au programme du Prix humanitaire Terry Fox Inc.	10 000 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	227 184
PÊCHES ET OCÉANS	
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	100 000
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	312 901

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

B. Montant des affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions) – suite	
Ministère ou organisme	(dollars)
SANTÉ	
Ministère	
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	915 000
Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé	15 000 000
Fonds de transport pour raison médicale du Nunavut	10 200 000
Fonds de transport pour raison médicale des Territoires du Nord-Ouest	3 200 000
Fonds de transport pour raison médicale du Yukon	1 600 000
Gouvernement du Yukon pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires et le secrétariat opérationnel	6 333 333
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 333
Gouvernement du Nunavut pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 334
Instituts de recherche en santé du Canada	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	34 320 000
Agence de santé publique du Canada	
Subvention à la Fondation Terry Fox de recherche sur le cancer en reconnaissance du 25 ^e anniversaire de la fin du Marathon de l'espoir Terry Fox	10 000 000
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	5 415 000
Total – Affectations pour des paiements urgents de subventions (ou de contributions)	469 808 465

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT)

C. Montant des affectations en remplacement des mandats spéciaux	
Ministère ou organismes	(dollars)
Affaires indiennes et du Nord canadien	2 475 000
Agence canadienne de développement international	8 000 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3 833 250
Bibliothèque du Parlement	500 000
Bibliothèque et Archives du Canada	11 105 898
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	3 236 875
Centre de recherche pour le développement international	3 541 000
Chambre des communes	7 795 201
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	55 450
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1 209 633
Commission de la capitale nationale	2 740 000
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	1 166 432
Énergie atomique du Canada limitée	47 011 000
Justice	12 550 408
Service administratif des tribunaux judiciaires	5 413 317
Société du Centre national des Arts	1 048 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	675 782
Téléfilm Canada	987 000
Transports	2 598 000
Tribunal canadien du commerce extérieur	956 650
Total – Affectations en remplacement des mandats spéciaux	116 898 896
Grand total	750 000 000

Postes du crédit sur les initiatives pangouvernementales du Conseil du Trésor (crédit 10 du CT)

Ce tableau fournit un sommaire détaillé de toutes les affectations du crédit 10 du CT pour 2005-2006.

Le crédit 10 du CT est un crédit central lié aux initiatives pangouvernementales. Ce crédit s'ajoute aux autres crédits en appui à la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique à l'échelle de la fonction publique du Canada. À ces fins, un montant total de 16 050 000 \$ a été approuvé en vertu de la *Loi de crédits no 2*.

Avant la dissolution du Parlement, en raison de l'annonce des élections générale, environ 7 431 253 \$ avaient été affectés du crédit 10 à des ministères aux fins inscrites ci-dessous à la section A.

Compte tenu de l'exigence qu'aucun crédit n'est disponible pour faire des paiements, le solde des fonds des crédits centraux devait être épuisé avant l'établissement de mandats spéciaux. En conséquence, le solde de 8 618 747 \$ a été affecté au cours de la première période des mandats spéciaux, selon le principe du premier arrivé, premier servi, en regard de demandes de financement des organisations. Les ministères qui ont reçu des fonds par l'entremise du crédit 10 du CT, plutôt que par des mandats spéciaux, sont inscrits ci-dessous à la section B.

Par conséquent, un montant total de 16 050 000 \$ a été affecté comme suit :

Sommaire des fonds alloués par le biais du crédit 10 du CT	
Montant des affectations avant la dissolution du Parlement en raison des élections générales	7 431 253
Montant des affectations en remplacement des mandats spéciaux	8 618 747
Montant total alloué	16 050 000

Le tableau suivant fournit des renseignements détaillés sur les affectations. De même, les pages individuelles des organisations fourniront des renseignements sur les affectations inscrites dans les sections B.

A. Montants des affectations avant la dissolution du Parlement en raison des élections générales

Ministère ou organisme	(dollars)
Fonds visant à renforcer les capacités des ministres régionaux <i>(Ces fonds seront utilisés pour appuyer les bureaux régionaux des ministres, y compris le personnel, les activités et l'entretien ainsi que le loyer des installations et les réaménagements.)</i>	
Affaires indiennes et du Nord canadien	252 000
Conseil privé	126 000
Citoyenneté et Immigration	252 000
Finances	252 000
Industrie	126 000
Pêches et Océans	382 000
Ressources naturelles	252 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	252 000
Sécurité publique et Protection civile	252 000

Postes du crédit sur les initiatives pangouvernementales du Conseil du Trésor (crédit 10 du CT)

A. Montants des affectations avant la dissolution du Parlement en raison des élections générales – suite

Ministère ou organisme	(dollars)
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 520 000
Transports	252 000
Total partiel	4 918 000
Fonds servant à appuyer la mise en œuvre de l'initiative des états financiers ministériels vérifiés	
<i>(Ces fonds permettront aux ministères de conclure des marchés pour des services qui comprendront une évaluation de la capacité des ministères à soutenir une vérification efficace, tout en se concentrant sur l'examen et l'amélioration des contrôles ministériels internes concernant les rapports financiers, ainsi qu'une vérification des soldes d'ouverture.)</i>	
Affaires indiennes et du Nord canadien	200 000
Agriculture et Agroalimentaire	200 000
Citoyenneté et Immigration	100 000
Développement social	250 000
Finances	100 000
Justice	150 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	100 000
Service correctionnel	150 000
Total partiel	1 250 000
Fonds servant à appuyer les comités conjoints de transition de carrière régionaux, qui financent des projets visant à favoriser la coopération entre les syndicats et la gestion tout en fournissant des services de soutien professionnel aux employés	
<i>(Ces fonds seront utilisés pour appuyer les activités liées à la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique, ainsi que les activités qui mettent l'accent sur l'avancement des carrières dans la fonction publique.)</i>	
Affaires indiennes et du Nord canadien	60 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	133 000
Anciens combattants	115 000
Développement social	110 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	356 000
Pêches et Océans	115 000
Santé	143 000
Transports	131 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	100 253
Total partiel	1 263 253
Total – Montants des affectations avant la dissolution du Parlement en raison des élections générales	7 431 253

Postes du crédit sur les initiatives pangouvernementales du Conseil du Trésor (crédit 10 du CT)

B. Affectations en remplacement des mandats spéciaux

Ministère ou organisme	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère	4 806 772
Bibliothèque et Archives du Canada	194 786
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	251 822
Commission nationale des libérations correctionnelles	3 365 367
Total – Affectations en remplacement des mandats spéciaux	8 618 747
Grand total	16 050 000

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)

(Les activités devant être financées dans le cadre de cette initiative incluent l'accroissement de la capacité d'abattage intérieure, le renforcement des restrictions sur les moulées animales imposées par le Canada ainsi que l'intensification des activités scientifiques relatives à l'ESB.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	34 855
Agence canadienne de la santé publique	744
Agriculture et Agroalimentaire	11 105
Santé	1 067
Total	47 771

Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves et la création et l'entretien de terrains à bâtir

(Ces fonds appuieront la rénovation des logements actuels et la construction de nouveaux logements à but non lucratif et aux prix du marché.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	31 876
Société canadienne d'hypothèques et de logement	500
Total	32 376

Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

(Ces fonds appuieront les projets en cours suivants : la prestation de logements sociaux aux familles à faible revenu au Nunavut; la reconstruction de segments d'autoroute dans les Territoires du Nord-Ouest; la construction de stations d'épuration des eaux usées à Dartmouth et Herring Cove en Nouvelle-Écosse; le déploiement de services à larges bandes dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick, aux Îles-de-la-Madeleine et en Gaspésie, de même qu'au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest et la construction d'un passage ferroviaire inférieur à Kenaston au Manitoba.)

Bureau de l'infrastructure du Canada	121 155
Industrie	143
Transports	680
Total	121 978

Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah

(Ces fonds appuieront la réalisation de l'évaluation environnementale liée à ce projet et assureront le soutien en matière de conseils techniques, de communication et de litiges.)

Environnement	1 351
Santé	102
Total	1 453

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui d'activités visant à contrer la pêche excessive des pays étrangers dans le nord-ouest de l'Océan atlantique

(Ces fonds permettront de financer des initiatives comme l'amélioration de la surveillance et de l'application des lois en mer, de l'intervention diplomatique et de la planification de la gouvernance internationale des pêches.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	240
Pêches et Océans	12 620
Total	12 860

Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme)

(Ces fonds appuient des initiatives telles que la Stratégie pour un milieu de travail sans racisme, qui aide à éliminer les obstacles à la mobilité ascendante des membres des minorités visibles et des Autochtones; l'Initiative visant la création d'institutions inclusives, qui tente de favoriser la création de partenariats solides entre les ministères fédéraux et divers groupes communautaires ethnoculturels afin de s'assurer que les politiques et les programmes reflètent les besoins d'une population de plus en plus multiculturelle et l'initiative visant à contrecarrer les crimes motivés par la haine sur Internet, qui vise à lutter contre la distribution de propagande haineuse.)

Justice	1 221
Patrimoine canadien	1 679
Ressources humains et du Développement des compétences	1 181
Total	4 081

Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes)

(Ces fonds seront utilisés pour des projets visant à prévenir ou à réduire l'introduction non intentionnelle d'espèces étrangères envahissantes; d'améliorer la détection précoce grâce à une surveillance nationale accrue; d'accroître les capacités d'intervention rapide; de sensibiliser davantage le public aux méthodes de prévention ou de réduction du nombre d'introductions.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	3 004
Environnement	1 000
Pêches et Océans	3 730
Ressources naturelles	864
Total	8 598

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées

(Ces fonds soutiendront le recrutement de membres de groupes de minorités visibles et de groupes autochtones dans la fonction publique fédérale, la prestation de l'expérience de travail et d'une formation axée sur les compétences dans un organisme central et dans un ministère responsable aux membres de groupes désignés visés par l'équité en matière d'emploi, l'enseignement de compétences gouvernementales et en matière de leadership aux membres de groupes visés par l'équité en matière d'emploi, la prestation d'une formation linguistique, l'élaboration de modules et d'activités de formation sur la diversité devant être inclus dans le programme d'apprentissage de base pour gestionnaires et à des fins ministérielles, ainsi que la mise à niveau et le développement d'un site Web comportant un ensemble de noms de personnes qui sont membres de groupes visés par l'équité en matière d'emploi et qui désirent participer à des jurys de sélection en vue de concours pour décrocher un emploi dans la fonction publique.)

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	142
Agriculture et Agroalimentaire	171
Conseil privé	534
École de la fonction publique du Canada	402
Gendarmerie royale du Canada	1 196
Travaux publics et Services gouvernementaux	168
Total	2 613

Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery)

(Les fonds affectés à cette initiative touchent la mise sur pied et le fonctionnement de la Commission Gomery et des ressources pour aider les ministères à appuyer les travaux de cette dernière et du conseiller juridique spécial pour le recouvrement des fonds.)

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	33
Conseil privé	16 965
Justice	1 717
Travaux publics et Services gouvernementaux	5 709
Total	24 424

Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar

(Les fonds consacrés à cette initiative touchent la mise sur pied et le fonctionnement continu de la Commission, ainsi que des ressources pour permettre aux ministères d'appuyer les travaux de la Commission.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	1 136
Agence des services frontaliers du Canada	226
Conseil privé	9 652
Gendarmerie royale du Canada	2 148
Justice	4 112
Total	17 274

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

(Ces fonds soutiennent des projets de numérisation qui protégeront et préserveront des éléments à grande valeur historique, comme les principales collections bibliographiques et archivistiques de Bibliothèque et Archives du Canada.)

Bibliothèque et Archives du Canada	4 140
Patrimoine canadien	9 250
Total	13 390

Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique

(Ces fonds reflètent la contribution du gouvernement pour les consultations en matière de design, les coûts de construction et les évaluations environnementales ayant trait aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.)

Environnement	1 070
Patrimoine canadien	36 717
Total	37 787

Fonds consacrés à des initiatives visant à fournir aux communautés des mécanismes, des connaissances et du soutien pour améliorer la sécurité communautaire et la prévention du crime au niveau local (Stratégie nationale pour la prévention du crime)

(Ces fonds appuient les nombreux projets prévus dans le cadre de la Stratégie nationale pour la prévention du crime, qui est conçue pour organiser, coordonner et inspirer les efforts locaux en matière de prévention du crime, dont le Fonds d'action en prévention du crime, le Fonds de développement des recherches et des connaissances et le Fonds d'aide à la police, aux services correctionnels et aux collectivités.)

Gendarmerie royale du Canada	645
Sécurité publique et Protection civile	6 634
Total	7 279

Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale

(Ces fonds contribueront à l'accroissement de la capacité et à donner un meilleur accès à du financement aux petites et moyennes entreprises qui utilisent leurs surplus pour atteindre des objectifs sociaux et communautaires.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	530
Industrie	321
Total	851

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins

(Ces fonds soutiendront la capacité accrue de répondre à une éclosion de grippe aviaire et les efforts relatifs à la préparation en cas de pandémie, de même que le développement, la production et la mise à l'essai, par un fournisseur national, d'un prototype de vaccin basé sur une variante génétiquement modifiée de H5N1 [grippe aviaire].)

Agence canadienne d'inspection des aliments	5 236
Agence canadienne de la santé publique	28 251
Agriculture et Agroalimentaire	100
Santé	378
Total	33 965

Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans)

(Ces fonds soutiendront l'identification des secteurs à valeur écologique et biologique importante et la cartographie du fond marin dans la mer de Beaufort, sur la côte nord du Pacifique, dans le golfe du Saint-Laurent, dans la Plate-forme Scotian et dans la baie de Plaisance/Grands Bancs; la consultation des parties touchées; l'élaboration de lignes directrices précises pour l'identification, la sélection et la gestion des zones de protection marines.)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	1 000
Agence Parcs Canada	170
Conseil national de recherches du Canada	100
Environnement	840
Pêches et Océans	6 348
Ressources naturelles	453
Transports	1 670
Total	10 581

Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales

(Ces fonds seront utilisés pour établir le programme et pour soutenir les négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces participants concernant la sélection, l'évaluation et l'approbation des projets et de répondre aux besoins en matière de systèmes du Fonds.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	274
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	194
Agence de promotion économique du Canada atlantique	349
Bureau de l'infrastructure du Canada	11 304
Industrie	2 351
Total	14 472

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador

(Ces fonds appuient les activités des nouveaux conseils chargés de la mise en œuvre des conditions de l'Accord, qui a établi le gouvernement régional Nunatsiavut, de la gestion des pêches et d'une étude sur la récolte menée par les Inuits.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	341
Agence Parcs Canada	25
Musée canadien des civilisations	99
Pêches et Océans	266
Total	731

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Ces ressources sont destinées aux campagnes et initiatives publicitaires du gouvernement telles que la campagne annuelle de recrutement des Forces canadiennes de la Défense nationale et les avis publics comme les avis d'ouverture et de fermeture de la pêche récréative; la publicité portant sur des événements à la Biosphère de Montréal et sur d'autres expositions du gouvernement fédéral; les annonces concernant des consultations publiques relatives aux espèces qu'il convient de protéger en vertu de la Loi sur les espèces en péril; et les avis pour des événements tels que le centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan et l'anniversaire du Jour de la Victoire en Europe.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	75
Agence de promotion économique du Canada atlantique	227
Agence Parcs Canada	1 121
Agriculture et Agroalimentaire	1 390
Anciens combattants	400
Bureau de l'infrastructure du Canada	5
Commission canadienne des grains	110
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	100
Conseil national de recherches du Canada	746
Défense nationale	10 125
Industrie	3 794
Pêches et Océans	252
Ressources humains et du Développement des compétences	2 226
Ressources naturelles	2 347
Transports	1 953
Travaux publics et Services gouvernementaux	225
Total	25 096

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises

(Ces fonds appuieront la mise en œuvre de la stratégie de réglementation intelligente, y compris la conception et la mise au point du Système d'élaboration et de mise en œuvre des règlements, en vue d'améliorer la coordination et la coopération à l'échelle fédérale, nationale et internationale et de mettre à jour et de publier un rapport sur les mesures et les plans en matière de réglementation et au lancement d'un site Web consolidé sur la réglementation fédérale.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	81
Agence canadienne d'évaluation environnementale	81
Agence canadienne d'inspection des aliments	325
Agriculture et Agroalimentaire	162
Conseil privé	2 299
Industrie	122
Justice	162
Pêches et Océans	81
Ressources naturelles	81
Transports	162
Total	3 556

Fonds destinés à la rénovation, à l'expansion et au réaménagement du 100, rue Wellington à Ottawa (Ontario) afin d'héberger le Musée du portrait du Canada

(Ces fonds établiront le Musée du portrait dans l'ancienne ambassade des États-Unis à Ottawa et permettront d'absorber les coûts liés aux travaux de rénovation et d'expansion et d'aménager les expositions.)

Bibliothèque et Archives du Canada	1 852
Travaux publics et Services gouvernementaux	6 000
Total	7 852

Fonds devant aider les fabricants de textiles au Canada à accroître l'efficacité de leur production

(Ces fonds appuieront les entreprises à forte intensité de capital qui produisent des textiles pour le secteur traditionnel du vêtement afin qu'elles puissent convertir du matériel désuet et moderniser les machines et les installations.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	291
Industrie	4 074
Total	4 365

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel

(Ces fonds seront utilisés pour mener des études de faisabilité, qui examineront les possibilités et les options en vue de faire diminuer les dédoublements et la fragmentation des services administratifs dans l'ensemble du gouvernement par la mise en œuvre de services communs et de normes communes.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	400
Agriculture et Agroalimentaire	400
Environnement	1 000
Pêches et Océans	800
Ressources naturelles	230
Secrétariat du Conseil du Trésor	3 400
Total	6 230

Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes

(Ces fonds soutiendront les projets suivants : la création d'un bureau national pour les victimes d'actes criminels; l'élaboration et la mise en œuvre de l'Initiative intégrée police/libération conditionnelle et de la Stratégie globale en matière de soins de santé mentale; la coordination à l'échelle nationale des problèmes de santé mentale des délinquants.)

Bureau de l'enquêteur correctionnel	80
Commission nationale des libérations conditionnelles	454
Justice	779
Sécurité publique et Protection civile	100
Service correctionnel	1 990
Total	3 403

Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants

(Ces fonds seront utilisés pour élaborer des stratégies communautaires de réintégration des délinquants, pour mettre en place des tribunes communautaires, pour créer des trousseaux d'information sur le système de justice pénale et pour élaborer des approches de traitement et de supervision communautaires.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	1 287
Sécurité publique et Protection civile	779
Service correctionnel	3 292
Total	5 358

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida

(Ces fonds visent à prévenir l'acquisition et la transmission de nouvelles infections, ralentir la progression de la maladie, améliorer la qualité de vie des personnes infectées, réduire l'incidence sociale et économique du VIH/SIDA, contribuer à l'effort international visant à freiner la propagation de l'infection à VIH et à en atténuer l'incidence. Ces mesures viseront des populations vulnérables (comme les communautés inuites et celles des Premières nations, les détenus et les consommateurs de drogues injectables). Ces fonds seront également utilisés pour les préparatifs en vue de la tenue de la Conférence de 2006 sur le sida à Toronto, en août, qui constituera le plus grand rassemblement mondial des principaux acteurs de la lutte collective contre le VIH/SIDA.)

Agence canadienne de la santé publique	3 695
Instituts de recherche en santé du Canada	164
Santé	383
Service correctionnel	885
Total	5 127

Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre)

(Ces fonds appuieront des initiatives comme l'amélioration du filtrage à l'étranger; une stratégie visant à déceler les demandeurs du statut de réfugié qui ont fait des déclarations trompeuses et à les exclure; le soutien aux activités d'application de la loi et aux enquêtes criminelles.)

Agence des services frontaliers du Canada	5 848
Citoyenneté et Immigration	1 848
Gendarmerie royale du Canada	620
Justice	4 628
Total	12 944

Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques

(Ces fonds appuieront les activités visant à : améliorer les techniques cryptographiques destinées à rendre les informations et les télécommunications chiffrées plus compréhensibles; mettre au point des techniques et des technologies visant l'accès à des communications qui ne peuvent être interceptées par les voies normales; traiter et analyser les renseignements obtenus; intercepter les télécommunications à des fins de surveillance et d'enquête.)

Défense nationale	20 209
Gendarmerie royale du Canada	14 378
Industrie	244
Justice	2 368
Sécurité publique et Protection civile	130
Total	37 329

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale

(Ces fonds appuieront l'élaboration de descriptions de travail génériques des classifications par profession Systèmes d'ordinateurs (CS) et Gestion du personnel (PE).)

Pêches et Océans	639
Travaux publics et Services gouvernementaux	995
Total	1 634

Fonds pour l'amélioration des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux membres des Premières nations habitant sur des réserves

(Ces fonds permettront de soutenir les initiatives suivantes : l'Initiative visant la garde d'enfants chez les Inuits et les Premières nations, qui a permis de créer des places en garderie pour les enfants Inuits et des Premières nations dont les parents travaillent; le Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves, qui favorise le développement des jeunes enfants et l'élaboration d'un plan de formation permettant aux intervenants qui s'occupent de ces programmes d'obtenir un titre professionnel en éducation des jeunes enfants.)

Ressources humains et du Développement des compétences	6 768
Santé	6 050
Total	12 818

Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux

(Ces fonds appuieront les études, les évaluations environnementales, l'assainissement des sites et la gestion des risques à l'égard des sites contaminés partout au Canada.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	27 074
Agence Parcs Canada	1 203
Agriculture et Agroalimentaire	665
Défense nationale	28 606
Gendarmerie royale du Canada	232
Pêches et Océans	1 550
Ressources naturelles	227
Santé	642
Service correctionnel	1 116
Transports	4 994
Travaux publics et Services gouvernementaux	750
Total	67 059

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie

(Ces fonds sont notamment affectés au soutien au développement économique pour aider la Première nation Deh Cho à étudier et à développer des possibilités commerciales, à accroître les niveaux de dotation du gouvernement fédéral pour soutenir le processus de négociation et à favoriser la participation aux études environnementales et aux examens de la réglementation.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	5 009
Agence Parcs Canada	234
Total	5 243

Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports

(Ces fonds sont destinés à des initiatives visant à évaluer les indicateurs de la qualité de l'air et de l'eau, à investir dans des instruments destinés à améliorer la mesure des polluants et à effectuer des sondages afin de favoriser une meilleure compréhension de la qualité de l'eau et des pressions que les activités humaines exercent sur les ressources en eau.)

Environnement	6 555
Santé	153
Statistique Canada	1 000
Total	7 708

Fonds pour la mise en œuvre de mesures visant à protéger les ressources aquatiques au Canada de graves maladies, à créer des débouchés économiques et à améliorer la gouvernance (Programme national sur la santé des animaux aquatiques)

(Ces fonds permettront de soutenir l'établissement d'une infrastructure visant à assurer la prévention et le contrôle rapide et efficace des maladies infectieuses en cas de flambée chez les animaux aquatiques et permettront au Canada de répondre à ses exigences commerciales sur les marchés internationaux et le marché intérieur.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	1 303
Pêches et Océans	3 531
Total	4 834

Fonds pour la prestation de programmes et de services fédéraux, y compris dans le domaine de la santé, à la nation crie O-Pipon-Na-Piwin

(Ce fonds permettra d'aider la nation crie O-Pipon-Na-Piwin en ce qui concerne l'éducation, le développement social, les immobilisations, le soutien aux bandes et les services de santé.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	6 570
Santé	50
Total	6 620

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

(Ces fonds permettront de soutenir la planification et le déroulement d'un événement réussi, l'établissement et la promotion de la position de principe que le Canada doit présenter à la conférence, ainsi que les coûts liés à la sécurité.)

Environnement	39 755
Sécurité publique et Protection civile	4 000
Total	43 755

Fonds pour le lancement d'une stratégie intégrée de santé publique visant à réduire les effets des maladies chroniques par la promotion de l'adoption d'un mode de vie sain, stratégie accompagnée d'initiatives précises pour combattre le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires

(Ces fonds appuieront une stratégie unifiée sur la santé publique, visant à réduire le fardeau que représentent les maladies chroniques, dont le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires, pour les Canadiens et le système de soins de santé au moyen de la surveillance, de l'acquisition, de l'échange et de la diffusion de connaissances, la programmation communautaire et le renforcement des capacités communautaires, l'information donnée au public, le leadership, la coordination et l'élaboration d'une politique stratégique, de même que le contrôle et l'évaluation.)

Agence canadienne de la santé publique	14 000
Santé	239
Total	14 239

Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants

(Ce fonds sera consacré à la gestion des paiements de la Prestation pour les coûts de l'énergie. Il s'agit d'un paiement unique non imposable à l'intention des familles avec enfants à faible revenu et des personnes âgées à faible revenu, afin de les aider à faire face aux coûts élevés de l'énergie.)

Agence du revenu du Canada	1 715
Développement social	3 034
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 564
Total	6 313

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)

(Ces fonds seront consacrés à des projets interministériels visant à renforcer les mécanismes de gouvernance des responsabilités du Canada en matière de réglementation des produits biotechnologiques; cerner les besoins en matière de commercialisation et mettre au point les outils pertinents pour y répondre; évaluer les risques pour la santé humaine des produits biotechnologiques; mieux faire comprendre et favoriser l'application du Protocole de Cartagena sur la biosécurité, qui contribue à assurer un niveau adéquat de protection dans le domaine du transfert, de la manipulation et de l'utilisation en toute sécurité d'organismes vivants modifiés issus de la biotechnologie moderne.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	816
Agriculture et Agroalimentaire	285
Conseil national de recherches du Canada	197
Environnement	942
Industrie	4 536
Pêches et Océans	263
Ressources naturelles	200
Santé	219
Total	7 458

Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (Loi sur la modernisation de la fonction publique)

(Ces fonds seront consacrés à des initiatives liées à la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique et aux préparatifs de la transition au régime de la nouvelle Loi sur l'emploi dans la fonction publique et de la nouvelle Loi sur les relations de travail dans la fonction publique. Comprend le soutien aux ministères et organismes pour l'élaboration des politiques, les systèmes de gestion des conflits, l'examen des questions de capacité interne et l'élaboration des activités et des programmes d'apprentissage liés à la Loi sur la modernisation de la fonction publique ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre du Système de ressourcement de la fonction publique, qui est un système de TI conçu pour appuyer le recrutement et la dotation.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	535
Affaires indiennes et du Nord canadien	235
Agence canadienne de développement international	771
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	14 679
Agence de promotion économique du Canada atlantique	111
Agence des services frontaliers du Canada	1 563
Agriculture et Agroalimentaire	1 632
Bibliothèque et Archives du Canada	75
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	205
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	67
Commission de la fonction publique	9 012
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	50
Défense nationale	2 596
Développement social	1 790
École de la fonction publique du Canada	10 047
Environnement	518
Industrie	855
Justice	1 437

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (*Loi sur la modernisation de la fonction publique*) – Suite

Patrimoine canadien	181
Pêches et Océans	867
Ressources naturelles	655
Service correctionnel	1 581
Transports	689
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 049
Total	52 200

Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux, dont des services de santé, à deux communautés innues du Labrador (*Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador*)

(Ces fonds appuieront des programmes traitant de problèmes comme la toxicomanie et la santé mentale, la santé maternelle et infantile, l'éducation, le soutien du revenu et les services aux enfants et aux familles dans les communautés innues de Mushuau et Sheshatshiu au Labrador.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	14 822
Santé	3 941
Total	18 763

Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (*Stimuler la recherche et l'innovation*)

(Ces fonds aideront à payer les coûts directs et indirects de la recherche dans les universités, les collèges et les hôpitaux de recherche canadiens, dont la recherche fondamentale de haute qualité et compétitive dans les domaines de l'ingénierie et des sciences naturelles, sociales et de la santé, de même que les partenariats de recherche publics-privés.)

Conseil de recherches en sciences humaines	79
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 084
Instituts de recherche en santé du Canada	500
Total	1 663

Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement *R. c. Powley* afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses

(Ces fonds permettront de soutenir : la capacité des groupes métis d'entamer un dialogue avec des partenaires fédéraux et provinciaux; la recherche et l'élaboration de politiques sur les droits des Métis autochtones; la recherche et les analyses juridiques exhaustives visant à mieux préciser les questions touchant les droits des Métis autochtones.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	4 794
Agence Parcs Canada	300
Environnement	289
Gendarmerie royale du Canada	210
Pêches et Océans	300
Total	5 893

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds servant à la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de l'ensemble des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen de la participation au Programme des expositions du gouvernement du Canada et au Programme des expositions rurales

(Ces ressources serviront au maintien du Programme des expositions du Canada, y compris du Pavillon du Canada, qui est utilisé lors de grands événements comme le Stampede de Calgary, le Festival des lumières à Charlottetown et les Grands voiliers à Halifax, à l'administration du Quai Canada au Harbourfront Centre à Toronto et au programme d'extension des services aux Canadiens vivant dans des secteurs ruraux et des localités isolées.)

Agriculture et Agroalimentaire	500
Travaux publics et Services gouvernementaux	4 635
Total	5 135

Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus

(Ces fonds soutiendront l'engagement du gouvernement de traiter 12 000 demandes de plus par année au cours des deux prochaines années dans la catégorie des parents et des grands parents et d'étendre deux projets pilotes qui permettent aux étudiants étrangers partout au Canada de travailler hors campus pendant leurs études et de travailler au Canada pour une deuxième année après l'obtention du diplôme.)

Citoyenneté et Immigration	19 679
Gendarmerie royale du Canada	1 875
Justice	2 133
Service administratif des tribunaux judiciaires	159
Total	23 846

Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités)

(Ces fonds permettront de soutenir les organisations communautaires sans but lucratif qui ont pour mission de faire progresser et de diversifier les économies locales en facilitant la planification communautaire stratégique, en offrant des services de consultation et d'information à l'intention des petites entreprises et en administrant des fonds d'investissement qui fourniront un financement remboursable aux entreprises nouvelles ou existantes.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	413
Agence de promotion économique du Canada atlantique	3 288
Industrie	9 382
Total	13 083

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à assurer la sécurité des produits thérapeutiques, notamment par un renforcement de la surveillance des essais cliniques, par la surveillance des médicaments et des dispositifs médicaux sur le marché et par la mise en œuvre de nouveaux règlements sur les transfusions sanguines et les transplantations d'organes

(Ces fonds permettront d'améliorer les capacités de surveillance du cycle de vie des médicaments et des instruments médicaux; d'élaborer, de contrôler et d'appliquer de nouveaux règlements visant les transfusions sanguines, les cellules, les tissus et les greffes d'organes.)

Agence canadienne de la santé publique	383
Santé	2 559
Total	2 942

Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie)

(Ces fonds permettront de soutenir les obligations en matière d'évaluation environnementale et de réglementation liées au Projet gazier du Mackenzie, y compris l'administration du processus de réglementation et des projets scientifiques visant à évaluer l'impact du pipeline, la participation à ce processus et à ces projets scientifiques d'évaluation de l'impact du pipeline et les conseils scientifiques connexes.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	6 695
Agence canadienne d'évaluation environnementale	570
Agence Parcs Canada	125
Environnement	1 627
Pêches et Océans	4 052
Ressources naturelles	2 577
Transports	1 869
Total	17 515

Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique

(Ces fonds seront utilisés pour soutenir un certain nombre de projets tels que : l'Initiative en génomique et en santé, qui met l'accent sur les efforts intégrés déployés sur une vaste échelle pour favoriser les percées commerciales dans les domaines de la science du génome et de la recherche en santé; le Projet canadien de génomique des plantes cultivées, qui met l'accent sur les gènes responsables de l'adaptation des plantes aux facteurs de stress, par exemple la résistance aux maladies et la tolérance au froid et à la sécheresse.)

Agriculture et Agroalimentaire	5 640
Conseil national de recherches du Canada	6 000
Environnement	961
Santé	158
Total	12 759

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité)

(Ces fonds seront consacrés à des activités telles que la juricomptabilité, la saisie de produits de la criminalité et les poursuites engagées dans ces cas.)

Gendarmerie royale du Canada	13 515
Justice	4 783
Sécurité publique et Protection civile	80
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 412
Total	19 790

Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale)

(Ces fonds permettront de soutenir des initiatives en matière de sécurité telles que : les réformes administratives du système de détermination du statut de réfugié; l'amélioration de la sécurité frontalière; l'accroissement de la collaboration avec les États-Unis en ce qui a trait à l'harmonisation du traitement commercial du fret conteneurisé; l'installation de matériel de détection de la radiation dans les conteneurs dans dix grands terminaux à conteneurs situés dans trois ports canadiens et la mise en œuvre du Système d'identification en temps réel, qui permettra d'enregistrer, par voie électronique, les empreintes digitales, de les transmettre et de les vérifier instantanément en consultant des bases de données plus importantes.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	1 351
Agence des services frontaliers du Canada	38 023
Citoyenneté et Immigration	1 009
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	1 798
Conseil privé	1 863
Défense nationale	1 136
Gendarmerie royale du Canada	37 210
Justice	949
Pêches et Océans	4 397
Ressources naturelles	3 220
Sécurité publique et Protection civile	12 569
Service administratif des tribunaux judiciaires	708
Transports	4 617
Total	108 850

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct)

(Ces fonds appuieront la maintenance de la Voie de communication protégée, qui permet aux ministères fédéraux de mettre en œuvre des programmes aux termes desquels les citoyens canadiens et les entreprises canadiennes peuvent réaliser des transactions par voie électronique dans un environnement sûr et validé et d'accéder à de l'information et des services du gouvernement du Canada; les initiatives relatives aux passerelles et regroupements du gouvernement en direct, qui donneront aux auditoires canadiens, commerciaux et non-canadiens un accès unique et intégré à l'information et aux services gouvernementaux en « transcendant » les structures organisationnelles; l'initiative expérimentale du Système national d'acheminement des données, qui, lorsqu'il aura été complètement mis en œuvre, permettra aux Bureaux de la statistique de l'état civil d'envoyer par voie électronique des données sur l'état civil, en format standard, à leurs partenaires fédéraux et provinciaux qui sont autorisés à les recevoir; et le projet pilote PerLE, qui aidera les entreprises à déterminer les exigences relatives aux permis et aux licences d'entreprise au moyen d'une fenêtre de guichet unique.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	1 784
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	985
Agence canadienne d'inspection des aliments	20
Agriculture et Agroalimentaire	75
Anciens combattants	175
Bibliothèque et Archives du Canada	1 075
Développement social	4 862
Environnement	664
Industrie	5 257
Pêches et Océans	30
Ressources naturelles	155
Service correctionnel	50
Travaux publics et Services gouvernementaux	130 942
Tribunal canadien du commerce extérieur	68
Total	146 142

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Montant compensatoire pour rajustements salariaux

(Ces fonds serviront aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État pour couvrir l'augmentation des besoins relatifs aux salaires, notamment ceux liés aux nouvelles conventions collectives, aux indemnités de départ, aux crédits de vacances payables en cas de cessation d'emploi et aux prestations parentales.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	20 712
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	3 732
Affaires indiennes et du Nord canadien	16 311
Agence canadienne d'évaluation environnementale	748
Agence canadienne d'inspection des aliments	62 396
Agence canadienne de développement international	4 341
Agence canadienne de la santé publique	4 300
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3 288
Agence de promotion économique du Canada atlantique	4 520
Agence des services frontaliers du Canada	35 000
Agence du revenu du Canada	191 059
Agence Parcs Canada	23 726
Agence spatiale canadienne	1 579
Agriculture et Agroalimentaire	25 977
Anciens combattants	20 165
Bibliothèque et Archives du Canada	6 031
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	1 355
Bureau de l'enquêteur correctionnel	147
Bureau de l'infrastructure du Canada	361
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	377
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	902
Centre de recherches pour le développement international	3 088
Citoyenneté et Immigration	14 539
Comité des griefs des forces canadiennes	265
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	17
Commissaire à la magistrature fédérale	293
Commissaire aux langues officielles	270
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	726
Commission canadienne de sûreté nucléaire	1 197
Commission canadienne des droits de la personne	779
Commission canadienne des grains	239
Commission canadienne du lait	292
Commission canadienne du tourisme	1 001
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	3 972
Commission de la capitale nationale	2 971
Commission de la fonction publique	6 897
Commission des champs de bataille nationaux	175
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	153
Commission du droit d'auteur	61
Commission du droit du Canada	69
Commission mixte internationale	104
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 772
Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	461

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Montant compensatoire pour rajustements salariaux – *Suite*

Conseil canadien des normes	5
Conseil canadien des relations industrielles	404
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	94
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 460
Conseil de recherches en sciences humaines	622
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 078
Conseil des Arts du Canada	205
Conseil national de recherches du Canada	11 342
Conseil privé	1 129
Cour suprême du Canada	500
Défense nationale	96 870
Développement social	17 515
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	3 713
École de la fonction publique du Canada	3 020
Énergie atomique du Canada limitée	11
Environnement	28 054
Finances	7 173
Gendarmerie royale du Canada	96 780
Gouverneur général	895
Industrie	43 360
Instituts de recherche en santé du Canada	1 014
Justice	20 615
Musée canadien de la nature	581
Musée canadien des civilisations	2 246
Musée des beaux-arts du Canada	1 657
Musée national des sciences et de la technologie	986
Office des transports du Canada	1 313
Office national de l'énergie	1 518
Office national du film	2 723
Patrimoine canadien	12 027
Pêches et Océans	44 557
Ressources humains et du Développement des compétences	13 435
Ressources naturelles	23 416
Santé	41 363
Secrétariat du Conseil du Trésor	6 595
Sécurité publique et Protection civile	2 423
Service administratif des tribunaux judiciaires	3 056
Service canadien du renseignement de sécurité	9 490
Service correctionnel	54 274
Société du Centre national des Arts	1 323
Société Radio-Canada	79 327
Statistique Canada	20 795
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	177
Téléfilm Canada	987

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Montant compensatoire pour rajustements salariaux – Suite

Transports	18 776
Travaux publics et Services gouvernementaux	39 974
Tribunal canadien du commerce extérieur	891
Tribunal d'appel des transports du Canada	4
Tribunal de la concurrence	45
Vérificateur général	4 207
Total	1 190 393

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle

(Depuis 1993, les ministères et organismes peuvent recevoir par l'intermédiaire d'un budget supplémentaire des dépenses des crédits annuels d'un montant égal à l'ensemble des revenus tirés de la concession de licences sur la propriété intellectuelle appartenant à l'État et versées au Trésor par ces ministères et organismes durant l'exercice précédent. Ces sommes sont accordées aux ministères afin d'être utilisées comme source de fonds pour les Prix aux inventeurs et aux innovateurs de la fonction publique et pour soutenir les efforts des ministères dans le domaine du transfert technologique et de la commercialisation.)

Agriculture et Agroalimentaire	4 499
Défense nationale	765
Environnement	565
Gendarmerie royale du Canada	563
Industrie	1 669
Pêches et Océans	568
Total	8 629

Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers

(Ces fonds permettront aux ministères ayant la garde de biens immobiliers de réinvestir le produit net dans l'immobilier, conformément au cadre d'investissement stratégique approuvé par le Conseil du Trésor (par exemple, le Plan d'immobilisations à long terme); en outre, les ministères pourront répondre aux exigences en matière de rapport.)

Conseil national de recherches du Canada	150
Gendarmerie royale du Canada	845
Travaux publics et Services gouvernementaux	979
Total	1 974

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement

(Il s'agit d'une pratique de gestion du Budget qui permet aux ministères de reporter d'un exercice à l'autre jusqu'à 5 p.100 de leur budget de fonctionnement inscrit dans le budget principal des dépenses. Cette mesure offre aux ministères une certaine flexibilité pour gérer ou mettre en œuvre des initiatives sur un horizon de planification de plusieurs années.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	27 045
Agence canadienne d'évaluation environnementale	374
Agence canadienne d'inspection des aliments	18 297
Agence canadienne de développement international	10 014
Agence canadienne de la santé publique	8 524
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	2 109
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	3 313
Agence de promotion économique du Canada atlantique	4 096
Agence des services frontaliers du Canada	34 524
Agence spatiale canadienne	969
Agriculture et Agroalimentaire	21 412
Anciens combattants	9 262
Bibliothèque et Archives du Canada	4 157
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	762
Bureau de l'enquêteur correctionnel	128
Bureau de l'infrastructure du Canada	880
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	60
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	1 368
Citoyenneté et Immigration	13 433
Comité des griefs des forces canadiennes	100
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	38
Commissaire à la magistrature fédérale	491
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	257
Commission canadienne de sûreté nucléaire	2 015
Commission canadienne des grains	962
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	4 459
Commission de la fonction publique	3 932
Commission des champs de bataille nationaux	145
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	209
Commission du droit du Canada	146
Commission mixte internationale	367
Commission nationale des libérations conditionnelles	1 071
Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	581
Conseil canadien des relations industrielles	296
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1 882
Conseil de recherches en sciences humaines	899
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 638
Conseil national de recherches du Canada	5 003
Conseil privé	4 334
Cour suprême du Canada	1 007
Défense nationale	200 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	316

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement – Suite

École de la fonction publique du Canada	2 604
Environnement	29 384
Gendarmerie royale du Canada	60 158
Gouverneur général	813
Industrie	15 633
Instituts de recherche en santé du Canada	374
Justice	15 524
Office des transports du Canada	1 061
Office national de l'énergie	844
Office national du film	2 661
Patrimoine canadien	7 532
Pêches et Océans	14 555
Ressources humains et du Développement des compétences	5 938
Ressources naturelles	9 465
Santé	14 147
Sécurité publique et Protection civile	5 096
Service administratif des tribunaux judiciaires	850
Service correctionnel	30 162
Statistique Canada	8 717
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	235
Transports	20 744
Travaux publics et Services gouvernementaux	37 961
Tribunal canadien des droits de la personne	105
Tribunal canadien du commerce extérieur	417
Tribunal d'appel des transports du Canada	59
Tribunal de la concurrence	74
Vérificateur général	3 144
Total	679 132

Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu

(Ces fonds seront utilisés pour améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi de s'attaquer aux crimes commis à l'aide d'armes à feu et à la contrebande et incluent de l'aide financière pour : le renouvellement de l'Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes à feu; la mise sur pied d'un programme de collecte de renseignements sur les armes à feu; l'amélioration de la collecte de renseignements et l'accroissement de la capacité du Service canadien des renseignements criminels; l'accroissement des capacités du Système intégré d'identification balistique; l'affectation d'agents de renseignements régionaux auprès des Divisions du renseignement et de la contrebande de partout au pays; le développement des capacités d'élaboration de la politique à l'égard des armes à feu et de la criminalité.)

Gendarmerie royale du Canada	7 563
Sécurité publique et Protection civile	88
Total	7 651

Postes horizontaux inclus dans le présent rapport sur les mandats spéciaux du gouverneur général pour 2005-2006

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles)

(Ces ressources financeront les projets visant à revitaliser le Programme d'innovation des langues officielles au sein de la fonction publique grâce à des initiatives comme la création d'un site Web à l'intention des coordonnateurs des langues officielles; l'aide à la prestation des services et au développement des capacités; l'examen des problèmes liés à l'apprentissage et aux acquis linguistiques dans les provinces de l'Atlantique; l'établissement de programmes d'échange offrant aux employés des occasions de travailler dans leur langue seconde; l'instauration de méthodes novatrices pour améliorer les compétences linguistiques; la fourniture d'aide à la Défense nationale afin de mener une étude de faisabilité sur la viabilité d'un projet de maintien des acquis dans la langue seconde; et la publication de renseignements et de travaux de recherche sur la sécurité publique dans les deux langues officielles.)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	492
Agence Parcs Canada	23
Anciens combattants	30
Défense nationale	26
Gendarmerie royale du Canada	31
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	42
Service correctionnel	67
Transports	90
Travaux publics et Services gouvernementaux	784
Total	1 585
GRAND TOTAL	2 999 370

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1 Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; des services partagés fournis au ministère du Commerce international; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes	990 882 000	.....	5 367 631	996 249 631
5 Dépenses en capital.....	104 992 000	4 806 772	4 127 453	113 926 225
10 Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2004 à.....	642 872 579	3 696 000	.....	646 568 579
Total du Ministère.....	1 738 746 579	8 502 772	9 495 084	1 756 744 435

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du	Mandats spéciaux	Total des crédits
Agence canadienne de développement international				
15				
Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
<i>a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;</i>				
<i>b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :</i>				
i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes				
	204 083 000	.....	8 499 463	212 582 463
20				
Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services				
	2 256 031 000	195 895 000	.....	2 451 926 000
	Total du budgétaire	2 460 114 000	8 499 463	2 664 508 463
L25				
Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 193 500 000 \$, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales				
	1	.....	.....	1

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
L30 Paiement ne devant pas dépasser 2 827 383 \$US à la Banque africaine de développement, même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 4 600 000 \$ le 2 septembre 2004 peut varier à la hausse, et émission et paiements de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 1 000 000 \$CAN, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales	4 600 000	.....	.....	4 600 000
L35 Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	29 000 001	8 000 000	8 000 000	45 000 001
Total du non-budgétaire	33 600 002	8 000 000	8 000 000	49 600 002
Total de l'organisme	2 493 714 002	203 895 000	16 499 463	2 714 108 465
Centre de recherches pour le développement international				
40 Versements au Centre de recherches pour le développement international	116 086 000	3 541 000	8 546 500	128 173 500
Commission mixte internationale				
45 Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	6 507 000	.....	100 909	6 607 909
Total du portefeuille	4 355 053 581	215 938 772	34 641 956	4 605 634 309

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui de la destruction des armes chimiques au centre de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye en Russie	285	.....	25 250	25 535
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontale</i>).....	20 712	.....	.....	20 712
Fonds visant à promouvoir la paix et la stabilité dans des États fragiles et en déroute, tels que l'Afghanistan, Haïti et le Soudan (Fonds pour la paix et la sécurité).....	2 728	1 128	8 830	12 686
Fonds à l'appui des activités liées à la protection des civils, des activités de maintien de la paix, de prévention des conflits et de sécurité publique (Programme de la sécurité humaine).....	.....	.....	8 600	8 600
Fonds pour améliorer la sécurité dans les missions canadiennes à l'étranger.....	2 133	5 185	.....	7 318
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	.....	3 696	3 696
Fonds pour l'acquisition et la mise en œuvre de la technologie numérique de reconnaissance des visages (Stratégie de sécurité des passeports) .....	.....	3 287	.....	3 287
Fonds pour améliorer les mesures de sécurité liées aux services des passeports et accroître la capacité de gestion au sein de Passeport Canada	130	2 616	.....	2 746
Fonds destinés à un projet pilote relatif à la production de passeports sécurisés (initiative du passeport électronique) .....	.....	2 201	.....	2 201
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>)	230	1 554	.....	1 784
Fonds destinés à des subventions pour améliorer le profil du Canada à l'étranger et pour la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de la place du Canada dans le monde (Programme de diplomatie ouverte)	1 745	.....	.....	1 745
Fonds supplémentaires pour l'augmentation du personnel et des activités médico-légales relativement aux secours aux sinistrés du tsunami	1 390	.....	.....	1 390
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontale</i>)	948	57	346	1 351
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontale</i>).....	1 136	.....	.....	1 136
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontale</i>)	535	.....	.....	535
Fonds à l'appui d'activités visant à contrer la pêche excessive des pays étrangers dans le nord-ouest de l'Océan atlantique (<i>poste horizontale</i>).....	240	.....	.....	240
Fonds pour l'administration de la subvention conditionnelle de 2004-2005 au Forum des fédérations.....	100	.....	.....	100
Total des postes	32 312	16 028	46 722	95 062
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	26 944	7 094	43 026	77 064
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	.....	3 696	3 696
Crédit 10 du CT – Initiatives pangouvernementales.....	.....	4 807	.....	4 807
Total partiel	26 944	11 901	46 722	85 567
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	5 368	4 127	.....	9 495

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Subventions</u>	
<i>Politique mondiale et sécurité</i>	
Subventions pour le Programme de renforcement des capacités antiterroristes.....	2 100 000
Programme des Nations Unies pour le développement au Soudan.....	1 500 000
	<u>3 600 000</u>
<i>*Paiements de transfert non alloués spécifiquement</i>	
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	<u>96 000</u>
Total des paiements de transfert	<u>3 696 000</u>

*Cela représente les programmes de subventions qui ne peuvent pas être attribués à une seule activité.

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)**

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15	Crédit 20	Crédit L35	Total
Subventions et contributions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	195 895	.....	195 895
Fonds pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé.....	.....	.....	16 000	16 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>).....	10 014	.....	.....	10 014
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontale</i>).....	4 341	.....	.....	4 341
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontale</i>).....	771	.....	.....	771
Fonds pour des projets d'aide au développement qui favorisent la participation des pays en développement à des activités sur les changements climatiques.....	697	.....	.....	697
Total des postes	15 823	195 895	16 000	227 718
Moins les fonds disponibles :				
À même l'organisme.....	7 324	.....	.....	7 324
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	195 895	8 000	203 895
Total partiel	7 324	195 895	8 000	211 219
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	8 499	.....	8 000	16 499

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Programmes multilatéraux</i>	
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	135 595 000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	45 168 566
Total des subventions	180 763 566
Contributions	
<i>Programmes géographiques</i>	
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement.....	15 131 434
Total des contributions	15 131 434
Total des paiements de transfert	195 895 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
(AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Fonds supplémentaires pour établir de nouveaux programmes de recherche et améliorer les programmes existants.....	9 000
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	3 088
Total des postes	12 088
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	3 541
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	8 547

Commission mixte internationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	367
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	104
Total des postes	471
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	370
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	101

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1				
Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements et des publications ministérielles				
	141 405 000	.....	16 234 045	157 639 045
5				
Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes				
	10 910 000	.....	18 300 000	29 210 000
	Total du Ministère.....	.....	34 534 045	186 849 045
Corporation commerciale canadienne				
10				
Dépenses du Programme.....				
	16 399 000	.....	.....	16 399 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
15				
Dépenses du Programme.....				
	2 750 000	.....	41 667	2 791 667
	Total du portefeuille.....	.....	34 575 712	206 039 712

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Fonds pour les frais de litige liés au différend sur le commerce du bois d'œuvre avec les États-Unis.....	12 935	.....	12 935
Aide financière aux associations de l'industrie du bois d'œuvre pour aider à payer les frais juridiques encourus dans le cadre du différend sur le commerce du bois d'œuvre avec les États-Unis.....	.....	10 400	10 400
Aide financière aux associations de l'industrie du bois d'œuvre pour aider à payer les frais juridiques encourus dans le cadre du différend sur le commerce du bois d'œuvre avec les États-Unis.....	.....	7 900	7 900
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	3 732	.....	3 732
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	985	.....	985
Fonds versés aux bénéficiaires admissibles pour les coûts liés à la recherche et au développement relatifs aux nouvelles technologies d'entreprise (Programme de partenariats internationaux en science et technologie).....	162	.....	162
Total des postes	17 814	18 300	36 114
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	1 580	.....	1 580
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	16 234	18 300	34 534

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 15</u>
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	42

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1				
Dépenses de fonctionnement et				
a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;				
b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;				
c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil				
	569 340 000	.....	42 349 237	611 689 237
5				
Dépenses en capital et				
a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;				
b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....				
	22 758 000	.....	.....	22 758 000
10				
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	4 982 915 900	22 372 720	.....	5 005 288 620
15				
Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....				
	27 600 000	1 400 000	11 900 000	40 900 000
20				
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement				
	7 890 639	.....	98 522	7 989 161
25				
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions				
	28 054 000	1 075 000	1 265 000	30 394 000
	Total du budgétaire	24 847 720	55 612 759	5 719 019 018
L30				
Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications				
	36 103 000	.....	.....	36 103 000
L35				
Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique				
	42 942 000	.....	.....	42 942 000
	Total du non-budgétaire.....	.....	.....	79 045 000
	Total du Ministère.....	24 847 720	55 612 759	5 798 064 018

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Commission canadienne des affaires polaires				
40 Dépenses du Programme et contributions.....	895 000	.....	.....	895 000
Total du portefeuille.....	5 718 498 539	24 847 720	55 612 759	5 798 959 018

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour atténuer les tensions liées à des questions de santé et de sécurité, pour soutenir les investissements prioritaires, liés par exemple aux coûts croissants du service aérien omnibus de colis destinés au Nord et pour réparer les maisons, les routes et les infrastructures communautaires qui ont été endommagées par les inondations au Manitoba et en Alberta.....	1 518	25 090	13 300	39 908
Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves et la création et l'entretien de terrains à bâtir (<i>poste horizontal</i>).....	376	31 500	.....	31 876
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	19 880	7 194	.....	27 074
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	26 883	.....	.....	26 883
Fonds supplémentaires pour apporter un soutien aux services aux enfants et à la famille des Premières nations dans un contexte de développement social.....	96	24 904	.....	25 000
Fonds pour des contributions au développement économique au profit des Innus et des Inuits du Labrador (Voisey's Bay).....	.....	25 000	.....	25 000
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert)....	.....	22 373	.....	22 373
Fonds consacrés à des investissements stratégiques dans le développement économique des trois territoires.....	1 713	19 078	.....	20 791
Fonds visant à appuyer la mise en œuvre en cours de la Convention du Nord-Est québécois et de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	1 181	17 617	.....	18 798
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	16 311	.....	.....	16 311
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux, dont des services de santé, à deux communautés innues du Labrador (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) (<i>poste horizontal</i>).....	1 410	13 412	.....	14 822
Fonds consacrés à l'exécution du Programme d'éducation spéciale afin de fournir des ressources supplémentaires, comme des professeurs et des outils technologiques, aux élèves habitant dans les réserves qui ont des besoins particuliers.....	731	9 028	.....	9 759
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	5 784	911	.....	6 695
Fonds pour la prestation de programmes et de services fédéraux, y compris dans le domaine de la santé, à la nation crie O-Pipon-Na-Piwin (<i>poste horizontal</i>).....	.....	6 570	.....	6 570
Coûts de fonctionnement pour la poursuite des activités de la Commission des revendications des Indiens.....	6 361	.....	.....	6 361
Fonds pour la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.....	270	4 776	.....	5 046
Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie (<i>poste horizontal</i>).....	501	4 508	.....	5 009
Fonds destinés aux activités du Centre national pour la gouvernance des Premières nations.....	.....	5 000	.....	5 000
Fonds à des organismes autochtones nationaux pour préparer et participer aux processus menant aux politiques gouvernementales.....	.....	2 500	.....	2 500
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	1 285	250	.....	1 535

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :				
Fonds pour établir et maintenir un secrétariat de relations avec les Inuits devant servir d'interlocuteur pour les groupes inuits auprès du gouvernement fédéral.....	1 442	.....	.....	1 442
Fonds pour appuyer le travail sur la mise en œuvre future du Centre de règlement des revendications	661	400	.....	1 061
Fonds destinés aux projets d'infrastructure des Premières nations, comme l'entretien de routes d'accès, dans le cadre du Programme Infrastructures Canada.....	.....	1 007	.....	1 007
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	44	297	.....	341
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	274	.....	.....	274
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	235	.....	.....	235
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81	.....	.....	81
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	75	.....	.....	75
Total des postes	87 112	221 415	13 300	321 827
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	44 763	199 042	.....	243 805
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	22 373	1 400	23 773
Total partiel	44 763	221 415	1 400	267 578
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	42 349	.....	11 900	54 249
		Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....		359	2 900	3 259
Fonds pour mettre en œuvre et élargir des projets pilotes dans le cadre de la Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain, dans un maximum de six villes supplémentaires, afin de mieux répondre à la diversité des besoins locaux des Autochtones en milieu urbain		228	765	993
Fonds à des organismes autochtones nationaux pour préparer et participer aux processus menant aux politiques gouvernementales .....		.....	500	500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)		162	.....	162
Total des postes		749	4 165	4 914
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....		650	1 825	2 475
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....		.....	1 075	1 075
Total partiel		650	2 900	3 550
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général		99	1 265	1 364
Total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour le Ministère				55 613

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Subventions</u>	
<i>Les institutions</i>	
Paiements aux organisations autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	10 224 998
<i>L'éducation</i>	
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	392 239
<i>Les terres et les ressources dans le Nord</i>	
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	364 000
<i>L'infrastructure communautaire</i>	
Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales ou des règlements de revendications territoriales globales.....	11 391 483
Total des paiements de transfert	22 372 720

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
1 Dépenses de fonctionnement	34 128 000	3 833 250	8 676 920	46 638 170
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	405 814 000	.....	.....	405 814 000
Total du portefeuille.....	439 942 000	3 833 250	8 676 920	452 452 170

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés à des investissements stratégiques afin d'accroître la compétitivité des entreprises et la vitalité des collectivités dans les régions du Québec.....	5 835	3 918	9 753
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	3 288	.....	3 288
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	2 109	.....	2 109
Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale (<i>poste horizontal</i>).....	530	.....	530
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontal</i>).....	413	.....	413
Fonds devant aider les fabricants de textiles au Canada à accroître l'efficacité de leur production (<i>poste horizontal</i>).....	291	.....	291
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	194	.....	194
Total des postes	12 660	3 918	16 578
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	150	3 918	4 068
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	3 833	.....	3 833
Total partiel	3 983	3 918	7 901
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	8 677	.....	8 677

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1 Dépenses de fonctionnement	78 944 000	.....	9 069 536	88 013 536
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	350 119 000	.....	.....	350 119 000
Total du Ministère.....	429 063 000	.....	9 069 536	438 132 536
Société d'expansion du Cap-Breton				
10 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 645 000	.....	.....	8 645 000
Total du portefeuille.....	437 708 000	.....	9 069 536	446 777 536

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour soutenir l'innovation et la transition des communautés à l'économie axée sur le savoir dans la région de l'Atlantique (Fond d'innovation de l'Atlantique).....	.....	21 500	21 500
Fonds consacrés au développement du potentiel des communautés et à la mise en place d'occasions réelles de développement économique (Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités).....	.....	12 800	12 800
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	4 520	.....	4 520
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	4 096	.....	4 096
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontal</i>).....	195	3 093	3 288
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	1 000	1 000
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	492	.....	492
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	349	.....	349
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	227	.....	227
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	111	.....	111
Total des postes	9 990	38 393	48 383
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	920	38 393	39 313
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	9 070	.....	9 070

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 449 540 281	.....	149 438 848	2 598 979 129
5	Contributions	148 725 943	.....	.....	148 725 943
	Total du Ministère.....	2 598 266 224	.....	149 438 848	2 747 705 072
Société canadienne des postes					
10	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	172 210 000	.....	.....	172 210 000
	Total du portefeuille.....	2 770 476 224	.....	149 438 848	2 919 915 072

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1
L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	191 059
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2004.....	17 401
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2005.....	7 864
Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants (<i>poste horizontal</i>)	1 715
Total des postes	218 039
Moins les fonds disponibles :	
À même le Ministère.....	68 600
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	149 439

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	558 057 000	.....	95 437 064	653 494 064
5	Dépenses en capital.....	30 631 000	.....	563 200	31 194 200
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	371 227 000	2 900 000	3 550 000	377 677 000
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
	Total du Ministère.....	959 915 002	2 900 000	99 550 264	1 062 365 266
Commission canadienne du lait					
25	Dépenses du Programme.....	3 202 000	.....	292 000	3 494 000
Agence canadienne d'inspection des aliments					
30	Dépenses de fonctionnement et contributions	406 624 000	.....	116 370 884	522 994 884
35	Dépenses en capital.....	14 494 000	.....	4 127 183	18 621 183
	Total de l'organisme	421 118 000	.....	120 498 067	541 616 067
Commission canadienne des grains					
40	Dépenses du Programme.....	26 434 000	.....	711 150	27 145 150
	Total du portefeuille.....	1 410 669 002	2 900 000	221 051 481	1 634 620 483

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour appuyer la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	10 000	.....	25 035	35 035
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	25 977	.....	.....	25 977
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	21 412	.....	.....	21 412
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>) ..	7 555	.....	3 550	11 105
Fonds pour des améliorations des systèmes de prestation des Programmes de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	9 414	.....	.....	9 414
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	5 640	.....	.....	5 640
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	4 499	.....	.....	4 499
Paievements connexes au Programme de paiements relatifs au revenu agricole.....	3 170	.....	.....	3 170
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	.....	2 900	2 900
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement	2 313	.....	.....	2 313
Fonds pour les frais administratifs liés aux paiements versés aux producteurs de céréales et d'oléagineux	2 000	.....	.....	2 000
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	1 632	.....	.....	1 632
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 390	.....	.....	1 390
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	102	563	.....	665
Fonds servant à la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de l'ensemble des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen de la participation au Programme des expositions du gouvernement du Canada et au Programme des expositions rurales (<i>poste horizontal</i>).....	500	.....	.....	500
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	.....	400
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	285	.....	.....	285
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	171	.....	.....	171
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	162	.....	.....	162
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	100	.....	.....	100

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	75	.....	.....	75
Total des postes	96 797	563	31 485	128 845
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	1 360	.....	25 035	26 395
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	.....	2 900	2 900
Total partiel	1 360	.....	27 935	29 295
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	95 437	563	3 550	99 550

Paielements de transfert (dollars)

Subventions

Crédit

Innovation et renouveau

Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	2 900 000
--	------------------

Commission canadienne du lait

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du lait demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 25</u>
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	292

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 30	Crédit 35	Total
L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :			
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	62 396	.....	62 396
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)	34 855	.....	34 855
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	14 739	3 558	18 297
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	4 871	365	5 236
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	2 800	204	3 004
Fonds pour la mise en œuvre de mesures visant à protéger les ressources aquatiques au Canada de graves maladies, à créer des débouchés économiques et à améliorer la gouvernance (Programme national sur la santé des animaux aquatiques) (<i>poste horizontal</i>).....	1 303	.....	1 303
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	816	.....	816
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	400
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	325	.....	325
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	20	.....	20
Total des postes	122 525	4 127	126 652
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme.....	6 154	.....	6 154
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	116 371	4 127	120 498

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 40
La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :	
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	962
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	239
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	110
Total des postes	1 311
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	600
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	711

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Anciens combattants					
1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède	788 406 000	.....	43 759 271	832 165 271
5	Dépenses en capital.....	32 351 000	.....	.....	32 351 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	1 986 807 000	4 000	.....	1 986 811 000
15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du fonctionnement	8 660 000	.....	1 209 094	9 869 094
	Total du portefeuille.....	2 816 224 000	4 000	44 968 365	2 861 196 365

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	19 703	.....	.....	462	20 165
Frais administratifs pour la préparation de la mise en œuvre de la nouvelle charte des anciens combattants et des programmes et services conçus spécialement pour les membres et les vétérans des Forces canadiennes et leur famille.....	14 672	.....	.....	300	14 972
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	8 815	.....	.....	447	9 262
Fonds pour célébrer le 60 ^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'Année de l'ancien combattant.....	7 160	.....	.....	.....	7 160
Fonds visant à renforcer les initiatives existantes de commémoration et à appuyer les collectivités pour la restauration des cénotaphes et des monuments (Programme Le Canada se souvient).....	5 000	.....	.....	.....	5 000
Fonds pour couvrir les frais juridiques liés au recours collectif concernant l'administration des comptes sous tutelle des anciens combattants (litige Authorsen).....	4 905	.....	.....	.....	4 905
Fonds en capital essentiels pour des rénovations à l'Hôpital Sainte-Anne et pour la restauration et remise en état des monuments européens canadiens de la Première Guerre mondiale.....	.....	1 665	.....	.....	1 665
Fonds visant à prolonger, à vie, aux principaux dispensateurs de soins admissibles, les services d'entretien ménager et d'entretien de terrain dans le cadre du Programme pour l'autonomie des anciens combattants fournis à l'ancien combattant au moment de son décès ou lors de son admission dans un établissement de soins de santé, du 7 avril 1981 et après cette date.....	1 048	.....	.....	.....	1 048
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	400	.....	.....	.....	400
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	175	.....	.....	.....	175
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	30	.....	.....	.....	30

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Crédit 15</u>	<u>Total</u>
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	.....	4	.....	4
Total des postes	61 908	1 665	4	1 209	64 786
Moins les fonds disponibles :					
À même le Ministère.....	18 149	1 665	.....	.....	19 814
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	.....	4	.....	4
Total partiel	18 149	1 665	4	.....	19 818
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	43 759	.....	.....	1 209	44 968

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Le Canada se souvient

Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni..... **4 000**

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Bureau de l'infrastructure du Canada				
1 Dépenses de fonctionnement	23 314 000	.....	20 597 260	43 911 260
5 Contributions	785 444 000	.....	.....	785 444 000
Total du portefeuille.....	808 758 000	.....	20 597 260	829 355 260

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	.....	121 155	121 155
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière.....	.....	14 420	14 420
Réaffectation des ressources à l'interne afin d'atténuer les coûts supplémentaires attribuables à la croissance du programme.....	14 391	.....	14 391
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	5 000	6 304	11 304
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	880	.....	880
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	361	.....	361
Contributions à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables.....	.....	210	210
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5	.....	5
Total des postes	20 637	142 089	162 726
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	40	142 089	142 129
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	20 597	.....	20 597

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1 Dépenses de fonctionnement	376 869 000	.....	52 038 909	428 907 909
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	422 653 577	6 751 000	.....	429 404 577
Total du Ministère.....	799 522 577	6 751 000	52 038 909	858 312 486
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10 Dépenses du Programme.....	98 601 400	.....	6 497 551	105 098 951
Total du portefeuille.....	898 123 977	6 751 000	58 536 460	963 411 437

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	19 679	.....	19 679
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	14 539	.....	14 539
Fonds supplémentaires destinés au Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit des soins de santé temporaires aux réfugiés	13 900	.....	13 900
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	13 433	.....	13 433
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	6 751	6 751
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	1 848	.....	1 848
Règlement d'un recours collectif devant la Cour fédérale (multiples mandamus).....	1 780	.....	1 780
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 009	.....	1 009
Total des postes	66 188	6 751	72 939
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	14 149	.....	14 149
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	6 751	6 751
Total partiel	14 149	6 751	20 900
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	52 039	.....	52 039

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Programme d'intégration</i>		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration		6 751 000

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 10</u>
La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 459
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	3 972
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 798
Total des postes	10 229
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	3 731
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	6 498

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Secrétariat				
1 Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	140 903 000	.....	11 409 376	152 312 376
5 Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	586 707 361	(586 707 361)	.....	.....
10 Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	8 618 747	(8 618 747)	.....	.....
20 Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 653 700 000	.....	.....	1 653 700 000
Total du Secrétariat.....	2 389 929 108	(595 326 108)	11 409 376	1 806 012 376
École de la fonction publique du Canada				
25 Dépenses du Programme et contributions.....	48 670 000	.....	27 698 901	76 368 901
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
30 Dépenses de fonctionnement	62 084 000	.....	21 800 000	83 884 000
35 Contributions	16 200 000	.....	.....	16 200 000
Total de l'organisme	78 284 000	.....	21 800 000	100 084 000
Total du portefeuille.....	2 516 883 108	(595 326 108)	60 908 277	1 982 465 277

Nota : Les crédits 5 et 10 du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale ont été épuisés avant que des mandats spéciaux du gouverneur général ne soient émis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	6 595
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>)	3 400
Fonds relativement au lancement d'un nouvel appel d'offres, à la vérification et à l'examen des assurances collectives de la fonction publique et de l'ensemble du programme d'avantages sociaux.....	2 112
Fonds pour les coûts relatifs aux contestations judiciaires touchant les dispositions du surplus des régimes de retraite du secteur public et des lois sur les prestations supplémentaires de décès.....	535
Total des postes	12 642
Moins les fonds disponibles :	
À même le Secrétariat.....	1 233
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	11 409

École de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Fonds pour appuyer la mise en place de la formation et du perfectionnement en leadership nécessaires pour les employés, les gestionnaires et les cadres supérieurs de la fonction publique fédérale et pour promouvoir des pratiques de gestion de pointe du secteur public dans l'ensemble de l'administration fédérale grâce à la recherche et à l'éducation.....	12 226
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	10 047
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	3 020
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 604
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	402
Total des postes	28 299
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	600
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	27 699

CONSEIL DU TRÉSOR

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	14 679
Fonds destinés à encourager des pratiques éthiques dans la fonction publique fédérale et un environnement favorable à la dénonciation des actes répréhensibles.....	4 241
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 313
Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales	255
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	142
Total des postes	22 630
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	830
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	21 800

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1 Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses.....	125 539 000	.....	34 100 918	159 639 918
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5 Dépenses du Programme.....	5 893 000	.....	.....	5 893 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10 Dépenses du Programme.....	24 039 000	.....	3 303 277	27 342 277
Directeur général des élections				
15 Dépenses du Programme.....	20 231 000	.....	.....	20 231 000
Commissaire aux langues officielles				
20 Dépenses du Programme.....	16 279 000	.....	250 000	16 529 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
25 Dépenses du Programme.....	4 552 000	675 782	.....	5 227 782
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 500 000	.....	.....	2 500 000
Total du portefeuille.....	199 033 000	675 782	37 654 195	237 362 977

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :	
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	14 324
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	8 999
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 334
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	2 641
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>)	2 299
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 863
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 129
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	653
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	534
Fonds supplémentaires pour les budgets des ministres	306
Total des postes	37 082
Moins les fonds disponibles :	
À même le Ministère.....	2 981
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	34 101

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 10
Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 355
Fonds pour couvrir les coûts liés aux enquêtes portant sur : l'accident de la MK Airlines lors du vol pour le transport de marchandises à l'Aéroport international d'Halifax, le vol de passagers d'Air Transat qui a perdu une gouverne de direction à destination de Cuba en partance du Canada, et le vol de passagers d'Air France qui a dépassé la piste d'atterrissage après l'atterrissage de ce dernier à l'Aéroport international Pearson à Toronto	1 021
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	762
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	205
Total des postes	3 343
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	40
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 303

CONSEIL PRIVÉ
Commissaire aux langues officielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	270
Total des postes	270
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	20
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	250

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Fonds servant à définir, à élaborer et à évaluer des options pour un modèle de taxation avec remise pour véhicule qui allie une taxe prélevée à l'achat de véhicules présentant un rendement énergétique moins élevé et un rabais à l'achat de véhicules à haut rendement énergétique.....	274
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	235
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	177
Total des postes	686
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	10
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	676
Total partiel	686
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	.....

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 22 798 216 658 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 10 100 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les revenus de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits	9 861 479 000	.....	1 246 467 970	11 107 946 970
5	Dépenses en capital.....	2 247 930 000	.....	.....	2 247 930 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de défense	187 818 658	793 160	.....	188 611 818
	Total du Ministère.....	12 297 227 658	793 160	1 246 467 970	13 544 488 788
Comité des griefs des Forces canadiennes					
15	Dépenses du Programme.....	5 608 000	.....	355 000	5 963 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire					
20	Dépenses du Programme.....	3 791 000	.....	.....	3 791 000
	Total du portefeuille.....	12 306 626 658	793 160	1 246 822 970	13 554 242 788

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :				
Fonds consacrés à la réparation d'infrastructure vétuste, à l'achat d'approvisionnement critique, à l'amélioration des soins de santé des militaires et à une formation accrue pour les besoins de disponibilité militaire.....	418 600	.....	.....	418 600
Fonds pour pallier les coûts différentiels de la mission des Forces canadiennes en Afghanistan.....	268 653	9 680	.....	278 333
Hausses de la solde et des indemnités des membres des Forces canadiennes, y compris les médecins militaires et dentistes militaires, les officiers supérieurs et les juges militaires.....	229 594	.....	.....	229 594
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	180 630	18 616	754	200 000
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	96 870	.....	.....	96 870
Fonds visant l'ajout de 5 000 membres aux Forces canadiennes régulières et de 3 000 membres à la réserve.....	62 900	9 000	.....	71 900
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	28 606	.....	.....	28 606
Fonds pour couvrir les coûts partiels de la fourniture de véhicules blindés à la mission de l'Union africaine au Soudan dans le cadre de la réponse du gouvernement au conflit dans la région du Darfour.....	22 000	.....	.....	22 000
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	17 409	2 800	.....	20 209
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	10 125	.....	.....	10 125
Modernisation des politiques sur la rémunération pour la Force opérationnelle interarmées 2.....	2 693	.....	.....	2 693
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	2 596	.....	.....	2 596
Fonds pour coordonner des investissements scientifiques et technologiques en recherche sur l'infrastructure essentielle et les questions de sécurité publique.....	1 780	.....	.....	1 780
Fonds pour l'acquisition de 15 aéronefs pour le transport aérien tactique et pour la recherche et le sauvetage (projet de capacité de transport aérien).....	.....	1 716	.....	1 716
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 136	.....	.....	1 136
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	.....	793	793
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	765	.....	.....	765
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	26	.....	.....	26
Total des postes	1 344 383	41 812	1 547	1 387 742
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	97 915	41 812	754	140 481
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	.....	793	793
Total partiel	97 915	41 812	1 547	141 274
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 246 468	.....	.....	1 246 468

DÉFENSE NATIONALE
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
	<u>Subventions</u>
<i>Commandement maritime</i>	
Programme de subventions globales – Caisse de bienfaisance :	
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada.....	24 660
<i>Commandement aérien</i>	
Institut pour la surveillance environnementale et la recherche	375 000
<i>*Paiements de transfert non alloués spécifiquement</i>	
Pensions et rentes versées à des civils :	
M. R.P. Thompson	3 500
Programme de subventions globales pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :	
Ligue des cadets de l'air du Canada	130 000
Ligue des cadets de l'armée du Canada.....	130 000
Ligue navale du Canada.....	130 000
	393 500
Total des paiements de transfert	793 160

* Cela représente les programmes de subventions qui ne peuvent pas être attribués à une seule activité.

Comité des griefs des Forces canadiennes

<u>Explication du besoin (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit</u>
Le Comité des griefs des Forces canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :	15
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	265
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	100
Total des postes	365
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	10
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	355

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Développement social				
1 Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	244 374 000	.....	28 999 162	273 373 162
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	285 367 000	5 300 000	2 300 000	292 967 000
Total du portefeuille.....	529 741 000	5 300 000	31 299 162	566 340 162

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Développement social demande des fonds pour les postes suivants :			
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	17 515	.....	17 515
Fonds destinés à la gestion du Programme canadien de prêts aux étudiants.....	5 419	.....	5 419
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	5 300	5 300
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	4 862	.....	4 862
Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants (<i>poste horizontal</i>).....	3 034	.....	3 034
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	1 790	.....	1 790
Fonds consacrés à des projets de recherche qui permettent de recueillir des renseignements propres aux communautés sur la maturité scolaire des enfants.....	.....	1 600	1 600
Fonds pour stimuler l'établissement de partenariats avec le secteur bénévole afin d'améliorer le bien-être économique et social des Canadiens.....	.....	700	700
Total des postes	32 620	7 600	40 220
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	3 621	.....	3 621
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	5 300	5 300
Total partiel	3 621	5 300	8 921
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	28 999	2 300	31 299

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Collectivités dynamiques</i>		
Programme nouveaux horizons pour les aînés.....		3 900 000
Subvention à l'Institut national canadien pour les aveugles.....		1 400 000
Total des paiements de transfert		5 300 000

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien				
1 Dépenses de fonctionnement	40 314 000	.....	3 668 759	43 982 759
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	347 971 000	1 000 000	.....	348 971 000
Total du portefeuille.....	388 285 000	1 000 000	3 668 759	392 953 759

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :			
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	3 713	.....	3 713
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	1 000	1 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	316	.....	316
Total des postes	4 029	1 000	5 029
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	360	.....	360
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	1 000	1 000
Total partiel	360	1 000	1 360
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 669	.....	3 669

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
<u>Subventions</u>	
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>	
Subvention à l'Administration portuaire de Prince-Rupert.....	1 000 000

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et :				
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;				
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;				
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;				
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;				
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;				
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les revenus de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit				
	671 527 000	.....	76 807 367	748 334 367
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral				
	31 240 000	.....	2 582 100	33 822 100
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	55 654 000	.....	13 596 340	69 250 340
	Total du Ministère.....	758 421 000	92 985 807	851 406 807
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
15	Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....				
	15 744 000	.....	1 722 946	17 466 946

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Agence Parcs Canada				
20 Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières.....	375 528 321	.....	53 866 120	429 394 441
25 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	1 800 000	.....	.....	1 800 000
Total de l'organisme	377 328 321	.....	53 866 120	431 194 441
Total du portefeuille.....	1 151 493 321	.....	148 574 873	1 300 068 194

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Environnement demande des fonds pour les postes suivants :				
Fonds pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>).....	32 699	.....	7 056	39 755
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	29 384	.....	.....	29 384
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	28 054	.....	.....	28 054
Fonds pour poursuivre, et dans certains cas, achever les mesures fédérales nécessaires à la restauration de l'environnement pour satisfaire aux obligations du Canada aux termes de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	7 269	.....	.....	7 269
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports (<i>poste horizontal</i>).....	3 933	2 132	490	6 555
Fonds pour la mise en œuvre du Fonds du partenariat, un volet du Plan pour le changement climatique du Canada qui encourage les provinces et les territoires à élaborer des projets permettant de réduire les gaz à effet de serre.....	.....	.....	5 000	5 000
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	1 627	.....	.....	1 627
Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah (<i>poste horizontal</i>).....	1 351	.....	.....	1 351
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	620	450	.....	1 070
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	1 000	1 000
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	1 000	.....	.....	1 000
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	961	.....	.....	961
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	942	.....	.....	942
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	790	.....	50	840
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	664	.....	.....	664
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	565	.....	.....	565
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	518	.....	.....	518
Fonds initiaux visant à créer une institution permanente pour l'achat de crédits attestant la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et leur absorption au nom du gouvernement du Canada.....	426	.....	.....	426

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Environnement demande des fonds pour les postes suivants :				
Fonds pour le contrôle de la qualité de l'eau et des organismes vivants dans les eaux détournées du lac Devils (Dakota du Nord) dans le réseau hydrographique du Canada.....	313	.....	.....	313
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	289	.....	.....	289
Total des postes	111 405	2 582	13 596	127 583
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	34 597	.....	.....	34 597
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	76 808	2 582	13 596	92 986

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 15</u>
L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	748
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	570
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	374
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81
Total des postes	1 773
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	50
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 723

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 20
L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	23 726
Fonds affectés à réduire le risque de la perte irréversible de biens culturels d'importance nationale et à assurer la sécurité du public et du personnel.....	11 000
Fonds consacrés à la mise en œuvre continue de l'Initiative des endroits historiques dont l'objectif est de préserver et de mettre en valeur les lieux historiques du Canada.....	10 650
Fonds pour les coûts liés à la lutte contre les incendies de forêt.....	4 566
Fonds destinés à accroître la capacité de gérer l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada.....	4 279
Fonds destinés au règlement de litiges.....	2 400
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 203
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 121
Fonds visant à appuyer l'organisation de la commémoration du 400 ^e anniversaire de Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>).....	972
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	300
Fonds pour la conclusion de l'entente avec les Premières nations Deh Cho qui énonce des directives concernant les négociations sur les terres, les ressources et la gouvernance en accord avec le processus Deh Cho et le règlement conjoint de questions non réglées liées au projet gazier Mackenzie (<i>poste horizontal</i>).....	234
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	170
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation de ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	125
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	25
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	23
Total des postes	60 794
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	6 928
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	53 866

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice.....	84 400 000	.....	7 931 750	92 331 750
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	944 000 000	51 200 000	.....	995 200 000
10	Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés et rajustés, y compris les rajustements aux paiements afférents aux exercices précédents, conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires versés au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours.....	1 800 000 000	.....	.....	1 800 000 000
	Total du budgétaire	2 828 400 000	51 200 000	7 931 750	2 887 531 750
L15	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 270 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
	Total du Ministère.....	2 828 400 001	51 200 000	7 931 750	2 887 531 751
Vérificateur général					
20	Dépenses du Programme et contributions.....	62 957 000	.....	7 255 600	70 212 600
Tribunal canadien du commerce extérieur					
25	Dépenses du Programme.....	8 170 000	956 650	473 560	9 600 210
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
30	Dépenses du Programme.....	27 663 000	3 236 875	.....	30 899 875
Bureau du surintendant des institutions financières					
35	Dépenses du Programme.....	755 000	.....	.....	755 000
	Total du portefeuille.....	2 927 945 001	55 393 525	15 660 910	2 998 999 436

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Finances demande des fonds pour les postes suivants :			
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	51 200	51 200
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	7 173	.....	7 173
Fonds pour le Groupe d'experts sur la péréquation et la formule de financement des territoires qui est chargé d'examiner le système actuel de péréquation et la formule de financement des territoires au Canada et de formuler des recommandations concernant sa pertinence, sa stabilité et sa prévisibilité.....	1 383	.....	1 383
Total des postes	8 556	51 200	59 756
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	624	.....	624
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	51 200	51 200
Total partiel	624	51 200	51 824
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	7 932	.....	7 932

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Finances et commerce internationaux</i>		
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom de pays pauvres		51 200 000

Vérificateur général

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 20</u>
Le Vérificateur général demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	4 207
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 144
Total des postes	7 351
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	95
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	7 256

FINANCES

Tribunal canadien du commerce extérieur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien du commerce extérieur demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	891
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	417
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	68
Coûts de fonctionnement supplémentaires	65
Total des postes	1 441
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	10
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	957
Total partiel	967
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	474

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Fonds supplémentaires pour du matériel et du personnel en raison des tensions liées à la technologie et à la charge de travail afin de maintenir les activités courantes.....	1 447
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 368
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	902
Total des postes	3 717
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	480
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	3 237
Total partiel	3 717
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	.....

GOVERNEUR GÉNÉRAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Gouverneur général				
1 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général.....	16 702 000	.....	1 378 331	18 080 331
Total du portefeuille.....	16 702 000	.....	1 378 331	18 080 331

GOVERNEUR GÉNÉRAL

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>
Le Gouverneur général demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	895
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	813
Total des postes	1 708
Moins les fonds disponibles :	
À même le Ministère.....	330
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 378

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus, perçus au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies ..	382 434 000	.....	102 468 114	484 902 114
5	Dépenses en capital.....	3 851 000	.....	16 013 500	19 864 500
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	775 476 000	.....	55 000 000	830 476 000
	Total du budgétaire	1 161 761 000	.....	173 481 614	1 335 242 614
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
	Total du non-budgétaire.....	800 000	.....	.....	800 000
	Total du Ministère.....	1 162 561 000	.....	173 481 614	1 336 042 614
Agence spatiale canadienne					
25	Dépenses de fonctionnement	173 408 000	.....	3 679 000	177 087 000
30	Dépenses en capital.....	105 386 000	.....	.....	105 386 000
35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	53 275 000	.....	.....	53 275 000
	Total de l'organisme	332 069 000	.....	3 679 000	335 748 000
Commission canadienne du tourisme					
40	Dépenses du Programme.....	78 823 000	.....	20 326 000	99 149 000
Tribunal de la concurrence					
45	Dépenses du Programme.....	1 473 000	.....	118 750	1 591 750
Commission du droit d'auteur					
50	Dépenses du Programme.....	2 206 000	.....	61 000	2 267 000
Conseil national de recherches du Canada					
55	Dépenses de fonctionnement	356 428 000	.....	37 877 276	394 305 276
60	Dépenses en capital.....	53 919 000	.....	13 547 988	67 466 988
65	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	113 760 000	.....	27 070 000	140 830 000
	Total de l'organisme	524 107 000	.....	78 495 264	602 602 264
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70	Dépenses de fonctionnement	32 761 000	.....	3 850 000	36 611 000
75	Subventions inscrites au Budget des dépenses	792 740 000	31 400 000	.....	824 140 000
	Total de l'organisme	825 501 000	31 400 000	3 850 000	860 751 000

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Conseil de recherches en sciences humaines				
80 Dépenses de fonctionnement	18 491 000	.....	1 580 000	20 071 000
85 Subventions inscrites au Budget des dépenses	526 627 000	25 601 350	.....	552 228 350
Total de l'organisme	545 118 000	25 601 350	1 580 000	572 299 350
Conseil canadien des normes				
90 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	6 924 000	.....	5 000	6 929 000
Statistique Canada				
95 Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	442 199 000	.....	44 696 757	486 895 757
Total du portefeuille.....	3 920 981 000	57 001 350	326 293 385	4 304 275 735

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Industrie demande des fonds pour les postes suivants :				
Fonds consacrés à un investissement stratégique dans les domaines du génie automobile, de la recherche et développement, de la modernisation des processus de fabrication canadiens en vertu du programme pour les projets industriels stratégiques.....	.....	.....	109 683	109 683
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	43 360	.....	.....	43 360
Fonds affectés au développement économique régional dans le Nord de l'Ontario.....	5 816	.....	30 800	36 616
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	15 633	.....	.....	15 633
Fonds à l'appui d'investissements dans un certain nombre de projets prioritaires d'immobilisations dont ceux nécessaires pour faire face à des enjeux urgents en santé et en sécurité.....	.....	13 000	.....	13 000
Fonds supplémentaires à l'appui du développement économique communautaire dans les régions rurales et urbaines défavorisées (Programme de développement des collectivités) (<i>poste horizontal</i>).....	132	.....	9 250	9 382
Fonds pour faciliter l'accès au spectre des radiofréquences.....	8 429	.....	.....	8 429
Fonds pour promouvoir et soutenir le développement socio-économique dans les collectivités rurales de l'Est de l'Ontario.....	250	.....	7 950	8 200
Besoins de fonctionnement supplémentaires pour le Bureau de la concurrence afin de renforcer les dispositions de la <i>Loi sur la concurrence</i>	7 672	.....	.....	7 672
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	5 257	.....	.....	5 257
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	4 536	.....	.....	4 536
Fonds devant aider les fabricants de textiles au Canada à accroître l'efficacité de leur production (<i>poste horizontal</i>).....	132	.....	3 942	4 074
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	3 794	.....	.....	3 794
Fonds liés à la construction du laboratoire de photonique au Centre de recherches sur les communications du Canada.....	.....	3 014	.....	3 014
Fonds à l'appui de l'investissement stratégique en matière d'innovation dans le cadre de Partenariat technologique Canada ..	2 551	.....	.....	2 551
Fonds consacrés au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques qui visent l'amélioration de la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	2 351	.....	.....	2 351
Initiatives visant à réduire sensiblement les formalités administratives des petites et moyennes entreprises.....	1 875	.....	.....	1 875
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	1 669	.....	.....	1 669
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	855	.....	.....	855
Fonds supplémentaires pour le Bureau du directeur des lobbyistes pour l'application de la <i>Loi sur l'enregistrement des lobbyistes</i>	748	.....	.....	748
Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale (<i>poste horizontal</i>).....	321	.....	.....	321
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	244	.....	.....	244

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Industrie demande des fonds pour les postes suivants :				
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)..	143	.....	.....	143
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	122	.....	.....	122
Total des postes	105 890	16 014	161 625	283 529
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	3 422	.....	106 625	110 047
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	102 468	16 014	55 000	173 482

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Total</u>
L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour la poursuite de projets liés à l'Observation de la Terre depuis l'espace ainsi qu'aux Sciences et exploration spatiales, y compris la conception et l'achat d'instruments .....	.....	1 783	1 783
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite Radarsat-1	1 721	.....	1 721
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 579	.....	1 579
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	969	.....	969
Total des postes	4 269	1 783	6 052
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme.....	590	1 783	2 373
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 679	.....	3 679

INDUSTRIE

Commission canadienne du tourisme

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du tourisme demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Fonds supplémentaires pour le déménagement de la Commission canadienne du tourisme à Vancouver	17 000
Fonds pour une nouvelle initiative de commercialisation qui vise à stimuler les exportations canadiennes	2 325
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 001
Total des postes	20 326

Tribunal de la concurrence

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	74
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	45
Total des postes	119

Commission du droit d'auteur

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission du droit d'auteur demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 50
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	61

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Fonds consacrés à la poursuite des programmes de recherche de base en physique des particules subatomiques, en recherche sur les matériaux, en sciences de la vie et en thérapie médicale, et à la poursuite des opérations de la Tri-University Meson Facility.....	.....	.....	23 070	23 070
Fonds pour renforcer la capacité du Canada atlantique à innover et à soutenir la concurrence dans l'économie du savoir (projets des grappes technologiques du Canada atlantique).....	14 394	922	900	16 216
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	11 342	.....	.....	11 342
Réinstallation de l'Institut d'innovation en piles à combustible à l'intérieur du campus de l'Université de la Colombie-Britannique	.....	10 100	.....	10 100
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	.....	6 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	5 003	.....	.....	5 003
Fonds supplémentaires consacrés à des stratégies d'innovation et de commercialisation régionales visant à faciliter l'accès des petites entreprises à la recherche et à l'expertise disponible.....	775	.....	3 000	3 775
Fonds destinés à des projets liés à l'amélioration de l'infrastructure de base et à l'achat d'équipement nécessaire pour des projets de recherche et de développement déterminés.....	.....	3 050	.....	3 050
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	746	.....	.....	746
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	197	.....	.....	197
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	150	.....	150
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	100	100
Total des postes	38 457	14 222	27 070	79 749
Moins les fonds disponibles :				
À même l'organisme.....	580	674	.....	1 254
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	37 877	13 548	27 070	78 495

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 70</u>	<u>Crédit 75</u>	<u>Total</u>
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	31 400	31 400
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 638	.....	1 638
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (<i>poste horizontal</i>).....	1 084	.....	1 084
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 078	.....	1 078
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	100	.....	100
Total des postes	3 900	31 400	35 300
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme.....	50	.....	50
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	31 400	31 400
Total partiel	50	31 400	31 450
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 850	.....	3 850

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Attirer et garder en poste des membres du corps professoral</i>		
Subventions et bourses.....		300 000
<i>Financer la recherche fondamentale</i>		
Subventions et bourses.....		28 400 000
<i>Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement</i>		
Subventions et bourses.....		2 700 000
Total des paiements de transfert		31 400 000

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 80	Crédit 85	Total
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	25 601	25 601
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	899	.....	899
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	622	.....	622
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (<i>poste horizontal</i>).....	79	.....	79
Total des postes	1 600	25 601	27 201
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme.....	20	.....	20
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	25 601	25 601
Total partiel	20	25 601	25 621
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 580	.....	1 580

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)</i>	
Subventions et bourses.....	6 119 600
<i>Recherche et formation ciblées</i>	
Subventions et bourses.....	848 750
<i>Développement de la recherche stratégique</i>	
Subventions et bourses.....	500 000
<i>Interaction et diffusion de la recherche</i>	
Subventions et bourses.....	3 500 000
<i>Coûts indirects de la recherche</i>	
Coûts indirects de la recherche.....	14 633 000
Total des paiements de transfert	25 601 350

INDUSTRIE

Conseil canadien des normes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des normes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 90
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	5

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 95
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	20 795
Fonds restants pour mener un recensement complet de la population en 2006.....	14 645
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	8 717
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports (<i>poste horizontal</i>)	1 000
Total des postes	45 157
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	460
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	44 697

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement	517 727 000	12 550 408	12 497 643	542 775 051
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	329 228 000	.....	36 514 415	365 742 415
	Total du Ministère.....	846 955 000	12 550 408	49 012 058	908 517 466
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme.....	20 089 000	.....	222 000	20 311 000
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme.....	4 324 000	.....	.....	4 324 000
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus de l'année générés par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	7 186 000	.....	805 548	7 991 548
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 575 000	.....	261 750	1 836 750
	Total de l'organisme	8 761 000	.....	1 067 298	9 828 298
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30	Dépenses du Programme.....	47 175 000	5 413 317	2 127 963	54 716 280
Commission du droit du Canada					
35	Dépenses du Programme.....	2 970 000	.....	204 516	3 174 516
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	4 813 000	.....	372 476	5 185 476
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses de fonctionnement	6 825 000	1 209 633	2 709 567	10 744 200
	Total de l'organisme	11 638 000	1 209 633	3 082 043	15 929 676
Cour suprême du Canada					
50	Dépenses du Programme.....	20 127 000	.....	1 847 150	21 974 150
	Total du portefeuille.....	962 039 000	19 173 358	57 563 028	1 038 775 386

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Justice demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour bonifier les ententes de contributions avec les gouvernements provinciaux et territoriaux afin de continuer à soutenir la mise en œuvre conjointe de l'Initiative sur le renouvellement du système de justice pour les jeunes.....	.....	40 552	40 552
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	20 615	.....	20 615
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	15 524	.....	15 524
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)....	4 783	.....	4 783
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	4 628	.....	4 628
Fonds en vue de soutenir et d'améliorer les initiatives et les programmes fédéraux d'aide aux victimes (Initiative fédérale sur les victimes d'actes criminels).....	2 592	1 650	4 242
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>).....	4 112	.....	4 112
Fonds consacrés aux engagements et aux contributions dans le domaine du droit de la famille et du soutien aux enfants (Stratégie du droit de la famille axée sur l'enfant).....	.....	4 000	4 000
Fonds destinés à la mise en œuvre d'une stratégie de gestion du litige portant sur les droits des Métis et des Indiens non inscrits.....	3 486	.....	3 486
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>).....	2 368	.....	2 368
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>).....	2 133	.....	2 133
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	1 717	.....	1 717
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	1 437	.....	1 437
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>).....	1 171	50	1 221
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	949	.....	949
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>).....	287	492	779
Fonds supplémentaires pour la prestation de services juridiques à l'Agence des douanes et du revenu du Canada.....	774	.....	774
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	162	.....	162
Total des postes	66 738	46 744	113 482
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	41 690	10 230	51 920
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	12 550	.....	12 550
Total partiel	54 240	10 230	64 470
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	12 498	36 514	49 012

JUSTICE

Commission canadienne des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	779
Total des postes	779
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	557
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	222

Tribunal canadien des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	105
Total des postes	105
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	105
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	.....

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20	Crédit 25	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	412	79	491
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	293	.....	293
Fonds destinés aux activités du comité de nomination de la Cour suprême du Canada..	200	.....	200
Coûts relatifs à une enquête disciplinaire visant un juge de la Cour supérieure de justice de l'Ontario .....	.....	183	183
Total des postes	905	262	1 167
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme	100	.....	100
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	805	262	1 067

JUSTICE

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 30
Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	3 056
Fonds nécessaire pour le traitement supplémentaire des juges suppléants et des protonotaires, pour le soutien administratif et pour faire face au nombre croissant de causes touchant des Autochtones	2 518
Fonds pour l'aménagement du Centre de la magistrature fédérale de Toronto, nouvellement construit	2 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	850
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>)	708
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>)	159
Total des postes	9 291
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	1 750
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement	5 413
Total partiel	7 163
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 128

Commission du droit du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 35
La Commission du droit du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	146
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	69
Total des postes	215
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	10
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	205

JUSTICE

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 40</u>	<u>Crédit 45</u>	<u>Total</u>
Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :			
Renouvellement des fonds accordés pour remplir les obligations législatives relatives à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i> .....	.....	3 062	3 062
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	249	477	726
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	61	196	257
Coûts de fonctionnement supplémentaires .....	.....	200	200
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	67	.....	67
Total des postes	377	3 935	4 312
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme	5	15	20
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement .....	.....	1 210	1 210
Total partiel	5	1 225	1 230
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	372	2 710	3 082

Cour suprême du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 50</u>
La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 007
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	500
Fonds consacrés à améliorer la sécurité et l'accessibilité à l'entrée Est de l'édifice de la Cour suprême du Canada	370
Total des postes	1 877
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	30
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 847

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Sénat					
1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice.....	50 950 550	.....	.....	50 950 550
Chambre des communes					
5	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.	241 595 340	7 795 201	9 507 000	258 897 541
Bibliothèque du Parlement					
10	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	27 733 000	500 000	250 000	28 483 000
Commissariat à l'éthique					
15	Dépenses du Programme.....	4 089 000	.....	.....	4 089 000
Conseiller sénatorial en éthique					
20	Dépenses du Programme.....	775 000	.....	.....	775 000
	Total du portefeuille.....	325 142 890	8 295 201	9 757 000	343 195 091

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 5
Coûts de fonctionnement supplémentaires	17 302
Total des postes	17 302
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	7 795
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	9 507

Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10
Coûts de fonctionnement supplémentaires	750
Total des postes	750
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	500
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	250

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1 Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	227 800 000	.....	17 592 492	245 392 492
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	862 626 000	26 605 150	129 302 503	1 018 533 653
Total du budgétaire	1 090 426 000	26 605 150	146 894 995	1 263 926 145
L10 Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i> (L.R. 1985, ch. C-51).....	10 000	.....	.....	10 000
Total du Ministère.....	1 090 436 000	26 605 150	146 894 995	1 263 936 145
Conseil des Arts du Canada				
15 Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....	150 173 250	.....	205 000	150 378 250
Société Radio-Canada				
20 Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion.....	886 904 000	.....	119 327 000	1 006 231 000
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
30 Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion....	91 510 000	.....	.....	91 510 000
Total de l'organisme	982 414 000	.....	119 327 000	1 101 741 000
Musée canadien des civilisations				
35 Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	58 698 000	.....	2 344 802	61 042 802
Musée canadien de la nature				
40 Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	55 569 000	.....	580 844	56 149 844
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45 Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des revenus provenant : a) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ; b) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	.....	3 341 600	3 341 601

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Bibliothèque et Archives du Canada				
50 Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction.....	81 608 000	11 300 684	10 226 522	103 135 206
Société du Centre national des Arts				
55 Paiements à la Société du Centre national des Arts.....	31 224 000	1 048 000	275 100	32 547 100
Commission des champs de bataille nationaux				
60 Dépenses du Programme.....	6 867 000	.....	310 033	7 177 033
Commission de la capitale nationale				
65 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	66 494 000	2 022 000	1 679 000	70 195 000
70 Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	22 063 000	718 000	117 000	22 898 000
Total de l'organisme	88 557 000	2 740 000	1 796 000	93 093 000
Office national du film				
75 Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	62 948 000	.....	5 274 182	68 222 182
Musée des beaux-arts du Canada				
80 Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	36 469 000	.....	1 657 357	38 126 357
85 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme	44 469 000	.....	1 657 357	46 126 357
Musée national des sciences et de la technologie				
90 Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	24 446 000	.....	2 474 643	26 920 643
Commission de la fonction publique				
95 Dépenses du Programme.....	76 791 000	.....	19 636 453	96 427 453
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
100 Dépenses du Programme.....	9 269 000	.....	.....	9 269 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
105 Dépenses du Programme.....	3 776 000	.....	.....	3 776 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
110 Dépenses de fonctionnement	11 278 000	.....	1 022 150	12 300 150
115 Subventions inscrites au Budget des dépenses	10 750 000	227 184	.....	10 977 184
116 Paiement en contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada – Initiative Sœurs d'esprit* .....	.....	.....	292 000	292 000
Total de l'organisme	22 028 000	227 184	1 314 150	23 569 334
Téléfilm Canada				
120 Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	123 874 000	987 000	.....	124 861 000
Total du portefeuille.....	2 913 147 251	42 908 018	315 658 681	3 271 713 950

* Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice n'a pas de crédit auquel on peut attribuer un paiement de contribution. Toutefois, étant donné que cet organisme a l'autorisation juridique d'effectuer un tel paiement, un mandat spécial pourrait être émis en cas d'urgence. Un numéro a été attribué au paiement (crédit 116) à des fins de référence, bien qu'il n'ait aucun fondement juridique et qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour améliorer le développement du sport au Canada, l'excellence et la participation	2 064	52 324	54 388
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	987	35 730	36 717
Fonds à l'appui du renforcement de la culture autochtone au sein de la société canadienne (Programme des Autochtones).....	718	29 925	30 643
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	26 605	26 605
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	12 027	.....	12 027
Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	9 250	9 250
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	1 727	6 500	8 227
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	7 532	.....	7 532
Fonds à l'appui des activités entourant les célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005	1 700	4 900	6 600
Fonds visant à permettre aux jeunes Canadiens de créer des liens les uns avec les autres et de découvrir la diversité du Canada (programme Échanges Canada).....	294	5 082	5 376
Contribution au Conseil de l'unité canadienne pour le Centre de recherche et d'information sur le Canada, qui offre de l'information sur le Canada et la fédération canadienne par l'entremise d'activités de recherche, d'analyse, de communication et d'activités éducatives	182	4 300	4 482
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>)	1 536	143	1 679
Fonds consacrés à la construction d'un aréna à usage multiple à Whitehorse pour les Jeux d'hiver du Canada de 2007.....	.....	1 105	1 105
Fonds utilisés pour reconnaître les expériences passées de groupes de personnes qui ont subi des mesures de guerre ou des mesures restrictives relatives à l'immigration et leur rendre hommage, ainsi que pour faire en sorte que les Canadiens saisissent mieux l'importance de la diversité et développent un sentiment d'appartenance commun.....	650	100	750
Fonds destinés au Programme du multiculturalisme afin de favoriser l'instauration d'une société plus inclusive	419	322	741
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Total des postes	30 017	176 286	206 303
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	12 425	20 378	32 803
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	26 605	26 605
Total partiel	12 425	46 983	59 408
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	17 592	129 303	146 895

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Subventions</u>	
<i>Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel</i>	
Subvention à la Fondation Hnatyshyn.....	650 000
Subvention à la Fondation des bourses des arts du lieutenant-gouverneur de l'Alberta.....	1 000 000
	1 650 000
<i>Accès et participation à la vie culturelle du Canada</i>	
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	4 000 000
Subventions au programme Espaces culturels Canada.....	3 000 000
Subventions pour appuyer le programme Présentation des arts Canada.....	7 000 000
	14 000 000
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>	
Subventions à l'appui du Programme des Autochtones.....	500 000
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme.....	455 150
Subvention au programme du Prix humanitaire Terry Fox Inc.....	10 000 000
	10 955 150
Total des paiements de transfert	26 605 150

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 15</u>
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	205

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 20</u>
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	79 327
Fonds pour rendre meilleure la programmation de la télévision anglaise et française, de la radio et des nouveaux médias.....	40 000
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	119 327

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	2 246
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>)	99
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 345

Musée canadien de la nature

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien de la nature demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	581

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 882
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 460
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 342

PATRIMOINE CANADIEN

Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 50
Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	6 031
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	4 157
Fonds à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	4 140
Fonds pour préparer les locaux du quartier général de Bibliothèque et Archives du Canada, à Place de la Cité à Gatineau	3 500
Fonds destinés à la rénovation, à l'expansion et au réaménagement du 100, rue Wellington à Ottawa (Ontario) afin d'héberger le Musée du portrait du Canada (<i>poste horizontal</i>)	1 852
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	1 075
Rénovations du 555, boulevard des Entreprises à Gatineau, afin d'aménager des installations temporaires pour la collection jusqu'à la construction d'installations permanentes à long terme	673
Fonds pour la création du Dictionnaire canadien de biographies	400
Fonds pour assurer la conservation des enregistrements de musique canadienne et faciliter l'accessibilité à ceux-ci dans le cadre du Programme Souvenir de la musique canadienne	360
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	75
Total des postes	22 263
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	735
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	11 106
Crédit 10 du CT – Initiatives pangouvernementales.....	195
Total partiel	12 036
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	10 227

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 55
La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 323
Total des postes	1 323
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	1 048
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	275

PATRIMOINE CANADIEN

Commission des champs de bataille nationaux

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 60
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	175
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	145
Total des postes	320
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	10
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	310

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 65	Crédit 70	Total
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	2 971	. . . . .	2 971
Fonds destinés à l'entretien et à la réhabilitation des résidences officielles.....	730	835	1 565
Total des postes	3 701	835	4 536
Moins les fonds disponibles :			
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	2 022	718	2 740
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 679	117	1 796

Office national du film

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 75
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	2 723
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	2 661
Total des postes	5 384
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	110
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	5 274

PATRIMOINE CANADIEN

Musée des beaux-arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 80
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 657

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 90
Fonds destinés au fonctionnement des nouvelles installations au Musée canadien de l'aviation	1 475
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	986
Fonds pour la contribution de l'employeur au Régime de soins de santé de la fonction publique	14
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 475

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 95
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	9 012
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	6 897
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	3 932
Total des postes	19 841
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	205
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	19 636

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 110	Crédit 115	Crédit 116*	Total
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	581	.....	.....	581
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	461	.....	.....	461
Contributions à l'Initiative Sœurs d'esprit de l'Association des femmes autochtones du Canada, afin de tout mettre en œuvre pour entreprendre des recherches et mettre en place une stratégie nationale d'éducation visant à réduire et à prévenir la violence à caractère racial et sexuel dont sont victimes plusieurs femmes autochtones .....	.....	.....	292	292
Subventions provenant du crédit 5 du CT - Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	227	.....	227
Total des postes	1 042	227	292	1 561
Moins les fonds disponibles :				
À même l'organisme.....	20	.....	.....	20
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	227	.....	227
Total partiel	20	227	.....	247
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 022	.....	292	1 314

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
<u>Subventions</u>	
<i>Promouvoir des politiques gouvernementales équitables</i>	
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	227 184

* Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice n'a pas de crédit auquel on peut attribuer un paiement de contribution. Toutefois, étant donné que cet organisme a l'autorisation juridique d'effectuer un tel paiement, un mandat spécial pourrait être émis en cas d'urgence. Un numéro a été attribué au paiement (crédit 116) à des fins de référence, bien qu'il n'ait aucun fondement juridique et qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit.

Téléfilm Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 120
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	987
Total des postes	987
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	987
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	.....

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Pêches et Océans				
1	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;			
	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;			
	c) autorisation de dépenser les revenus produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne.....			
	1 029 929 000	.....	130 548 784	1 160 477 784
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale.....			
	175 293 000	.....	.....	175 293 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	119 785 000	100 000	.....	119 885 000
	1 325 007 000	100 000	130 548 784	1 455 655 784

PÊCHES ET OCÉANS

Pêches et Océans

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement de base comme les activités de la Garde côtière canadienne, les activités de conservation et de protection et la recherche scientifique	42 667	11 000	.....	53 667
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	44 557	.....	.....	44 557
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	14 555	.....	.....	14 555
Fonds à l'appui d'activités visant à contrer la pêche excessive des pays étrangers dans le nord-ouest de l'Océan atlantique (<i>poste horizontal</i>).....	12 620	.....	.....	12 620
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	6 348	.....	.....	6 348
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>)	4 397	.....	.....	4 397
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	4 052	.....	.....	4 052
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	3 730	.....	.....	3 730
Fonds pour la mise en œuvre de mesures visant à protéger les ressources aquatiques au Canada de graves maladies, à créer des débouchés économiques et à améliorer la gouvernance (Programme national sur la santé des animaux aquatiques) (<i>poste horizontal</i>).....	3 531	.....	.....	3 531
Fonds pour les coûts supplémentaires encourus par la Garde côtière canadienne dans le cadre de l'aide que le gouvernement du Canada apporte aux États-Unis relativement à l'ouragan Katrina..	3 525	.....	.....	3 525
Définition de projet pour l'acquisition de huit navires de patrouille semi-côtière pour assurer la sûreté maritime du réseau de la Voie maritime du Saint-Laurent et des Grands Lacs.....	.....	2 500	.....	2 500
Définition de projet pour un projet d'infrastructure de la technologie de l'information qui permettra d'améliorer la gestion de la technologie de l'information et le matériel de traitement des données du ministère	2 016	.....	.....	2 016
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 550	.....	.....	1 550
Fonds pour l'acquisition par la Garde côtière canadienne de deux navires pour la recherche sur la pêche hautière .....	.....	1 000	.....	1 000
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	867	.....	.....	867
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	800	.....	.....	800
Fonds pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>).....	639	.....	.....	639
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	568	.....	.....	568
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>)	300	.....	.....	300
Fonds consacrés au règlement et à la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador (<i>poste horizontal</i>).....	266	.....	.....	266
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	263	.....	.....	263

PÊCHES ET OCÉANS

Pêches et Océans

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :				
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	252	.....	.....	252
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	.....	100	100
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81	.....	.....	81
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	30	.....	.....	30
Total des postes	147 614	14 500	100	162 214
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	17 065	14 500	.....	31 565
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	.....	100	100
Total partiel	17 065	14 500	100	31 665
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	130 549	.....	.....	130 549

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Gestion des pêches

Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	100 000
--	----------------

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi	266 045 000	.....	48 655 000	314 700 000
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	839 664 000	312 901	5 000 000	844 976 901
	Total du Ministère.....	1 105 709 000	312 901	53 655 000	1 159 676 901
Conseil canadien des relations industrielles					
10	Dépenses du Programme.....	10 344 000	.....	690 000	11 034 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement					
15	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 224 712 000	.....	.....	2 224 712 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					
20	Dépenses du Programme.....	1 665 000	.....	.....	1 665 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
25	Dépenses du Programme.....	3 498 000	.....	50 029	3 548 029
	Total du portefeuille.....	3 345 928 000	312 901	54 395 029	3 400 635 930

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds à l'appui d'une variété de programmes d'emploi dispensés par des organisations autochtones au nom du ministère dans le cadre des Ententes sur le développement des ressources humaines autochtones.....	2 500	22 500	25 000
Fonds pour des activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri.....	.....	20 070	20 070
Fonds visant à encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants et à appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	15 345	214	15 559
Fonds afin d'appuyer le développement du potentiel des communautés, le développement des ressources humaines, la croissance économique et la création d'emplois dans les communautés minoritaires de langue officielle.....	1 615	12 000	13 615
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	13 435	.....	13 435
Fonds pour un projet pilote comprenant des contributions à des consortiums de syndicats et d'employeurs pour du matériel de formation neuf ou mis à niveau, afin de déterminer si les fonds fédéraux peuvent donné lieu à un investissement accru des syndicats et des employeurs en matière de formation.....	466	7 226	7 692
Fonds supplémentaires liés à l'engagement du Canada à l'égard du Programme des Nations Unies pour les établissements humains relativement à la tenue du Forum urbain mondial de 2006, à Vancouver.....	2 195	4 915	7 110
Fonds pour l'amélioration des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux membres des Premières nations habitant sur des réserves (<i>poste horizontal</i>).....	.....	6 768	6 768
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	5 938	.....	5 938
Dépenses de fonctionnement supplémentaires pour permettre au Programme du travail de poursuivre l'amélioration de l'intégrité de l'exécution des activités de base liées au <i>Code canadien du travail</i>	4 421	.....	4 421
Entente de financement avec l'Administration régionale Kativik pour l'établissement de programmes d'emploi pour les Inuits.....	.....	3 025	3 025
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 226	.....	2 226
Fonds à l'appui d'initiatives visant à contrer le racisme (Plan d'action canadien contre le racisme) (<i>poste horizontal</i>).....	1 181	.....	1 181
Fonds visant à créer et à maintenir un portail intégré, complet et national pour l'immigration par l'amélioration du site Web existant Se rendre au Canada.....	946	.....	946
Fonds destinés à une série de mesures coordonnées visant à améliorer les programmes d'apprentissage grâce à une collaboration accrue avec les provinces, les territoires et les intervenants.....	732	.....	732
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	313	313
Total des postes	51 000	77 031	128 031
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	2 345	71 718	74 063
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	313	313
Total partiel	2 345	72 031	74 376
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	48 655	5 000	53 655

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Sans-abri

Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri.....	312 901
---	----------------

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Conseil canadien des relations industrielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des relations industrielles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	404
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	296
Total des postes	700
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	10
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	690

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Financement pour la rénovation et la construction d'unités de logement sur les réserves et la création et l'entretien de terrains à bâtir (<i>poste horizontal</i>)	500
Total des postes	500
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	500
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	.....

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	60
Total des postes	60
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	10
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	50

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus reçus pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère.....	587 356 000	.....	29 751 500	617 107 500
5	Dépenses en capital.....	7 701 000	.....	.....	7 701 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	297 989 000	.....	.....	297 989 000
	Total du Ministère.....	893 046 000	.....	29 751 500	922 797 500
Énergie atomique du Canada limitée					
15	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	98 838 000	47 011 000	13 000 000	158 849 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
20	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	58 713 000	.....	12 321 019	71 034 019
Société de développement du Cap-Breton					
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	56 905 000	.....	.....	56 905 000
Office national de l'énergie					
30	Dépenses du Programme.....	33 341 000	.....	2 241 500	35 582 500
Administration du pipe-line du Nord					
35	Dépenses du Programme.....	1 252 000	.....	.....	1 252 000
	Total du portefeuille.....	1 142 095 000	47 011 000	57 314 019	1 246 420 019

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	23 416
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	9 465
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	3 220
Fonds destinés à l'amélioration de la qualité et de la quantité d'information liée à la cartographie géologique.....	3 100
Fonds consacrés au maintien et à l'expansion de la base de données existante qui sert à fournir aux Canadiens de l'information basée sur la localisation au moyen de l'Internet (Programme GéoConnexions).....	2 828
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	2 577
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 347
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie visant à protéger les ressources naturelles du Canada par la détection précoce de maladies ou d'organismes nuisibles inconnus (Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes) (<i>poste horizontal</i>).....	864
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	655
Fonds pour établir un Bureau d'information sur le prix des produits pétroliers qui fournira des analyses des politiques et répondra aux demandes des médias et du public.....	454
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	453
Fonds pour des activités liées à la perception de droits en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i>	433
Fonds devant servir à effectuer des études de faisabilité ou à y participer, en vue de la création d'une approche de services communs en ce qui a trait aux systèmes et aux services internes du gouvernement sur le plan des finances, des ressources humaines et du matériel (<i>poste horizontal</i>).....	230
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	227
Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan pour le changement climatique du Canada.....	225
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	200
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	155
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	81
Total des postes	50 930
Moins les fonds disponibles :	
À même le Ministère.....	21 178
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	29 752

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Fonds supplémentaires pour la poursuite du développement et l'examen préalable du nouveau réacteur nucléaire avancé CANDU	60 000
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontale</i>)	11
Total des postes	60 011
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement	47 011
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	13 000

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Fonds pour faire face aux demandes actuelles et aux augmentations prévues de la charge de travail en matière de réglementation en raison de la croissance de l'industrie	6 064
Fonds visant à répondre aux demandes accrues pour un examen réglementaire de la conception d'un réacteur nucléaire devant servir à produire de l'énergie	3 115
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	2 015
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontale</i>)	1 197
Total des postes	12 391
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	70
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	12 321

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontale</i>)	1 518
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontale</i>)	844
Total des postes	2 362
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	120
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 242

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1 Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux	1 552 761 475	.....	48 953 551	1 601 715 026
5 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 201 793 555	45 915 000	.....	1 247 708 555
Total du Ministère.....	2 754 555 030	45 915 000	48 953 551	2 849 423 581
Instituts de recherche en santé du Canada				
10 Dépenses de fonctionnement	37 910 000	.....	1 992 083	39 902 083
15 Subventions inscrites au Budget des dépenses	734 660 000	34 320 000	.....	768 980 000
Total de l'organisme	772 570 000	34 320 000	1 992 083	808 882 083
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
20 Dépenses du Programme.....	2 897 000	.....	177 879	3 074 879
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
25 Dépenses du Programme.....	3 848 000	.....	1 233 000	5 081 000
Agence de santé publique du Canada				
30 Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisations de dépenser les revenus pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits.....	234 719 000	.....	59 164 660	293 883 660
35 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	164 009 000	15 415 000	645 000	180 069 000
Total de l'organisme	398 728 000	15 415 000	59 809 660	473 952 660
Total du portefeuille.....	3 932 598 030	95 650 000	112 166 173	4 140 414 203

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Santé demande des fonds pour les postes suivants :			
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	45 915	45 915
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	41 363	.....	41 363
Fonds supplémentaires à l'appui des services de santé des Autochtones à la suite de la rencontre spéciale entre les premiers ministres et les dirigeants autochtones le 13 septembre 2004.....	5 637	19 842	25 479
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	14 147	.....	14 147
Fonds supplémentaires pour des initiatives liées au Plan décennal pour consolider les soins de santé, comme la réduction des temps d'attente, l'intégration des professionnels de la santé formés à l'étranger et l'amélioration des rapports sur le rendement du système de santé à la population canadienne.....	508	10 165	10 673
Fonds pour l'amélioration des programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants destinés aux membres des Premières nations habitant sur des réserves (<i>poste horizontal</i>).....	.....	6 050	6 050
Fonds pour offrir des programmes et des services fédéraux, dont des services de santé, à deux communautés innues du Labrador (Stratégie globale de guérison des Innus du Labrador) (<i>poste horizontal</i>).....	425	3 516	3 941
Fonds visant à assurer la sécurité des produits thérapeutiques, notamment par un renforcement de la surveillance des essais cliniques, par la surveillance des médicaments et des dispositifs médicaux sur le marché et par la mise en œuvre de nouveaux règlements sur les transfusions sanguines et les transplantations d'organes (<i>poste horizontal</i>).....	2 559	.....	2 559
Fonds supplémentaires pour les évaluations des risques pour la santé et les mesures de protection liées à la <i>Loi canadienne sur la protection de l'environnement</i>	1 696	.....	1 696
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>).....	1 067	.....	1 067
Fonds supplémentaires destinés au Programme Accès aux médicaments qui fournit un accès abordable aux produits pharmaceutiques brevetés au Canada pour le traitement du VIH/sida, du paludisme, de la tuberculose et d'autres épidémies, dans les pays les moins développés et les pays en développement.....	658	.....	658
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	642	.....	642
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>).....	233	150	383
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	378	.....	378
Fonds pour le lancement d'une stratégie intégrée de santé publique visant à réduire les effets des maladies chroniques par la promotion de l'adoption d'un mode de vie sain, stratégie accompagnée d'initiatives précises pour combattre le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires (<i>poste horizontal</i>).....	239	.....	239
Fonds pour mener des projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>).....	219	.....	219
Fonds visant à poursuivre la mise en œuvre de plans du gouvernement relativement à la création d'une capacité de recherche et de développement de base dans le domaine de la génomique (<i>poste horizontal</i>).....	158	.....	158
Fonds pour la création d'indicateurs environnementaux ayant trait à la propreté de l'air et de l'eau et aux émissions de gaz à effet de serre et pour l'établissement de rapports (<i>poste horizontal</i>).....	153	.....	153

SANTÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Santé demande des fonds pour les postes suivants :			
Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah (<i>poste horizontal</i>).....	102	.....	102
Fonds pour la prestation de programmes et de services fédéraux, y compris dans le domaine de la santé, à la nation crie O-Pipon-Na-Piwin (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	50	50
Total des postes	70 184	85 688	155 872
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	21 230	39 773	61 003
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	45 915	45 915
Total partiel	21 230	85 688	106 918
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	48 954	.....	48 954

Paielements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>	
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	815 000
Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé.....	15 000 000
	15 815 000
<i>Santé environnementale et sécurité des consommateurs</i>	
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	100 000
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>	
Fonds de transport pour raison médicale du Nunavut	10 200 000
Fonds de transport pour raison médicale des Territoires du Nord-Ouest	3 200 000
Fonds de transport pour raison médicale du Yukon	1 600 000
Gouvernement du Yukon pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires et le secrétariat opérationnel	6 333 333
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 333
Gouvernement du Nunavut pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 334
	30 000 000
Total des paiements de transfert	45 915 000

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10	Crédit 15	Total
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	34 320	34 320
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	1 014	.....	1 014
Fonds pour promouvoir l'avancement social et économique grâce au financement de la recherche, de la diffusion du savoir et de la commercialisation des initiatives (Stimuler la recherche et l'innovation) (<i>poste horizontal</i>).....	500	.....	500
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	374	.....	374
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>).....	164	.....	164
Total des postes	2 052	34 320	36 372
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme.....	60	.....	60
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	34 320	34 320
Total partiel	60	34 320	34 380
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 992	.....	1 992

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Financer la recherche en santé</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	21 321 000
<i>Financer les chercheurs en santé et les stagiaires</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	4 159 000
<i>Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	2 936 000
<i>Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	351 000
<i>Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	117 000
<i>Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	3 585 000
<i>Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes</i>	
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	1 851 000
Total des paiements de transfert	34 320 000

SANTÉ

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 20</u>
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	94
Fonds pour rembourser les droits versés au cours des années précédentes par des entreprises qui ont retiré depuis leur demande d'exemption aux exigences réglementaires du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail	84
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	178

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 25</u>
Fonds pour des travaux liés au Système national d'information sur l'utilisation des médicaments prescrits et pour la présentation d'information sur le prix des médicaments non brevetés au Canada dans le cadre de la Stratégie nationale relative aux produits pharmaceutiques	1 233

SANTÉ

Agence de santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 30</u>	<u>Crédit 35</u>	<u>Total</u>
L'Agence de santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds consacrés à l'amélioration de la capacité à détecter une pandémie de grippe ou un épisode de grippe aviaire éventuels et à réagir en conséquence, notamment par la prise de mesures de protection civile, la constitution de réserves d'antiviraux et la mise en place de technologies permettant la création rapide de vaccins (<i>poste horizontal</i>).....	28 251	.....	28 251
Subventions provenant du crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement, avant l'émission des mandats spéciaux du gouverneur général (voir la section des paiements de transfert).....	.....	15 415	15 415
Fonds pour le lancement d'une stratégie intégrée de santé publique visant à réduire les effets des maladies chroniques par la promotion de l'adoption d'un mode de vie sain, stratégie accompagnée d'initiatives précises pour combattre le diabète, le cancer et les maladies cardiovasculaires (<i>poste horizontal</i>)	14 000	.....	14 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	8 524	.....	8 524
Prolongation d'une année du Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C	4 031	1 200	5 231
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	4 300	.....	4 300
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	3 095	600	3 695
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)	744	.....	744
Fonds visant à assurer la sécurité des produits thérapeutiques, notamment par un renforcement de la surveillance des essais cliniques, par la surveillance des médicaments et des dispositifs médicaux sur le marché et par la mise en œuvre de nouveaux règlements sur les transfusions sanguines et les transplantations d'organes (<i>poste horizontal</i>)	183	200	383
Total des postes	63 128	17 415	80 543
Moins les fonds disponibles :			
À même le Ministère.....	3 963	1 355	5 318
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	.....	15 415	15 415
Total partiel	3 963	16 770	20 733
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	59 165	645	59 810

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Santé de la population et santé publique</i>		
Subvention à la Fondation Terry Fox de recherche sur le cancer en reconnaissance du 25 ^e anniversaire de la fin du Marathon de l'espoir Terry Fox.....		10 000 000
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche		5 415 000
Total des paiements de transfert		15 415 000

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits	
Ministère					
1	Dépenses de fonctionnement	86 220 000	.....	43 983 063	130 203 063
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	335 437 000	.....	.....	335 437 000
	Total du Ministère.....	421 657 000	.....	43 983 063	465 640 063
Agence des services frontaliers du Canada					
10	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence.....	863 931 000	.....	180 000 000	1 043 931 000
15	Dépenses en capital.....	32 297 000	.....	.....	32 297 000
	Total de l'organisme	896 228 000	.....	180 000 000	1 076 228 000
Centre canadien des armes à feu					
20	Dépenses de fonctionnement, excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement.....	49 564 000	.....	.....	49 564 000
25	Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	14 550 000	.....	.....	14 550 000
30	Contributions	14 000 000	.....	.....	14 000 000
	Total de l'organisme	78 114 000	.....	.....	78 114 000
Service canadien du renseignement de sécurité					
35	Dépenses du Programme.....	259 097 000	.....	63 387 650	322 484 650

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Service correctionnel				
40	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et			
	<i>a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;</i>			
	<i>b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;</i>			
	<i>c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;</i>			
	<i>d) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements</i>	1 296 512 000	.....	92 278 603
45	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital, y compris les paiements :			1 388 790 603
	<i>a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;</i>			
	<i>b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations</i>	138 217 000	.....	.....
	Total de l'organisme	1 434 729 000	.....	92 278 603
				1 527 007 603
Commission nationale des libérations conditionnelles				
50	Dépenses du Programme.....	27 506 000	3 365 367	7 674 000
				38 545 367
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
55	Dépenses du Programme et contributions.....	115 095 000	.....	30 514 780
				145 609 780
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
60	Dépenses du Programme.....	2 558 000	.....	354 900
				2 912 900

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Gendarmerie royale du Canada				
65 Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	1 258 951 000	.....	236 482 089	1 495 433 089
70 Application de la loi – Dépenses en capital	197 988 000	.....	5 559 373	203 547 373
75 Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	43 645 880	.....	.....	43 645 880
Total de l'organisme	1 500 584 880	.....	242 041 462	1 742 626 342
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
80 Dépenses du Programme.....	772 000	55 450	.....	827 450
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
85 Dépenses du Programme.....	4 164 000	1 418 254	284 969	5 867 223
Total du portefeuille.....	4 740 504 880	4 839 071	660 519 427	5 405 863 378

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :	
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	12 569
Rajustement à la contribution du ministère pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement en raison des besoins croissants en matière de sécurité.....	9 664
Fonds consacrés à des initiatives visant à fournir aux communautés des mécanismes, des connaissances et du soutien pour améliorer la sécurité communautaire et la prévention du crime au niveau local (Stratégie nationale pour la prévention du crime) (<i>poste horizontal</i>)	6 634
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	5 096
Fonds pour la tenue au Canada de la première rencontre des parties au Protocole de Kyoto, conjointement avec la onzième séance de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (<i>poste horizontal</i>)	4 000
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	2 423
Fonds pour examiner le dossier de l'attentat à la bombe perpétré contre l'avion d'Air India, pour l'érection d'un monument commémoratif permanent à la mémoire des victimes et pour couvrir les frais de voyage de la délégation, composée des membres des familles des victimes de la tragédie et de représentants du gouvernement, qui a participé aux cérémonies de commémoration du 20 ^e anniversaire qui ont eu lieu à Cork, en Irlande.....	1 500
Fonds pour entreprendre une étude de faisabilité et les activités connexes relativement à l'évaluation d'un mécanisme d'acquisition et de comparaison des données sur les passagers aériens	1 000
Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants (<i>poste horizontal</i>)	779
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques (<i>poste horizontal</i>)	130
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>)	100
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	88
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)	80
Total des postes	44 063
Moins les fonds disponibles :	
À même le Ministère.....	80
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	43 983

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 10
L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Fonds consacrés à l'augmentation de la capacité opérationnelle afin d'améliorer la sécurité à la frontière.....	65 817
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	38 023
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	35 000
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	34 524
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	5 848
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	1 563
Fonds destinés à la mise à niveau du Système automatisé de surveillance à la ligne d'inspection primaire, utilisé pour vérifier les plaques d'immatriculation des véhicules automobiles qui entrent en territoire canadien.....	1 110
Fonds pour des programmes qui soutiennent de façon continue des initiatives visant à accélérer la circulation à la frontière de marchandises à faible risque (Initiatives de modernisation des douanes à la frontière).....	369
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>).....	226
Total des postes	182 480
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	2 480
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	180 000

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 35
Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :	
Coûts de fonctionnement supplémentaires.....	53 898
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	9 490
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	63 388

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 40
Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :	
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	54 274
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	30 162
Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants (<i>poste horizontal</i>)	3 292
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>)	1 990
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	1 581
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	1 116
Fonds pour les établissements correctionnels fédéraux au Nouveau-Brunswick qui logent des délinquants provinciaux	1 000
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>).....	885
Fonds pour la conception d'un nouveau système afin d'accroître la capacité à évaluer la qualité des soins et d'améliorer le partage des renseignements médicaux des délinquants entre diverses unités internes de services de santé et les intervenants de la santé.....	445
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	67
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	50
Total des postes	94 862
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	2 583
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	92 279

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 50
Fonds supplémentaires à l'appui du programme relatif à la mise en liberté sous condition, du traitement des demandes de réhabilitation, des pratiques de gestion de l'organisme et de l'utilisation stratégique des technologies de l'information	5 974
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 772
Fonds pour améliorer le processus de réinsertion sociale des délinquants (<i>poste horizontal</i>)	1 287
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 071
Fonds pour combler les besoins croissants en matière d'aménagement et de locaux attribuables à l'augmentation de l'effectif qui, elle, est rendue nécessaire en raison de la nature de plus en plus complexe des dossiers des délinquants	492
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>)	454
Financement pour préparer, prendre et superviser les décisions relatives aux libérations conditionnelles.....	19
Total des postes	11 069
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	30
Crédit 10 du CT – Initiatives pangouvernementales.....	3 365
Total partiel	3 395
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	7 674

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 55
Fonds supplémentaires pour le règlement des demandes de réparation concernant les pensionnats autochtones	27 500
Paiements de règlements à d'anciens élèves des pensionnats indiens âgés de plus de 65 ans, avant l'entente d'un règlement extrajudiciaire de plus grande portée relativement au recours collectif des pensionnats autochtones	22 500
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	377
Total des postes	50 377
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme.....	19 862
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	30 515

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 60
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	147
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	128
Fonds liés aux répercussions financières des modifications apportées à la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , afin d'améliorer la sécurité dans les communautés et de mieux répondre aux besoins des victimes (<i>poste horizontal</i>)	80
Total des postes	355

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 65	Crédit 70	Total
La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	96 780	.....	96 780
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	60 158	.....	60 158
Fonds visant à combler le manque à gagner relatif aux frais engendrés par la prestation de services de police contractuelle.....	57 577	2 385	59 962
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	21 150	16 060	37 210
Fonds pour assurer la protection et la sécurité du public par l'interception légale de communications privées, et l'examen et la saisie d'information ou de fichiers informatiques(<i>poste horizontal</i>).....	14 378	.....	14 378
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)....	13 300	215	13 515
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	7 444	119	7 563
Construction d'installations d'entraînement au Polygone de Connaught.....	.....	4 000	4 000
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>).....	2 148	.....	2 148
Fonds servant à réduire le nombre de demandes d'immigration et de citoyenneté en souffrance et à appuyer un programme permettant aux étudiants étrangers de travailler hors campus (<i>poste horizontal</i>).....	1 875	.....	1 875
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	1 196	.....	1 196
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	845	845
Fonds consacrés à des initiatives visant à fournir aux communautés des mécanismes, des connaissances et du soutien pour améliorer la sécurité communautaire et la prévention du crime au niveau local (Stratégie nationale pour la prévention du crime) (<i>poste horizontal</i>).....	645	.....	645
Fonds pour appuyer les efforts du Canada qui doit prendre des mesures concernant les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres actes répréhensibles (Stratégie du Canada en matière de crimes de guerre) (<i>poste horizontal</i>).....	620	.....	620
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	563	.....	563
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	232	.....	232
Fonds provisoires à la suite de la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> afin d'appuyer la recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	210	.....	210
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation..	162	.....	162
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	31	.....	31
Total des postes	278 469	23 624	302 093
Moins les fonds disponibles :			
À même l'organisme.....	41 987	18 065	60 052
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	236 482	5 559	242 041

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 80
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	38
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	17
Total des postes	55
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	55
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	.....

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 85
Fonds consacrés à une enquête d'intérêt public relative à des plaintes contre la GRC, qui porte sur l'enquête de la GRC sur des allégations d'agressions sexuelles qui auraient eu lieu au centre de formation de Kingsclear	995
Fonds pour l'amélioration des capacités dans le domaine des communications, de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines	263
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	209
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	153
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	50
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>)	33
Total des postes	1 703
Moins les fonds disponibles :	
Crédit 5 du CT – Éventualités du gouvernement.....	1 166
Crédit 10 du CT – Initiatives pangouvernementales.....	252
Total partiel	1 418
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	285

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Ministère				
1				
Dépenses de fonctionnement et				
a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;				
b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;				
	232 760 000	.....	59 111 000	291 871 000
5				
Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés				
	74 790 000	.....	.....	74 790 000
10				
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions				
	417 299 000	.....	12 327 000	429 626 000
15				
Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....				
	32 188 000	.....	.....	32 188 000
20				
Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :				
a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;				
b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....				
	56 533 000	2 598 000	11 102 000	70 233 000
25				
Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>				
	169 001 000	.....	.....	169 001 000
30				
Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
	438 400 000	.....	.....	438 400 000
	1 420 971 000	2 598 000	82 540 000	1 506 109 000
Office des transports du Canada				
35				
Dépenses du Programme.....				
	20 971 000	.....	3 765 760	24 736 760
Tribunal d'appel des transports du Canada				
40				
Dépenses du Programme.....				
	1 173 000	.....	63 200	1 236 200
	1 443 115 000	2 598 000	86 368 960	1 532 081 960

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 20	Total
Transports demande des fonds pour les postes suivants :				
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	20 744	.....	.....	20 744
Fonds destinés à plusieurs lignes de chemin de fer régionales et éloignées de transport ferroviaire voyageurs dans tout le Canada..	.....	19 200	.....	19 200
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>).....	18 776	.....	.....	18 776
Augmentation des versements à Marine Atlantique S.C.C. pour les besoins de fonctionnement.....	.....	.....	13 700	13 700
Fonds supplémentaires pour la cession des ports à des intérêts locaux	.....	12 327	.....	12 327
Fonds supplémentaires pour appuyer des projets d'infrastructure routière dans la région de l'Outaouais .....	.....	7 573	.....	7 573
Fonds pour compenser la diminution des revenus provenant de la location d'aéroport à la suite de la transition à la nouvelle formule de calcul des loyers des aéroports et la remise des autres paiements liés aux biens immobiliers des administrations aéroportuaires.....	7 300	.....	.....	7 300
Fonds liés au transfert de responsabilité en matière de services de navigation aérienne, afin de satisfaire aux obligations juridiques et contractuelles relatives à la commercialisation et d'assumer les coûts de l'assainissement de l'environnement.....	5 622	.....	.....	5 622
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	4 994	.....	.....	4 994
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>)	4 617	.....	.....	4 617
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 953	.....	.....	1 953
Fonds visant à augmenter la capacité fédérale et régionale et la capacité scientifique dans le contexte du projet du gazoduc de la vallée du Mackenzie et de l'exploitation des ressources connexes (projet gazier Mackenzie) (<i>poste horizontal</i>).....	1 869	.....	.....	1 869
Fonds consacrés au développement durable et à la gestion des océans au Canada (Plan d'action pour les océans) (<i>poste horizontal</i>).....	1 670	.....	.....	1 670
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	689	.....	.....	689
Financement pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)..	680	.....	.....	680
Fonds destinés à la réforme et à la modernisation du système de réglementation du Canada afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et de favoriser l'innovation et la croissance des entreprises (<i>poste horizontal</i>).....	162	.....	.....	162
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	90	.....	.....	90
Total des postes	69 166	39 100	13 700	121 966
Moins les fonds disponibles :				
À même le Ministère.....	10 055	26 773	.....	36 828
Crédit 5 du CT – Événualités du gouvernement.....	.....	.....	2 598	2 598
Total partiel	10 055	26 773	2 598	39 426
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	59 111	12 327	11 102	82 540

TRANSPORTS

Office des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Fonds pour le soutien apporté au Commissaire aux plaintes relatives au transport aérien de même qu'à la fonction d'établissement des prix et des tarifs	1 365
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	1 313
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	1 061
Fonds supplémentaires consacrés aux services de communication	47
Total des postes	3 786
Moins les fonds disponibles :	
À même l'organisme	20
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 766

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	59
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	4
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	63

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budget des dépenses précédent	Affectation provenant des crédits du CT	Mandats spéciaux	Total des crédits
Travaux publics et Services gouvernementaux				
1 Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	2 080 968 253	.....	181 751 553	2 262 719 806
5 Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	327 924 000	.....	.....	327 924 000
10 Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	7 632 000	.....	2 453 000	10 085 000
Total du portefeuille.....	2 416 524 253	.....	184 204 553	2 600 728 806

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	130 942	.....	.....	130 942
Fonds pour la poursuite de projets approuvés compris dans la vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire	21 000	22 900	.....	43 900
Montant compensatoire pour rajustements salariaux (<i>poste horizontal</i>)	39 974	.....	.....	39 974
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	37 961	.....	.....	37 961
Report du budget de fonds en capital pour la construction de l'Édifice Bel-Air (Montréal) et l'Édifice du gouvernement du Canada (Charlottetown) .....	.....	15 200	.....	15 200
Fonds à l'appui du projet de réforme visant à transformer le processus d'achat du gouvernement	12 100	.....	.....	12 100
Fonds à l'appui de la capacité du ministère d'assurer la prestation de services communs au grand public et au gouvernement du Canada en général	11 900	.....	.....	11 900
Fonds à l'appui de la mise au point d'un nouveau modèle de services de base liés au Service électronique d'appels d'offres du gouvernement	6 780	.....	.....	6 780
Fonds destinés à la rénovation, à l'expansion et au réaménagement du 100, rue Wellington à Ottawa (Ontario) afin d'héberger le Musée du portrait du Canada (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	6 000	.....	6 000
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>)	5 709	.....	.....	5 709
Fonds pour la préparation et l'aménagement des quartiers généraux de Bibliothèque et Archives du Canada	5 000	.....	.....	5 000
Fonds consacrés à l'étape de validation de principe afin d'offrir un service de marché en ligne qui permettra aux utilisateurs autorisés du gouvernement de choisir et d'acheter des produits et des services, d'effectuer les paiements requis et de réaliser des transactions connexes par voie électronique (Marché en direct du gouvernement du Canada)	5 000	.....	.....	5 000
Fonds servant à la diffusion d'information aux Canadiens au sujet de l'ensemble des priorités, des programmes et des services du gouvernement du Canada au moyen de la participation au Programme des expositions du gouvernement du Canada et au Programme des expositions rurales (<i>poste horizontal</i>)	4 635	.....	.....	4 635
Cession du Parc Portuaire de Trois-Rivières à Trois-Rivières (Québec) .....	.....	.....	3 623	3 623
Fonds pour la reconstruction du barrage Laniel à Laniel (Québec) .....	.....	3 345	.....	3 345
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>)	2 049	.....	.....	2 049
Fonds pour la mise en place d'un site de sauvegarde et de reconstitution après sinistre à l'appui des systèmes de gestion bancaire, de paiement, de comptabilité et de rémunération essentiels à la mission du gouvernement	2 029	.....	.....	2 029
Fonds pour les frais administratifs liés à des paiements uniques accordés pour les coûts de l'énergie aux personnes âgées à faible revenu et aux familles ayant des enfants (<i>poste horizontal</i>)	1 564	.....	.....	1 564
Fonds visant à saisir les produits de la criminalité d'entités ciblées du crime organisé (Initiative intégrée de contrôle des produits de la criminalité) (<i>poste horizontal</i>)	1 412	.....	.....	1 412
Fonds pour des projets de réforme de la classification des emplois au sein de la fonction publique fédérale (<i>poste horizontal</i>)	995	.....	.....	995
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	979	.....	979

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	784	.....	.....	784
Fonds pour mettre en œuvre le Régime québécois d'assurance parentale et modifier les exigences du régime d'assurance-emploi dans les Systèmes de traitement de la paie de la fonction publique et applications Web.....	770	.....	.....	770
Fonds pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (<i>poste horizontal</i>).....	750	.....	.....	750
Fonds consacrés à la préparation et à la mise en application des modifications apportées au logiciel des Systèmes de traitement de la paie de la fonction publique.....	513	.....	.....	513
Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne.	448	.....	.....	448
Fonds pour les augmentations des coûts de fonctionnement liées à la fonction de trésorerie du receveur général.....	333	.....	.....	333
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	225	.....	.....	225
Fonds à l'appui de projets d'équité en matière d'emploi pour augmenter la représentation, dans la fonction publique fédérale, de groupes désignés, notamment les minorités visibles, les Autochtones et les personnes handicapées (<i>poste horizontal</i>).....	168	.....	.....	168
Total des postes	293 041	48 424	3 623	345 088
Moins les fonds disponibles : À même le Ministère.....	111 289	48 424	1 170	160 883
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	181 752	.....	2 453	184 205

Section 3

Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2006-2007

Section 3 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2006-2007

Introduction

Un quatrième et dernier mandat spécial a été établi le 1^{er} avril 2006 pour couvrir les opérations de base du gouvernement au cours des 45 premiers jours de l'exercice 2006-2007.

La période de 45 jours a permis au Parlement d'avoir assez de temps, après son retour le 3 avril 2006, pour s'occuper des procédures normales d'affectation de crédits, comme le dépôt du Budget principal des dépenses de 2006-2007 et l'introduction et l'adoption de mesures provisoires de crédit.

En tout, le mandat spécial s'élève à 11,5 milliards de dollars, soit 17,4 p. 100 du total des crédits votés dans le Budget principal des dépenses déposé en 2005-2006. Cette somme est compatible avec les besoins de crédits provisoires normaux approuvés par le Parlement pour les trois premiers mois d'un exercice. Quelque 31 p. 100 des organisations totalisent 63 p. 100 de tous les mandats spéciaux qui ont été établis, le ministère de la Défense nationale ayant reçu la plus grande partie d'entre eux.

Portefeuille	Total du mandat spécial (MM\$)	% du total
Défense nationale (3 organisations)	3 031,9	26,4
Affaires indiennes et du Nord canadien (3 organisations)	1 189,8	10,4
Ressources humaines et Développement des compétences (6 organisations)	933,2	8,1
Sécurité publique et Protection civile (10 organisations)	901,7	7,9
Industrie (10 organisations)	625,0	5,4
Affaires étrangères et Commerce international (7 organisations)	583,7	5,1
Total partiel	7 265,3	63,3
Autres (83 organisations)	4 204,9	36,7
Total (122 organisations)	11 470,2	100,0

Processus

Autorisations de dépenser :

Outre l'autorisation de dépenser, une loi de crédits accorde aux organisations d'autres autorisations spécifiques périmées à la fin d'un exercice. Le renouvellement annuel de ces autorisations sera impossible en 2006-2007 tant que le Parlement n'aura pas approuvé la première loi de crédits pour l'exercice (autrement dit le projet de loi de crédits provisoires pour cet exercice), qui prévoit des autorisations concernant :

- la réaffectation des recettes;
- les dépenses recouvrables;
- la renonciation aux dettes ou leur radiation;
- les prêts ou les garanties.

En outre, comme le Parlement autorise le versement de subventions (telles qu'énumérées tous les ans dans le budget des dépenses), le gouvernement n'aurait pas l'occasion de les approuver à compter du 1^{er} avril 2006.

Toutefois, de nombreux paiements de subventions sont sous forme de paiements de soutien pour assurer le maintien des programmes permanents et, dans certains cas, pour que le gouvernement puisse s'acquitter d'une obligation légale de paiement (même partiel) dans les 45 premiers jours de l'exercice 2006-2007. Il s'agit par exemple de paiements dans les domaines suivants :

Section 3 – Établissement de mandats spéciaux en 2006-2007

- aide internationale;
- revendications autochtones;
- recherche et développement en santé (c.-à-d. sécurité et efficacité des produits sanguins);
- ententes fédérales-provinciales (p. ex. l'Accord Canada-Québec sur l'immigration).

Il existe des précédents pour le versement de subventions à même des mandats spéciaux dans des situations analogues (c.-à-d. en 1980 et en 1990), quand les paiements devaient être effectués pour assurer le maintien des programmes de subvention de base et les autres programmes permanents du genre, au début d'un exercice.

Par conséquent, les organisations ont été avisées :

- de s'efforcer tout particulièrement de veiller à ce que les paiements sous forme de subvention pouvant raisonnablement être reportés jusqu'à ce que le Parlement ait eu la possibilité de voter une loi de crédits ne soient pas inclus dans les mandats spéciaux;
- de n'inclure dans le mandat spécial que les subventions pouvant être prouvées nécessaires comme paiement de soutien pour les programmes permanents et déjà prévues dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006.

Il s'ensuit que les paiements de subventions à verser correspondant à de nouveaux programmes pour l'exercice 2006-2007 (ou les augmentations des subventions figurant dans le Budget principal des dépenses de 2005-2006) ont été exclus des mandats spéciaux, à moins d'autorisation distincte du gouverneur en conseil. Dans ces circonstances, les paiements seraient approuvés comme paiements à titre gracieux et seraient des dépenses de fonctionnement et non des paiements de subventions. Le seul exemple d'une telle situation est celui du paiement relatif aux pensions d'invalidité des anciens combattants, à Anciens combattants.

Les pages consacrées aux organisations présentent toutes les subventions à verser d'urgence pour la période de 45 jours du 1^{er} avril au 15 mai 2006.

Exigences en matière de crédits provisoires :

En outre, on a informé les organisations que leurs demandes devaient être conformes à leurs exigences normales en matière de crédits provisoires. On s'attendrait donc à des besoins correspondant à environ 12,5 p. 100 des crédits votés dans le budget principal des dépenses (45 jours équivalant à 12,5 p. 100 de l'exercice). C'est ce qui s'est passé dans l'ensemble, à quelques exceptions près, par exemple pour les organisations qui doivent :

- combler des besoins en capital, qui sont de nature contractuelle ou saisonnière, et nécessitant des paiements dans les premières semaines de l'exercice;
- verser la totalité ou une tranche de leurs subventions ou contributions le 1^{er} avril, quand elles ont l'obligation légale de verser un paiement forfaitaire unique; ou
- effectuer des paiements au début de chaque mois.

En outre, deux autres facteurs influent sur l'importance des mandats spéciaux, le premier relatif à l'autorisation de réaffectation des recettes et l'autre, aux engagements.

Autorisations de réaffectations des recettes :

L'autorisation de réaffectation des recettes est prévue annuellement, pour la plupart des organisations, dans le libellé des crédits d'une organisation et approuvé par l'adoption de la loi de crédits. Cette autorisation permet à l'organisation qui perçoit des recettes directement de les réaffecter à ses opérations de base. Dans certains cas, il s'ensuit donc que les crédits affectés par le Parlement ne correspondent qu'à une fraction des besoins de

Section 3 – Établissement de mandats spéciaux du gouverneur général en 2006-2007

fonctionnement totaux ou bruts de l'organisation. Dans d'autres cas, l'organisation ne puise absolument pas dans des crédits qui lui seraient affectés, puisqu'elle est entièrement tributaire des recettes qu'elle perçoit. Toutefois, tant que le Parlement n'aura pas adopté une loi de crédits pour 2006-2007, les organisations qui dépendent d'une loi de crédits pour obtenir cette autorisation n'auront pas l'autorisation de réaffecter les recettes perçues dans cet exercice, de sorte qu'on leur a enjoint de couvrir leurs besoins de fonctionnement bruts grâce à des mandats spéciaux. Les sommes avancées à même ces mandats seront recouvrées une fois que les affectations de crédits totales auront été approuvées.

Engagements contractuels :

L'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* prévoit la réglementation des engagements. Le paragraphe 32(1) oblige les organisations à ne pas passer de marchés ni d'autres engagements prévoyant un paiement au cours d'un exercice à moins que le solde disponible non grevé du crédit (ou du poste du budget principal des dépenses déposé) ne soit suffisant. En outre, et bien que le paragraphe 32(2) oblige les organisations à mettre en œuvre des méthodes de contrôle des engagements imputables sur un crédit, dans le cadre du régime des mandats spéciaux, le seul mécanisme de contrôle qu'exige le paragraphe 32(1) s'applique aux nouveaux marchés conclus le 1^{er} avril ou après mais non avant cette date. Il n'est donc pas nécessaire d'inclure les engagements contractuels conclus avant le 1^{er} avril dans le mandat spécial établi.

Ce principe est illustré par les exemples suivants :

- si l'organisation a conclu le 1^{er} avril 2006 un marché l'obligeant à payer 1 million de dollars par mois pour les 24 mois suivants, le mandat spécial doit légalement être suffisant pour couvrir les engagements de l'exercice 2006-2007, soit 12 millions de dollars; par contre,
- si l'organisation a conclu le 1^{er} avril 2005 un marché l'obligeant à payer 1 million de dollars par mois pendant 24 mois, le mandat spécial n'est pas légalement tenu de couvrir d'autres engagements pour ce poste que les deux mensualités payables au cours de la période de 45 jours, soit 2 millions de dollars.

Comme le mandat spécial doit donc être suffisant pour couvrir la partie des engagements contractuels conclus entre le 1^{er} avril et le 15 mai 2006, les montants qui ont été réclamés par certaines organisations s'en sont ressentis, particulièrement lorsqu'elles concluent normalement de nombreux marchés au début d'un exercice, une fois le budget principal des dépenses déposé (p. ex. le ministère de la Défense nationale). Toutefois, afin de minimiser l'incidence de ce facteur sur les mandats spéciaux, les organisations se sont fait demander de ne pas conclure de nouveaux engagements contractuels avant que le Budget principal des dépenses de 2006-2007 ne soit déposé à la Chambre des communes.

Changements de l'appareil gouvernemental :

Le quatrième mandat spécial reflète aussi les changements de l'appareil gouvernemental annoncés le 6 février 2006, même si certains d'entre eux ne se refléteront pas dans le budget des dépenses que plus tard cette année en raison de leur complexité et de la nécessité de mener à bien le transfert des ressources. Puisque le ministre compétent doit attester de l'urgence du paiement, c'est le ministère intéressé qui doit produire une estimation de ses besoins de trésorerie, plutôt que l'organisation d'origine, conformément au budget principal des dépenses. En outre, même si les numéros des crédits peuvent avoir été attribués aux paiements figurant dans cette section, ils n'ont aucune signification légale et n'y figurent que par souci d'uniformité et de respect de la séquence. On en a deux exemples dans ce rapport, le premier celui des paiements pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto, relevant du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, et l'autre celui des sommes allant au Bureau du directeur des lobbyistes, un nouvel organisme distinct dans le portefeuille du Conseil du Trésor.

Enfin, en raison de la nature du crédit 5 du CT, qui a pour objet de couvrir les éventualités, aucun mandat spécial n'a été prévu à cette fin, ni d'ailleurs pour couvrir les besoins généralement assurés grâce au crédit 10 du CT. En cas

Section 3 – Établissement de mandats spéciaux en 2006-2007

d'imprévu avant l'autorisation de crédits provisoires, le Parlement va donc être obligé d'adopter d'autres mesures pour gérer les urgences.

Résumé

Le quatrième et dernier mandat spécial totalisait 11,5 milliards de dollars. Le tableau suivant est un aperçu par organisation de tous les fonds affectés grâce à des mandats spéciaux pour cette période. Ce tableau est suivi de pages consacrées aux diverses organisations, avec des précisions sur leurs besoins de dépenses. Comme nous l'avons déjà souligné, l'information présentée dans cette section est structurée comme dans le budget principal des dépenses, les renseignements étant ventilés par activité de programme.

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	144 900 000
Dépenses en capital	5	28 900 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	62 200 000
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) – Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	15	19 500 000
Corporation commerciale canadienne		
Dépenses du Programme	25	1 996 125
Agence canadienne de développement international		
Dépenses de fonctionnement.....	30	21 400 000
Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses	35	269 207 439
Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi pour le fonds canadien en faveur de l'Afrique</i>	L50	18 000 000
Centre de recherches pour le développement international		
Versements au Centre de recherches pour le développement international	55	16 637 000
Commission mixte internationale		
Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	60	660 250
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
Dépenses du Programme	65	348 625
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère		
Dépenses de fonctionnement et dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral.....	1	100 000 000
Dépenses en capital et dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	5	1 250 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	1 078 178 946
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement.....	20	850 000
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	25	8 500 000
Commission canadienne des affaires polaires		
Dépenses du Programme	40	150 000
Commission des revendications particulières des Indiens		
Dépenses du Programme	45	863 033
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
Dépenses de fonctionnement.....	1	6 500 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	11 000 000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	7 900 000
Contributions	5	13 966 530
Société d'expansion du Cap-Breton		
Paievements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	10	536 000
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
Ministère		
Dépenses de programme y compris les contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1	445 704 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

Ministère ou organisme Description	(dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
PORTFEUILLE			
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	125 966 999
Dépenses en capital		5	3 050 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		10	58 882 000
Commission canadienne du lait			
Dépenses du Programme		25	439 125
Agence canadienne d'inspection des aliments			
Dépenses de fonctionnement.....		30	67 175 125
Dépenses en capital		35	1 840 500
Commission canadienne des grains			
Dépenses du Programme		40	4 488 000
ANCIENS COMBATTANTS			
Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics		1	125 600 000
Dépenses en capital		5	5 326 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		10	338 755 918
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du fonctionnement.....		15	1 250 000
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	57 002 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		5	90 036 500
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			
Dépenses du Programme		10	12 900 000
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat			
Dépenses du Programme		1	18 831 125
Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor		20	207 975 000
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto		22	28 677 000
École de la fonction publique du Canada			
Dépenses du Programme		25	10 580 125
Bureau du directeur des lobbyistes			
Dépenses du Programme		27	300 000
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada			
Dépenses du Programme		30	8 000 000
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère			
Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....		1	16 105 000
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
Dépenses du Programme		5	747 250
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			
Dépenses du Programme		10	2 850 000
Directeur général des élections			
Dépenses du Programme		15	2 646 740
Commissaire aux langues officielles			
Dépenses du Programme		20	2 126 000
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
Dépenses du Programme		25	200 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

Ministère ou organisme Description	(dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
PORTFEUILLE			
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	2 788 953 250
Dépenses en capital		5	240 000 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses, et contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de défense		10	1 820 430
Comité des griefs des Forces canadiennes			
Dépenses du Programme		15	724 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			
Dépenses du Programme		20	389 875
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN			
Dépenses de fonctionnement.....		1	5 900 000
Contributions		5	25 000 000
ENVIRONNEMENT			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau		1	93 800 000
Dépenses en capital		5	4 600 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		10	12 800 000
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Dépenses du Programme et contributions		20	3 250 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			
Dépenses du Programme		25	582 164
Agence Parcs Canada			
Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières.....		30	42 750 603
FINANCES			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	15 522 497
Contributions		5	13 750 000
Vérificateur général			
Dépenses du Programme		20	8 115 000
Tribunal canadien du commerce extérieur			
Dépenses du Programme		25	1 076 125
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			
Dépenses du Programme		30	3 513 750
GOUVERNEUR GÉNÉRAL			
Dépenses du Programme et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général		1	2 049 000
INDUSTRIE			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	80 149 600
Dépenses en capital		5	3 210 250
Contributions		10	59 120 000
Agence spatiale canadienne			
Dépenses de fonctionnement.....		25	28 946 060
Dépenses en capital		30	14 062 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses		35	220 000
Commission canadienne du tourisme			
Dépenses du Programme		40	8 000 000
Tribunal de la concurrence			
Dépenses du Programme		45	195 000
Commission du droit d'auteur			
Dépenses du Programme		50	284 250

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

Ministère ou organisme Description	(dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
PORTEFEUILLE			
INDUSTRIE (suite)			
Conseil national de recherches du Canada			
Dépenses de fonctionnement.....		55	49 721 091
Dépenses en capital		60	2 236 984
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		65	32 583 750
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
Dépenses de fonctionnement.....		70	3 400 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses		75	130 000 000
Conseil de recherches en sciences humaines			
Dépenses de fonctionnement.....		80	2 100 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses		85	84 000 000
Conseil canadien des normes			
Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		90	941 125
Statistique Canada			
Dépenses du Programme		95	125 837 000
JUSTICE			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	70 000 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		5	2 930 000
Commission canadienne des droits de la personne			
Dépenses du Programme		10	2 589 583
Tribunal canadien des droits de la personne			
Dépenses du Programme		15	498 000
Commissaire à la magistrature fédérale			
Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>		20	953 625
Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement		25	198 625
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Dépenses du Programme		30	8 491 501
Commission du droit du Canada			
Dépenses du Programme		35	327 500
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme		40	898 500
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme		45	1 760 000
Cour suprême du Canada			
Dépenses du Programme		50	2 598 875
PARLEMENT			
Sénat			
Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs.....		1	6 702 000
Chambre des communes			
Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés		5	32 035 107
Bibliothèque du Parlement			
Dépenses du Programme		10	4 945 600
Commissariat à l'éthique			
Dépenses du programme		15	749 300
Conseiller sénatorial en éthique			
Dépenses du Programme		20	104 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

PORTEFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	31 437 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	129 992 519
Conseil des Arts du Canada		
Paielements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	15	40 000 000
Société Radio-Canada		
Paielements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service radiodiffusion.....	20	202 250 000
Paielements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service radiodiffusion.....	30	12 750 000
Musée canadien des civilisations		
Paielements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital....	35	4 750 000
Musée canadien de la nature		
Paielements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	40	7 393 125
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Dépenses du Programme	45	4 903 000
Bibliothèque et Archives du Canada		
Dépenses du Programme	50	11 639 251
Société du Centre national des Arts		
Paielements à la Société du Centre national des Arts	55	8 233 000
Commission des champs de bataille nationaux		
Dépenses du Programme	60	2 542 205
Office national du film		
Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement	65	6 000 000
Musée des beaux-arts du Canada		
Paielements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital....	70	4 827 000
Paielement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	75	1 000 000
Musée national des sciences et de la technologie		
Paielements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	80	3 197 125
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		
Dépenses du Programme	85	49 615 000
Contributions	90	750 000
Commission de la fonction publique		
Dépenses du Programme	95	12 191 000
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Dépenses du Programme	100	1 421 625
Tribunal de la dotation de la fonction publique		
Dépenses du Programme	105	471 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice		
Dépenses de fonctionnement.....	110	1 436 187
Subventions inscrites au Budget des dépenses	115	1 662 317
Paielement en contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada – Initiative Soeurs d'esprit	116	200 000
Téléfilm Canada		
Paielements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	120	15 300 000
PÊCHES ET OCÉANS		
Dépenses de fonctionnement.....	1	196 232 755
Dépenses en capital	5	22 966 091
Contributions	10	13 843 000
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	208 875 250
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	169 247 653
Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) – Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	10	74 591 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	15	210 196 121
Conseil canadien des relations industrielles		
Dépenses du Programme	20	1 250 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

PORTFEUILLE Ministère ou organisme Description (dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (suite)		
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	25	268 244 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
Dépenses du Programme	30	219 625
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Dépenses du Programme	35	545 000
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	59 306 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	10	9 094 000
Énergie atomique du Canada limitée		
Paielements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	15	12 968 625
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Dépenses du Programme	20	7 849 761
Office national de l'énergie		
Dépenses du Programme	30	4 130 250
Administration du pipe-line du Nord		
Dépenses du Programme	35	108 000
SANTÉ		
Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	209 306 000
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	123 715 425
Instituts de recherche en santé du Canada		
Dépenses de fonctionnement.....	15	4 208 358
Subventions inscrites au Budget des dépenses	20	32 505 680
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Dépenses du Programme	25	329 333
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Dépenses du Programme	30	533 000
Agence de santé publique du Canada		
Dépenses de fonctionnement.....	35	37 409 750
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	40	39 473 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère		
Dépenses de fonctionnement.....	1	18 486 250
Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5	23 329 768
Agence des services frontaliers du Canada		
Dépenses de fonctionnement.....	10	141 514 000
Dépenses en capital	15	3 607 000
Centre canadien des armes à feu		
Dépenses de fonctionnement excluant celles pour les activités et les fonctions d'enregistrement.....	20	5 498 128
Dépenses de fonctionnement au titre des activités et des fonctions d'enregistrement	25	1 506 907
Service canadien du renseignement de sécurité		
Dépenses du Programme	35	38 860 250
Service correctionnel		
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement et contributions	40	209 107 350
Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	45	20 242 000
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Dépenses du Programme	50	4 708 000
Bureau de l'enquêteur correctionnel		
Dépenses du Programme	55	344 000

Besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour l'exercice 2006-2007

Ministère ou organisme Description	(dollars)	N ^o	1 ^{er} avril 2006 au 15 mai 2006
PORTEFEUILLE			
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE (suite)			
Gendarmerie royale du Canada			
Application de la loi – Dépenses de fonctionnement		60	368 324 291
Application de la loi – Dépenses en capital.....		65	56 478 177
Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....		70	8 879 779
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
Dépenses du Programme		75	98 750
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
Dépenses du Programme		80	701 875
TRANSPORTS			
Ministère			
Dépenses de fonctionnement.....		1	58 673 000
Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés.....		5	2 500 000
Contributions		10	16 394 600
Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		15	5 000 000
Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :			
a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;			
b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service		20	22 500 000
Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n ^o 1 de 1977 portant affectation de crédits		25	37 500 000
Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		30	69 187 000
Société canadienne des postes			
Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales.....		35	24 534 992
Office des transports du Canada			
Dépenses du Programme		40	3 100 000
Commission de la capitale nationale			
Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement		45	5 688 000
Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....		50	258 000
Bureau de l'infrastructure du Canada			
Dépenses de fonctionnement.....		55	6 000 000
Contributions		60	175 928 125
Le paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. pour les dépenses de fonctionnement.....		65	6 000 000
Tribunal d'appel des transports du Canada			
Dépenses du Programme		80	150 000
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX			
Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'assurance-emploi et de la Loi sur l'administration des biens saisis		1	355 392 475
Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux		5	42 343 875
Total	11 470 229 998

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Services communs et infrastructure – missions à l'étranger.....	68 014	4 463	.....	72 477
Services communs et infrastructure – soutien de l'administration centrale.....	32 833	22 000	.....	54 833
Enjeux mondiaux	7 392	362	42 100	49 854
Sécurité internationale	11 630	750	16 400	28 780
Relations bilatérales.....	13 998	900	.....	14 898
Politique stratégique et diplomatie ouverte.....	2 468	12	3 700	6 180
Affaires consulaires	5 511	363	.....	5 874
Protocole	3 054	50	.....	3 104
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	144 900	28 900	62 200	236 000

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Sécurité internationale</i>	
Subventions à l'appui des activités liées au déminage et aux débris de guerre explosifs.....	200 000
<i>Enjeux mondiaux</i>	
Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	800 000
<i>Politique stratégique et diplomatie ouverte</i>	
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	2 200 000
Subventions dans le domaine des relations culturelles.....	1 500 000
	3 700 000
Total des subventions	4 700 000
Contributions	
<i>Sécurité internationale</i>	
Programme pour la sécurité humaine	2 300 000
Contributions en vertu du Programme de partenariat mondial du G8 pour la destruction, l'élimination ou la mise en sûreté des armes et matières de destruction de masse dans la Fédération de Russie et les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les domaines d'activité suivants:	
Le redéploiement d'anciens scientifiques de l'armement	6 500 000
La destruction des armes chimiques	7 000 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	300 000
Fonds canadien sur les mines antipersonnel	100 000
	16 200 000
<i>Enjeux mondiaux</i>	
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	31 200 000
Programme de stages internationaux pour les jeunes	1 300 000
Organisation des États américains.....	7 700 000
Commission du parc international Roosevelt de Campobello.....	1 100 000
	41 300 000
Total des contributions	57 500 000
Total des paiements de transfert	62 200 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Affaires étrangères et Commerce international
(Commerce international) – Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Développement du commerce international	9 676
Politique économique et négociations	5 136
Marchés mondiaux/Relations commerciales	4 091
Promotion de l'investissement étranger direct et coopération en science et technologie.....	597
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	19 500

Corporation commerciale canadienne

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Corporation commerciale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Accord canado-américain sur le partage de la production de défense.....	1 859
Affaires commerciales internationales.....	137
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 996

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30	Crédit 35	Crédit L50	Total
Programmes géographiques.....	11 579	124 348	18 000	153 927
Programmes multilatéraux.....	1 882	110 550	.....	112 432
Partenariat canadien.....	2 609	33 750	.....	36 359
Cohérence des politiques.....	4 760	59	.....	4 819
Engagement des Canadiens.....	570	500	.....	1 070
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	21 400	269 207	18 000	308 607

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Programmes géographiques</i>	
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	2 150 000
<i>Partenariat canadien</i>	
Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers.....	750 000
<i>Programmes multilatéraux</i>	
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	34 200 000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	29 000 000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels.....	45 700 000
	108 900 000
<i>Cohérence des politiques</i>	
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	50 000
Total des subventions	111 850 000

Contributions

<i>Programmes géographiques</i>	
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération au développement et des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement.....	122 198 189
<i>Partenariat canadien</i>	
Encouragements à des entreprises privées, des investisseurs, des institutions et des organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de développement au secteur privé.....	3 000 000
Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités.....	30 000 000
	33 000 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Contributions</u>	
<i>Programmes multilatéraux</i>	
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes, des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	1 000 000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, d'entreprises privées et de citoyens canadiens, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	50 000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, et d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations de programmes, de projets, d'activités et d'appels.....	600 000
	1 650 000
<i>Cohérence des politiques</i>	
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération au développement et des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement.....	9 250
<i>Engagement des Canadiens</i>	
Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communication, à d'autres ministères fédéraux ou aux administrations provinciales ou municipales, à des radiodiffuseurs et des producteurs et aux gouvernements, institutions, organisations, organismes et personnes d'autres pays donateurs en vue de la production et la diffusion d'information sur le développement et de matériel éducatif et de la réalisation d'activités connexes.....	500 000
Total des contributions	157 357 439
Total des paiements de transfert	269 207 439

Centre de recherches pour le développement international

<u>Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit 55</u>
Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :	
Soutien à la recherche pour le développement	3 840
Politique sociale et économique	3 772
Environnement et gestion des ressources naturelles.....	3 518
Autres activités de recherche du Centre.....	2 060
Technologies de l'information et de la communication au service du développement.....	1 723
Initiatives spéciales en matière de programme.....	1 356
Soutien aux partenaires du Sud.....	368
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	16 637

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Commission mixte internationale

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 60
Traité des eaux limitrophes.....	410
Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.....	250
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	660

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 65
Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux.....	349

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Éducation	25 830	.....	370 670	396 500
Développement social	21 540	.....	280 827	302 367
Infrastructure communautaire	20 960	.....	217 416	238 376
Gouvernance et institutions gouvernementales	9 840	.....	154 100	163 940
Accès aux capitaux et développement économique	11 130	.....	22 043	33 173
Relations de coopération	3 840	1 250	17 643	22 733
Administration fédérale responsable	780	.....	7 083	7 863
Terres et ressources du Nord	2 800	.....	3 742	6 542
Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations	740	.....	2 246	2 986
Gestion des affaires des particuliers	250	.....	1 678	1 928
Communautés nordiques saines	1 390	.....	425	1 815
Économie du Nord	520	.....	127	647
Gouvernance du Nord	180	.....	179	359
Détermination des droits relatifs aux terres de réserve et aux ressources	180	.....	.....	180
Possibilités d'emploi et de développement économique des peuples autochtones	20	.....	.....	20
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	100 000	1 250	1 078 179	1 179 429
		Crédit 20	Crédit 25	Total
Relations de coopération		850	8 500	9 350
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général		850	8 500	9 350
Total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour le Ministère				1 188 779

Paiements de transfert (dollars)

	Subventions	Crédit
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Subvention pour le financement du soutien des bandes		28 967 805
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale		22 500 000
Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité		22 300 000
Subvention à la Première nation de Westbank en vue de la mise en œuvre de l'Entente d'autonomie gouvernementale de la Première nation de Westbank		3 966 000
Subventions à la bande indienne de Sechelt en vertu de la <i>Loi sur l'autonomie gouvernementale de la bande indienne de Sechelt</i>		3 799 000
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés		2 252 000
Subventions à la Société Makivik dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois		362 000
		84 146 805
<i>Relations de coopération</i>		
Subventions à des organismes représentant les Indiens inscrits pour appuyer leur administration		3 919 891
<i>Éducation</i>		
Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour offrir des services d'aide à l'éducation primaire et secondaire		2 000
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse		9 462 000
Subventions accordées aux Indiens et Inuits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire		98 650
		9 562 650
<i>Développement social</i>		
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes		1 367 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Subventions</u>	
<i>Accès aux capitaux et développement économique</i>	
Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales.....	8 416 400
<i>Infrastructure communautaire</i>	
Subventions aux bénéficiaires et aux organismes de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales.....	68 446 600
Total des subventions	175 859 346
<u>Contributions</u>	
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>	
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du soutien aux administrations indiennes.....	48 721 956
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales.....	10 429 358
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	6 788 781
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions.....	429 400
Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides.....	3 493 493
Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les Mesures provisoires et les Mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique.....	90 000
	69 952 988
<i>Relations de coopération</i>	
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale.....	8 896 800
Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides.....	1 460 000
Contributions à l'intention des commissions des traités provinciales et/ou régionales.....	200 000
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	2 066 000
Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les Mesures provisoires et les Mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique.....	850 000
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales.....	250 000
	13 722 800
<i>Gouvernance du Nord</i>	
Contributions à la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada.....	179 100
<i>Gestion des affaires des particuliers</i>	
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions.....	172 946
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription.....	1 504 899
	1 677 845
<i>Éducation</i>	
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines de l'éducation.....	337 322 071
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales.....	23 785 000
	361 107 071
<i>Développement social</i>	
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement social.....	279 460 411
<i>Communautés nordiques saines</i>	
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	365 000
Contribution au titre de services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud.....	60 000
	425 000
<i>Administration fédérale responsable</i>	
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés.....	835 000
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions.....	1 848 220
Contributions pour l'aide à la gestion des urgences pour les activités dans les réserves.....	4 400 000
	7 083 220

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Contributions</u>	
<i>Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations</i> Contributions pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur la gestion des terres des Premières nations</i>	<u>2 245 847</u>
<i>Terres et ressources du Nord</i> Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	<u>3 741 911</u>
<i>Accès aux capitaux et développement économique</i> Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique.....	<u>13 626 681</u>
<i>Infrastructure communautaire</i> Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et entretien.....	<u>148 969 726</u>
<i>Économie du Nord</i> Contributions pour la promotion de développement régional dans les trois territoires du Canada	<u>127 000</u>
<i>Relations de coopération</i> Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral.....	4 000 000
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	4 500 000
	<u>8 500 000</u>
Total des contributions	910 819 600
Total des paiements de transfert	1 086 678 946

Commission canadienne des affaires polaires

<u>Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit 40</u>
La Commission canadienne des affaires polaires demande des fonds pour les postes suivants :	
Facilitation de la recherche et communications.....	<u>150</u>

Commission des revendications particulières des Indiens

<u>Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)</u>	<u>Crédit 45</u>
La Commission des revendications particulières des Indiens demande des fonds pour les postes suivants :	
Commission sur les revendications particulières des Indiens.....	<u>863</u>

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Développement des entreprises.....	4 150	4 770	8 920
Amélioration de l'environnement économique des régions	2 100	4 810	6 910
Amélioration des infrastructures collectives.....	200	1 300	1 500
Prestation de mesures spéciales d'ajustement.....	50	120	170
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	6 500	11 000	17 500

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Amélioration de l'environnement économique des régions

Subventions au Programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux
petites et moyennes entreprises

15 000

Total des subventions

15 000

Contributions

Développement des entreprises

Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques

2 800 000

Contributions au Programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux
petites et moyennes entreprises

1 970 000

4 770 000

Amélioration de l'environnement économique des régions

Contributions au Programme de développement des collectivités.....

1 900 000

Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques

1 700 000

Contributions au Programme Innovation, développement de l'entrepreneurship et exportations destiné aux
petites et moyennes entreprises

1 115 000

Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

80 000

4 795 000

Amélioration des infrastructures collectives

Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada.....

1 300 000

Prestation de mesures spéciales d'ajustement

Contributions au Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement.....

120 000

Total des contributions

10 985 000

Total des paiements de transfert

11 000 000

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :			
Promotion du développement des petites et moyennes entreprises et renforcement de la capacité économique régionale	5 400	8 389	13 789
Développement économique des collectivités	1 000	5 378	6 378
Recherche stratégique	500	200	700
Défense des intérêts	400	.....	400
Accès à l'information commerciale	300	.....	300
Coordination	200	.....	200
Programme d'infrastructure	100	.....	100
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	7 900	13 967	21 867

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Contributions	
<i>Promotion du développement des petites et moyennes entreprises et renforcement de la capacité économique régionale</i>	
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	5 476 500
Programme de promotion du commerce extérieur	92 000
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	1 740 600
Contribution pour les secteurs du commerce, de l'investissement, de l'entrepreneurship et du perfectionnement des compétences en affaires	1 080 130
	8 389 230
<i>Développement économique des collectivités</i>	
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	1 810 000
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	442 000
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	3 125 300
	5 377 300
<i>Recherche stratégique</i>	
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	200 000
Total des paiements de transfert	13 966 530

Société d'expansion du Cap-Breton

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 10
La Société d'expansion du Cap-Breton demande des fonds pour les postes suivants :	
Soutien à l'entreprise	358
Soutien à la collectivité	127
Investissement	17
Défense des intérêts	17
Orientation et recherche	17
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	536

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1
L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Observation en matière de déclaration.....	153 573
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	111 434
Observation en matière de production de déclaration et de versement	97 361
Aide à la clientèle	45 223
Appels	19 393
Programmes de prestations	18 720
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	445 704

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Environnement	38 766	1 062	30 324	70 152
Innovation et renouveau	40 767	873	13 052	54 692
Gestion des risques de l'entreprise	19 971	512	6 506	26 989
Marchés et international	15 128	392	360	15 880
Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives	2 307	.....	7 949	10 256
Salubrité et qualité des aliments (SQA)	8 589	211	691	9 491
Conseil national des produits agricoles (CNPA)	439	.....	.....	439
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	125 967	3 050	58 882	187 899

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Innovation et renouveau</i>	
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	5 000 000
Total des subventions	5 000 000
Contributions	
<i>Environnement</i>	
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Environnement	30 324 235
<i>Salubrité et qualité des aliments (SQA)</i>	
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Salubrité et qualité des aliments	691 424
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>	
Contributions à l'appui de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	5 455 465
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Partenariat en gestion des risques avec le secteur privé	750 000
Contributions pour la gestion des risques agricoles – Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	300 000
	6 505 465
<i>Innovation et renouveau</i>	
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Science et innovation	1 679 106
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Renouveau	6 372 776
	8 051 882
<i>Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives</i>	
Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives	7 948 994
<i>Marchés et international</i>	
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – International	360 000
Total des contributions	53 882 000
Total des paiements de transfert	58 882 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Commission canadienne du lait

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du lait demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Administre le système de gestion des approvisionnements du lait.....	439

Agence canadienne d'inspection des aliments

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30	Crédit 35	Total
Salubrité des aliments et santé publique	38 363	125	38 488
Science et réglementation	13 713	877	14 590
Protection des ressources animales et végétales	12 637	213	12 850
Sécurité publique	2 462	626	3 088
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	67 175	1 841	69 016

Commission canadienne des grains

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Offrir des services d'inspection et d'analyses – Crédits parlementaires	2 289
Mener des recherches pour mieux comprendre et évaluer la qualité des grains – Crédits parlementaires.....	1 167
Offrir des services de pesée – Crédits parlementaires	853
Défendre les droits des producteurs – Crédits parlementaires.....	179
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 488

ANCIENS COMBATTANTS

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier.....	21 395	.....	295 997	.....	317 392
Avantages pour soins de santé.....	100 900	2 877	37 500	.....	141 277
Le Canada se souvient.....	3 000	2 449	5 259	.....	10 708
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	305	.....	.....	1 250	1 555
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	125 600	5 326	338 756	1 250	470 932

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Pensions, indemnités d'invalidité, allocations d'invalidité et de décès, et soutien financier.</i>	
Traitement et indemnités connexes.....	235 834
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve.....	292 000 000
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation.....	125 000
Paiements de prestations pour bravoure.....	11 834
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils.....	3 266 667
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours.....	211 250
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés.....	59 250
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer.....	87 500
	295 997 335
<i>Le Canada se souvient</i>	
Fonds du Souvenir.....	2 719 833
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	2 200 000
	4 919 833
Total des subventions	300 917 168
Contributions	
<i>Avantages pour soins de santé</i>	
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux.....	37 500 000
<i>Le Canada se souvient</i>	
Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs.....	338 750
Total des contributions	37 838 750
Total des paiements de transfert	338 755 918

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Programme d'intégration	4 861	90 037	94 898
Programme d'immigration.....	22 012	.....	22 012
Programme des réfugiés.....	10 421	.....	10 421
Programme des résidents temporaires	9 929	.....	9 929
Programme de citoyenneté.....	9 491	.....	9 491
Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection.....	288	.....	288
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	57 002	90 037	147 039

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Programme d'intégration</i>	
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	40 215 500
Total des subventions	40 215 500
Contributions	
<i>Programme d'intégration</i>	
Programme d'accueil	841 000
Établissement et adaptation des immigrants	12 261 000
Aide à la réinstallation	5 568 000
Contributions aux provinces	8 481 500
Cours de langue pour les immigrants au Canada.....	22 669 500
Total des contributions	49 821 000
Total des paiements de transfert	90 036 500

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10
Protection des réfugiés.....	9 550
Appels en matière d'immigration	1 675
Enquêtes et contrôles des motifs de détention	1 675
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	12 900

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 1	Crédit 20	Crédit 22*	Total
Fonds gérés par l'administration centrale.....	.....	207 975	.....	207 975
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	.....	.....	28 677	28 677
Rendement en matière de gestion et de dépenses : Normes claires en matière de gestion publique et ressources harmonisées aux priorités gouvernementales.....	14 150	.....	.....	14 150
Fonction de contrôleur : Contrôles financiers garantissant l'établissement de rapports fiables et transparents sur les dépenses publiques.....	4 681	.....	.....	4 681
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	18 831	207 975	28 677	255 483

Paiements de transfert (dollars)

	Contributions	Crédit
<i>Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto</i>		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....		28 567 000

* Un numéro a été attribué à des fins de référence et qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit.

École de la fonction publique du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'École de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 25
Gérer la prestation de services d'apprentissage.....	8 812
Développer, gérer, diffuser des produits du savoir.....	1 768
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	10 580

CONSEIL DU TRÉSOR

Bureau du directeur des lobbyistes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des lobbyistes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédit 27*

Bureau du directeur des lobbyistes	<u>300</u>
--	------------

* Un numéro a été attribué à des fins de référence et qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit.

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédit 30

Leadership efficace, et avec éthique et un milieu de travail de qualité	4 071
Une gestion des ressources humaines modernisée et une responsabilisation accrue.....	2 949
Fonction publique représentative et accessible.....	980

Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	<u>8 000</u>
--	---------------------

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>
Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :	
Conseils au Premier ministre et aux ministres sur certains sujets, les politiques, l'appareil gouvernemental et les nominations.....	7 744
Fournir au cabinet du Premier ministre et aux bureaux des ministres avec portefeuille un soutien financier et administratif.....	3 643
Fournir au Cabinet des conseils judiciaires sur l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre du programme stratégique.....	3 284
En tant que chef de la fonction publique, le greffier dirige celle-ci en soutenant le Cabinet et en servant les Canadiens de manière efficace.....	781
Soutien au processus décisionnel et aux initiatives législatives du Cabinet.....	595
Fournir aux commissions d'enquête le soutien administratif nécessaire.....	58
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	16 105

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 5</u>
Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	747

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 10</u>
Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports demande des fonds pour les postes suivants :	
Enquêtes de sécurité.....	2 850

CONSEIL PRIVÉ

Directeur général des élections

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Élections.....	2 647

Commissaire aux langues officielles

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Commissaire aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Politique et Communications.....	1 146
Enquêtes.....	980
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 126

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Études.....	120
Plaintes.....	80
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	200

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat	2 219 196	157 215	703	2 377 114
Mener des opérations	357 665	80 889	.....	438 554
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada	212 093	1 896	1 117	215 106
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 788 954	240 000	1 820	3 030 774

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat

Pensions et rentes versées à des civils :

M. R.P. Thompson

2 715

Total des subventions

2 715

Contributions

Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada

Programme de contributions visant à promouvoir les objectifs en matière de diplomatie de la défense mis en

œuvre dans le cadre du Programme d'aide à l'instruction militaire

890 000

Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique

75 000

Principales activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :

Autres activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

152 715

1 117 715

Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat

Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens

700 000

Total des contributions

1 817 715

Total des paiements de transfert

1 820 430

DÉFENSE NATIONALE

Comité des griefs des Forces canadiennes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Comité des griefs des Forces canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 15</u>
Examiner les griefs des Forces canadiennes référés par le Chef d'état-major de la Défense.....	<u>724</u>

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 20</u>
Règlement des plaintes	<u>390</u>

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités	1 573	10 000	11 573
Développement des entreprises et entrepreneuriat	1 879	5 000	6 879
Innovation	1 000	5 000	6 000
Infrastructures	230	5 000	5 230
Collaboration et coordination	582	.....	582
Recherche et analyse.....	346	.....	346
Défense des intérêts	290	.....	290
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	5 900	25 000	30 900

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Contributions	
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>	
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest.....	10 000 000
<i>Infrastructures</i>	
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada.....	5 000 000
<i>Développement des entreprises et entrepreneuriat</i>	
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest.....	5 000 000
<i>Innovation</i>	
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest.....	5 000 000
Total des paiements de transfert	25 000 000

ENVIRONNEMENT

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réduction des risques posés par les substances nocives et dangereuses dans l'environnement	26 647	866	3 069	30 582
Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien.....	22 287	999	1 889	25 175
La biodiversité est conservée et protégée	11 984	70	6 266	18 320
Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions	13 321	1 739	56	15 116
Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités	8 038	92	1 389	9 519
Une eau salubre, propre et sécuritaire.....	6 492	316	131	6 939
Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables.....	2 743	465	.....	3 208
Réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre.....	2 132	53	.....	2 185
Les Canadiens s'adaptent aux effets du changement climatique et les comprennent.....	156	.....	.....	156
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	93 800	4 600	12 800	111 200

Paievements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

<i>Réduction des risques posés par les substances nocives et dangereuses dans l'environnement</i>	
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.....	1 000 000
Total des subventions	1 000 000

Contributions

<i>La biodiversité est conservée et protégée</i>	
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	337 032
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	2 466 344
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	238 493
Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat.....	2 395 033
Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	279 000
Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	550 000
	6 265 902
<i>Une eau salubre, propre et sécuritaire</i>	
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	131 676
<i>Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités</i>	
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	1 388 973
<i>Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions</i>	
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	55 677
<i>Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien</i>	
ÉcoAction 2000 – Initiative de financement communautaire	1 316 626
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	56 512
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	515 582
	1 888 720

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Contributions</u>	
<i>Réduction des risques posés par les substances nocives et dangereuses dans l'environnement</i>	
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	497 752
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	33 050
Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	488 250
Contribution du Canada au Budget de la Commission de coopération environnementale	1 050 000
	<u>2 069 052</u>
Total des contributions	11 800 000
Total des paiements de transfert	12 800 000

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 20</u>
Évaluation environnementale efficiente et efficace	<u>3 250</u>

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

<u>Contributions</u>	
<i>Évaluation environnementale efficiente et efficace</i>	
Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale – Fonds d'aide financière aux participants.....	<u>440 000</u>

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 25</u>
Donner des conseils sur des enjeux environnementaux et économiques.....	<u>582</u>

ENVIRONNEMENT
Agence Parcs Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Conserver les ressources patrimoniales	16 359
Améliorer l'expérience du visiteur	12 461
Favoriser l'appréciation et la compréhension du public	5 817
Gérer les routes de transit	5 075
Créer des lieux patrimoniaux	2 106
Gérer les lotissements urbains	933
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	42 751

Paiements de transfert (dollars)

<u>Contributions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Conserver les ressources patrimoniales</i>	
Contributions à l'appui de l'Initiative des endroits historiques	583 333
<i>Favoriser l'appréciation et la compréhension du public</i>	
Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques.....	189 000
Total des paiements de transfert	772 333

FINANCES

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Finances demande des fonds pour les postes suivants :			
Organisations financières internationales .....	.....	13 750	13 750
Politique de l'impôt	4 458	.....	4 458
Politique du secteur financier.....	3 085	.....	3 085
Relations fédérales-provinciales et politique sociale.....	2 521	.....	2 521
Finances et commerce internationaux.....	2 259	.....	2 259
Politiques économiques et fiscales	2 098	.....	2 098
Développement économique et finances intégrées.....	1 101	.....	1 101
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	15 522	13 750	29 272

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Contributions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Organisations financières internationales</i>		
Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs		13 750 000

Vérificateur général

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Vérificateur général demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 20</u>
Vérification législative.....	8 115

FINANCES

Tribunal canadien du commerce extérieur

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien du commerce extérieur demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)	1 067
Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)	9
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 076

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Collecte, analyse et communication de renseignements financiers	3 514

GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Le Gouverneur général demande des fonds pour les postes suivants :	
Programmes constitutionnel, d'état, cérémonial et public.....	1 619
Programme des distinctions honorifiques du Canada.....	430
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 049

INDUSTRIE

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Industrie demande des fonds pour les postes suivants :				
Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial.....	6 232	598	41 500	48 330
Secteur des opérations – Développement économique.....	12 605	529	12 120	25 254
Secteur des opérations – Marché.....	16 614	483	.....	17 097
Secteur de l'industrie – Développement économique.....	5 843	131	4 000	9 974
Bureau de la concurrence.....	8 175	105	.....	8 280
Centre de recherches sur les communications Canada.....	7 484	747	.....	8 231
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Marché.....	7 648	486	.....	8 134
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique.....	6 282	37	1 500	7 819
Secteur de l'industrie – Science et Technologie et Innovation.....	3 558	19	.....	3 577
Secteur des politiques – Développement économique.....	1 855	19	.....	1 874
Secteur des politiques – Science et Technologie et Innovation.....	1 654	19	.....	1 673
Secteur des politiques – Marché.....	1 278	18	.....	1 296
Bureau de la consommation.....	582	19	.....	601
Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Science et Technologie et Innovation.....	340	.....	.....	340
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	80 150	3 210	59 120	142 480

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Contributions	
<i>Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial</i>	
Contributions en vertu du programme des adhérents pionniers.....	1 500 000
Contributions en vertu du programme pour les projets industriels stratégiques.....	25 000 000
Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada.....	15 000 000
	41 500 000
<i>Secteur des opérations – Développement économique</i>	
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités.....	3 900 000
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario.....	3 200 000
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	3 000 000
Contributions en vertu du programme Infrastructures Canada.....	1 000 000
Contributions en vertu du Programme d'économie sociale pour l'Ontario.....	400 000
Contributions en vertu du programme Étudiants bien branchés.....	620 000
	12 120 000
<i>Secteur de l'industrie – Développement économique</i>	
Contributions en vertu de l'Initiative des industries de la langue.....	75 000
Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement.....	2 500 000
Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré.....	1 425 000
	4 000 000
<i>Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique</i>	
Contributions en vertu du Programme pilote de services à large bande pour le développement rural et du Nord.....	1 500 000
Total des paiements de transfert	59 120 000

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 30</u>	<u>Crédit 35</u>	<u>Total</u>
Sciences et exploration (SE) spatiales	6 341	13 812	220	20 373
Activités spatiales de nature générique en appui à l'observation de la Terre (OT), aux sciences et à l'exploration (SE) spatiales et aux télécommunications par satellites (TS).....	12 510	.....	.....	12 510
Observation de la Terre depuis l'espace (OT).....	9 074	250	.....	9 324
Télécommunications par satellite (TS).....	688	.....	.....	688
Sensibilisation à l'espace et éducation.....	333	.....	.....	333
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	28 946	14 062	220	43 228

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Sciences et Exploration (SE) spatiales

Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales.....

220 000

Commission canadienne du tourisme

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission canadienne du tourisme demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 40</u>
Marketing et Ventes.....	7 037
Information	662
Développement de produits	301
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	8 000

INDUSTRIE

Tribunal de la concurrence

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45
Traitement des affaires.....	195

Commission du droit d'auteur

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission du droit d'auteur demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 50
Rendre des décisions et délivrer des licences	284

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 55</u>	<u>Crédit 60</u>	<u>Crédit 65</u>	<u>Total</u>
Recherche et développement	38 976	2 237	10 499	51 712
Soutien technologique et industriel.....	10 745	.....	22 085	32 830
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	49 721	2 237	32 584	84 542

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

<i>Recherche et développement</i>		
Affiliations internationales		638 000
<i>Soutien technologique et industriel</i>		
Affiliations internationales		122 629
Total des subventions		760 629

Contributions

<i>Recherche et développement</i>		
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï.....		861 000
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF.....		9 000 000
		9 861 000
<i>Soutien technologique et industriel</i>		
Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie		3 842 267
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques.....		18 119 854
		21 962 121
Total des contributions		31 823 121
Total des paiements de transfert		32 583 750

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 70</u>	<u>Crédit 75</u>	<u>Total</u>
Financer la recherche fondamentale	1 349	60 905	62 254
Attirer et garder en poste des membres du corps professoral	244	24 751	24 995
Appuyer les étudiants et les boursiers.....	580	19 751	20 331
Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement.....	844	14 998	15 842
Financer la recherche dans des domaines stratégiques	303	6 817	7 120
Appuyer la commercialisation	63	2 584	2 647
Promouvoir les sciences et le génie	17	194	211
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 400	130 000	133 400

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Promouvoir les sciences et le génie</i>		
Subventions et bourses.....		194 270
<i>Appuyer les étudiants et les boursiers</i>		
Subventions et bourses.....		14 905 858
Bourses d'études supérieures du Canada		4 845 208
		19 751 066
<i>Attirer et garder en poste des membres du corps professoral</i>		
Subventions et bourses.....		24 750 398
<i>Financer la recherche fondamentale</i>		
Subventions et bourses.....		60 135 949
Perimeter Institute		769 081
		60 905 030
<i>Financer la recherche dans des domaines stratégiques</i>		
Subventions et bourses.....		6 816 977
<i>Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement</i>		
Subventions et bourses.....		14 998 148
<i>Appuyer la commercialisation</i>		
Subventions et bourses.....		2 584 111
Total des paiements de transfert		130 000 000

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 80</u>	<u>Crédit 85</u>	<u>Total</u>
Coûts indirects de la recherche	100	38 897	38 997
Bourses et prix	302	14 768	15 070
Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)	519	12 631	13 150
Chaires de recherche du Canada	248	8 890	9 138
Développement de la recherche stratégique	376	3 017	3 393
Recherche et formation ciblées	412	2 907	3 319
Interaction et diffusion de la recherche	143	2 890	3 033
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 100	84 000	86 100

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Subventions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Bourses et prix</i>		
Subventions et bourses		5 309 112
Bourses d'études supérieures du Canada		9 459 375
		14 768 487
<i>Chaires de recherche du Canada</i>		
Subventions et bourses		8 889 560
<i>Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)</i>		
Subventions et bourses		12 631 118
<i>Recherche et formation ciblées</i>		
Subventions et bourses		2 907 331
<i>Développement de la recherche stratégique</i>		
Subventions et bourses		3 016 940
<i>Interaction et diffusion de la recherche</i>		
Subventions et bourses		2 889 764
<i>Coûts indirects de la recherche</i>		
Coûts indirects de la recherche		38 896 800
Total des paiements de transfert		84 000 000

INDUSTRIE

Conseil canadien des normes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des normes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 90
Représentation	591
Information	197
Accréditation.....	153
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	941

Statistique Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 95
Statistique du recensement.....	60 632
Statistique économique.....	36 945
Statistique sociale	28 260
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	125 837

JUSTICE

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fournir des conseils juridiques, des services de contentieux et des services législatifs au gouvernement.....	56 510	.....	56 510
Fournir des services de poursuite.....	8 987	.....	8 987
Élaborer et mettre en œuvre des programmes.....	1 087	2 930	4 017
Élaborer des politiques et des lois.....	3 416	.....	3 416
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	70 000	2 930	72 930

Paielements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>	
Subventions appuyant le Fonds juridique de partenariats et d'innovation	100 000
Total des subventions	100 000
Contributions	
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>	
Contributions versées en vertu du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	300 000
Contributions à l'appui du Fonds pour le renouvellement du système de justice pour les jeunes.....	200 000
Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	350 000
Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	100 000
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles.....	750 000
Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	755 000
Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	375 000
Total des contributions	2 830 000
Total des paielements de transfert	2 930 000

Commission canadienne des droits de la personne

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10
Favoriser la compréhension de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> et le respect de cette loi.....	2 201
Mener des vérifications de la conformité à l'équité en matière d'emploi au sein du gouvernement fédéral et dans les milieux de travail sous réglementation fédérale	389
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 590

JUSTICE

Tribunal canadien des droits de la personne

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Audiences publiques sur les causes soumises par la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) relativement à des plaintes de discrimination en vertu de la <i>Loi canadienne des droits de la personne</i>	498

Commissaire à la magistrature fédérale

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20	Crédit 25	Total
Magistrature fédérale	953	.....	953
Conseil canadien de la magistrature .....	.....	199	199
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	953	199	1 152

Service administratif des tribunaux judiciaires

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Fournir des services du greffe	5 477
Fournir des services judiciaires	3 015
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	8 492

JUSTICE

Commission du droit du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission du droit du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 35</u>
Recommandations sur la réforme du droit.....	<u>328</u>

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 40</u>	<u>Crédit 45</u>	<u>Total</u>
Évaluation et enquête de conformité des obligations en matière de vie privée.....	.....	1 117	1 117
Évaluer, enquêter, examiner, faire appliquer la loi et conseiller	899	.....	899
Questions liées à la protection de la vie privée – Politiques et recherche .....	.....	333	333
Éducation en matière de vie privée – Sensibilisation et protection des droits en matière de vie privée.....	.....	310	310
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	899	1 760	2 659

Cour suprême du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Cour suprême du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 50</u>
Favoriser le déroulement du processus d'audition et de décision.....	<u>2 599</u>

PARLEMENT

Sénat

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Le Sénat demande des fonds pour les postes suivants :	
Soutien administratif.....	3 040
Sénateurs et bureaux des sénateurs.....	1 680
Comités et associations.....	1 400
Fonctionnement de la Chambre.....	582
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	6 702

Chambre des communes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 5
La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :	
Administration de la Chambre.....	17 377
Députés et agents supérieurs de la Chambre.....	14 658
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	32 035

Bibliothèque du Parlement

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 10
La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :	
Information, recherche et analyse.....	3 086
Gestion des ressources d'information.....	1 241
Activités auprès du public.....	619
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 946

PARLEMENT

Commissariat à l'éthique

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Commissariat à l'éthique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Politique	516
Opérations	119
Communications	114
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	749

Conseiller sénatorial en éthique

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseiller sénatorial en éthique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Administration	104

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :			
Création de contenu canadien et excellence des performances	2 850	33 930	36 780
Participation à la vie communautaire et à la vie civique	7 777	26 931	34 708
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	5 961	26 851	32 812
Accès et participation à la vie culturelle du Canada	8 838	16 028	24 866
Promotion de la compréhension interculturelle	1 707	13 241	14 948
Développement des communautés et renforcement des capacités	2 132	11 156	13 288
Préservation du patrimoine canadien	2 172	1 856	4 028
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	31 437	129 993	161 430

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Création de contenu canadien et excellence des performances</i>	
Subventions au Programme d'aide aux athlètes.....	6 000 000
<i>Accès et participation à la vie culturelle du Canada</i>	
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	11 350 000
Subventions à des établissements et à des administrations publiques sis au Canada conformément à l'article 35 de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels.....	600 000
	11 950 000
<i>Promotion de la compréhension interculturelle</i>	
Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles	3 400 000
<i>Développement des communautés et renforcement des capacités</i>	
Subventions à des organismes, associations et institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle.....	8 000 000
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>	
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	1 200 000
Total des subventions	30 550 000
Contributions	
<i>Création de contenu canadien et excellence des performances</i>	
Contributions au Fonds de la musique du Canada	7 930 000
Contributions au Programme de soutien au sport	18 400 000
Contributions au Programme d'accueil des jeux	1 600 000
	27 930 000
<i>Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel</i>	
Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	1 020 000
Contributions au Fonds de la musique du Canada	4 586 000
Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :	
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	673 115
Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines.....	345 596
Contribution à l'appui des projets de stabilisation.....	226 029
Contributions au Programme d'accueil des jeux	20 000 000
	26 850 740
<i>Préservation du patrimoine canadien</i>	
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	1 856 123

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Contributions</u>	
<i>Accès et participation à la vie culturelle du Canada</i>	
Contributions au programme Présentation des arts Canada	2 503 421
Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	352 361
Contributions aux Capitales culturelles du Canada	30 000
Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel :	
Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î.-P.-É.)	600 000
Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :	
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	225 372
Contributions au Fonds de la musique du Canada	367 000
	4 078 154
<i>Promotion de la compréhension interculturelle</i>	
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	9 840 911
<i>Développement des communautés et renforcement des capacités</i>	
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	2 258 860
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	896 669
	3 155 529
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>	
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	455 118
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	12 383 182
Contributions à l'appui du programme Partenariats communautaires	1 138 492
Contributions à l'appui du Programme des études canadiennes	155 814
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	2 746 083
Contributions à l'appui du programme Katimavik	3 807 273
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	1 692 500
Contributions aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine diversifié du Canada et d'y donner accès	2 000 000
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	1 352 600
	25 731 062
Total des contributions	99 442 519
Total des paiements de transfert	129 992 519

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil des Arts du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Subventions et services (artistes et organismes).....	39 000
Promotion internationale de la culture et des arts canadiens.....	1 000
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	40 000

Société Radio-Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20	Crédit 30	Total
Services de télévision.....	124 500	6 600	131 100
Services de radio.....	66 250	4 000	70 250
Transmission et distribution de programmation.....	11 500	2 150	13 650
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	202 250	12 750	215 000

Musée canadien des civilisations

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Exposition, éducation et communication.....	1 710
Locaux.....	1 555
Collection et recherche.....	1 485
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 750

PATRIMOINE CANADIEN
Musée canadien de la nature

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Musée canadien de la nature demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Installations	5 558
Programmes d'éducation du public	837
Recherche.....	669
Gestion des collections	329
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	7 393

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45
Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	2 518
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne	2 385
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 903

Bibliothèque et Archives du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 50
Développement de la collection.....	3 437
Soin de la collection.....	1 840
Services.....	1 828
Description de la collection	1 638
Programmes	1 055
Services en gestion de l'information	772
Musée du portrait du Canada	606
Solutions en gestion de l'information	261
Stratégies de gestion de l'information	202
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	11 639

PATRIMOINE CANADIEN
Société du Centre national des Arts

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 55
Aménagement	5 762
Programmation	2 471
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	8 233

Commission des champs de bataille nationaux

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 60
Conservation	1 525
Mise en valeur	1 017
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	2 542

Office national du film

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 65
Production d'œuvres audiovisuelles	4 020
Accessibilité et développement des réseaux	960
Distribution d'œuvres audiovisuelles	660
Recherche et service conseil	360
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	6 000

PATRIMOINE CANADIEN
Musée des beaux-arts du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 70</u>	<u>Crédit 75</u>	<u>Total</u>
Collections	1 737	1 000	2 737
Rayonnement	1 545	.....	1 545
Installations	1 545	.....	1 545
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 827	1 000	5 827

Musée national des sciences et de la technologie

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 80</u>
Partage des connaissances	1 581
Installations	1 029
Préservation du patrimoine	587
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	3 197

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 85</u>	<u>Crédit 90</u>	<u>Total</u>
Règlement des réclamations	49 615	750	50 365

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Contributions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Règlement des réclamations</i>		
Contributions au titre de règlement des différends en groupe, des consultations et de l'élaboration des politiques, et de commémoration		750 000

PATRIMOINE CANADIEN

Commission de la fonction publique

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 95
Services de recrutement et d'évaluation	8 082
Intégrité des nominations et neutralité politique.....	4 109
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	12 191

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission des relations de travail dans la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 100
Administration des régimes de négociation collective et d'arbitrage de griefs, y compris les services de médiation et de recherche et d'analyse en rémunération.....	1 422

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la dotation de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 105
Traitement des plaintes survenant dans le cadre des nominations, des révocations et des mises en disponibilité conformément à la <i>Loi sur l'emploi dans la fonction publique</i>	471

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 110</u>	<u>Crédit 115</u>	<u>Crédit 116*</u>	<u>Total</u>
Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes	1 302	1 662	200	3 164
Promouvoir des politiques gouvernementales équitables	135	.....	.....	135
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	1 437	1 662	200	3 299

Paievements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i>	
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	1 662 317
Total des subventions	1 662 317

Contributions

<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i>	
Contributions à l'Initiative Sœurs d'esprit de l'Association des femmes autochtones du Canada.....	200 000
Total des contributions	200 000
Total des paievements de transfert	1 862 317

* Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice n'a pas de crédit auquel on peut attribuer un paiement de contribution. Toutefois, étant donné que cet organisme a l'autorisation juridique d'effectuer un tel paiement, un mandat spécial pouvait être émis en cas d'urgence. Un numéro a été attribué au paiement (crédit 116) à des fins de référence et qu'il ne s'agisse pas de l'établissement d'un nouveau crédit.

Téléfilm Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 120</u>
Fonds du long métrage du Canada.....	7 200
Fonds canadien de télévision	7 100
Perfectionnement professionnel et autres programmes	1 000
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	15 300

PÊCHES ET OCÉANS

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Garde côtière canadienne.....	76 112	15 995	1 700	93 807
Gestion des pêches.....	46 170	488	11 643	58 301
Science (Pêche et aquaculture durables).....	29 772	1 799	25	31 596
Ports pour petits bateaux.....	13 338	3 077	.....	16 415
Gestion de l'habitat.....	9 934	78	475	10 487
Science (Écosystèmes aquatiques sains et productifs).....	8 596	1 261	.....	9 857
Science (Voies navigables sûres et accessibles).....	6 601	218	.....	6 819
Gestion des océans.....	5 162	46	.....	5 208
Aquaculture.....	548	4	.....	552
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	196 233	22 966	13 843	233 042

Paiements de transfert (dollars)

	Contributions	Crédit
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques		3 225 000
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones		2 100 000
Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches.....		6 000 000
Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuits pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social.....		150 000
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique.....		108 000
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales.....		60 000
		11 643 000
<i>Gestion de l'habitat</i>		
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures		475 000
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation		1 700 000
<i>Science (Pêche et aquaculture durables)</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans		25 000
Total des paiements de transfert		13 843 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Programmes d'emploi.....	49 533	134 974	184 507
Assurance-emploi	98 837	.....	98 837
Sans-abri	4 483	23 810	28 293
Compétences en milieu de travail.....	10 797	7 198	17 995
Prestation des services	14 059	.....	14 059
Soutien aux politiques et aux programmes.....	12 140	.....	12 140
Apprentissage.....	9 324	2 325	11 649
Travail.....	9 702	941	10 643
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	208 875	169 248	378 123

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Programmes d'emploi</i>	
Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	110 000
<i>Apprentissage</i>	
Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	927 028
<i>Sans-abri</i>	
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	225 000
<i>Travail</i>	
Subventions à des institutions internationales dans le domaine du travail pour s'occuper des répercussions de la mondialisation sur le travail.....	70 000
Subventions à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail.....	501 000
	571 000
Total des subventions	1 833 028

Contributions

<i>Programmes d'emploi</i>	
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	133 364 000
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle.....	1 500 000
	134 864 000
<i>Compétences en milieu de travail</i>	
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	7 198 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>
<u>Contributions</u>	
<i>Apprentissage</i>	
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	730 192
Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	667 433
	1 397 625
<i>Sans-abri</i>	
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régions régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	14 000 000
Contributions à des entreprises sans but lucratif pour des activités non-commerciales et à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande/tribaux et d'autres organisations autochtones pour des activités à l'appui du Forum urbain mondial de 2006 et à des organismes de recherches et des instituts de recherche pour mener de la recherche qui aidera à comprendre et à résoudre les enjeux liés au Forum urbain mondial	9 585 000
	23 585 000
<i>Travail</i>	
Contributions à des organisations canadiennes d'employeurs, de travailleurs ou d'organismes à but non lucratif, pour le dialogue social et les activités de coopération du Canada liées aux initiatives internationales du Canada dans le domaine du travail	70 000
Programme de partenariat syndical-patronal	300 000
	370 000
Total des contributions	167 414 625
Total des paiements de transfert	169 247 653

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES
Ressources humaines et Développement des compétences
(Développement social) – Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences (Développement social) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 10	Crédit 15	Total
Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants	15 944	210 196	226 140
Prestation de services : Donner accès à de l'information, des prestations et des services gouvernementaux de haute qualité.....	54 495	.....	54 495
Innovation et politiques en matière de développement social : Satisfaire les attentes des Canadiens en élaborant des solutions novatrices, fondées sur les valeurs canadiennes.....	4 152	.....	4 152
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	74 591	210 196	284 787

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

<i>Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants</i>	
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	3 330 237
Total des subventions	3 330 237

Contributions

<i>Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants</i>	
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	9 865 884
Total des contributions	9 865 884

Autres paiements de transfert

<i>Investissement social : Veiller à ce que les programmes sociaux de base soient sûrs et qu'ils puissent s'adapter aux besoins changeants</i>	
Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées	197 000 000
Total des autres paiements de transfert	197 000 000
Total des paiements de transfert	210 196 121

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Conseil canadien des relations industrielles

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des relations industrielles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Application et interprétation de la Partie I (Relations du travail) et de certaines dispositions de la Partie II (Santé et sécurité au travail) du Code canadien du travail	1 250

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 25
Programmes d'aide au logement.....	249 828
Programmes de réparation et d'amélioration des habitations	10 794
Recherche et diffusion d'information visant l'amélioration des conditions de logement et de vie.....	1 999
Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada	1 750
Activités internationales	1 299
Recherche et diffusion d'information visant à favoriser la concurrence et la prospérité du secteur de l'habitation.....	1 065
Développement du potentiel des Autochtones.....	820
Recherche et diffusion d'information visant à favoriser l'accès à une diversité de logements abordables.....	646
Planification d'urgence.....	43
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	268 244

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Traitement des dossiers.....	220

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite.....	545

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 10	Total
Énergie	18 078	5 175	23 253
Sciences de la Terre	20 566	380	20 946
Forêts durables	12 008	3 484	15 492
Minéraux et métaux	8 654	55	8 709
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	59 306	9 094	68 400

Paiements de transfert (dollars)

	Subventions	Contributions	Crédit
<i>Énergie</i>			
Subventions à l'appui de l'Initiative d'encouragement éconergétique ÉnerGuide pour les maisons			3 500 000
Total des subventions			3 500 000
<i>Sciences de la Terre</i>			
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère			12 000
Contributions à l'appui des organismes associés aux recherches sur l'impact et l'adaptation ayant trait au changement climatique			120 000
Programme GéoConnexions			164 000
Stratégie emploi jeunesse			84 000
			380 000
<i>Énergie</i>			
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère			100 000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement			1 500 000
Stratégie emploi jeunesse			75 000
			1 675 000
<i>Forêts durables</i>			
Programme des forêts modèles			1 047 000
Contribution au programme forestier des Premières nations			100 000
Contributions à l'appui des mesures visant à atténuer l'incidence de l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP)			2 300 000
Stratégie emploi jeunesse			37 000
			3 484 000
<i>Minéraux et métaux</i>			
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère			18 000
Stratégie emploi jeunesse			37 000
			55 000
Total des contributions			5 594 000
Total des paiements de transfert			9 094 000

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Installations et Activités nucléaires	8 480
Recherche et développement	4 489
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	12 969

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Réglementation nucléaire	7 850

Office national de l'énergie

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Réglementation et conseils en matière d'énergie.....	4 130

RESSOURCES NATURELLES

Administration du pipe-line du Nord

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Administration du pipe-line du Nord demande des fonds pour les postes suivants :

Crédit 35

Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska.....

108

SANTÉ

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Santé demande des fonds pour les postes suivants :			
Santé des Premières nations et des Inuits	137 903	113 205	251 108
Produits de santé et aliments.....	27 354	1 832	29 186
Santé environnementale et sécurité des consommateurs	27 614	747	28 361
Politique, planification et information en matière de santé	10 918	7 931	18 849
Règlement sur les produits antiparasitaires.....	5 517	. . . . .	5 517
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	209 306	123 715	333 021

Paielements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>	
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	150 000
Subvention à l'Office canadien de coordination de l'évaluation des technologies de la santé.....	3 700 000
	3 850 000
<i>Produits de santé et aliments</i>	
Subvention à la Société canadienne du sang : recherche et développement sur la sûreté du sang et l'efficacité de l'approvisionnement en sang	834 000
Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada	48 375
	882 375
Total des subventions	4 732 375
Contributions	
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>	
Programme de contributions pour la santé des femmes	279 000
Contributions au Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires	1 824 000
Programme de recherche sur les politiques en matière de santé	598 000
Programme de contributions pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire	1 380 000
	4 081 000
<i>Produits de santé et aliments</i>	
Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	950 000
<i>Santé environnementale et sécurité des consommateurs</i>	
Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme.....	250 000
Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue	496 800
	746 800
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>	
Paielement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	26 176 366
Programme de contribution pour le soutien en santé mentale offert aux anciens résidents des pensionnats indiens.....	300 317
Contributions pour la gouvernance en santé et soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits	20 093 207
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits.....	25 361 236
Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	9 922 275
Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits.....	14 208 906
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	1 168 210
Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	14 384 254
Contributions au projet pilote de prestations en soins de santé non assurés de Bigstone	989 845
Contribution à l'Organisation pour la promotion de la santé des peuples autochtones	600 634
	113 205 250
Total des contributions	118 983 050
Total des paielements de transfert	123 715 425

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15	Crédit 20	Total
Financer les chercheurs en santé et les stagiaires	1 136	18 050	19 186
Financer la recherche en santé	2 231	7 875	10 106
Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes	126	2 597	2 723
Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé	337	1 968	2 305
Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé	210	917	1 127
Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités	126	908	1 034
Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé	42	191	233
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 208	32 506	36 714

Paiements de transfert (dollars)

	Subventions	Crédit
<i>Financer la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		7 874 700
<i>Financer les chercheurs en santé et les stagiaires</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		17 043 037
Bourses d'études supérieures du Canada		1 007 311
		18 050 348
<i>Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		1 967 986
<i>Développer et appuyer un milieu de recherche en santé énergique grâce à des alliances nationales et internationales et à l'établissement de priorités</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		907 468
<i>Informar la recherche, les pratiques cliniques et les politiques publiques sur les questions éthiques, juridiques et sociales liées à la santé et à la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		190 659
<i>Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		917 069
<i>Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite à des institutions canadiennes</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel		2 597 450
Total des paiements de transfert		32 505 680

SANTÉ

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 25</u>
Processus de demandes de dérogation	<u>329</u>

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 30</u>
Examen du prix des médicaments brevetés.....	<u>533</u>

SANTÉ

Agence de santé publique du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence de santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 35</u>	<u>Crédit 40</u>	<u>Total</u>
Santé de la population et santé publique.....	37 410	39 473	76 883

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

Santé de la population et santé publique

Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	601 000
Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	500 000
Subventions à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida.....	30 000
Total des subventions	1 131 000

Contributions

Santé de la population et santé publique

Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables.....	411 000
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	4 657 000
Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada.....	21 012 000
Contribution à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida.....	4 722 000
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles.....	7 540 000
Total des contributions	38 342 000
Total des paiements de transfert	39 473 000

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Sécurité de la population et partenariats	6 623	23 178	29 801
Gestion des mesures d'urgence et sécurité nationale.....	7 535	.....	7 535
Police et application de la loi.....	4 328	152	4 480
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	18 486	23 330	41 816

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Subventions

<i>Sécurité de la population et partenariats</i>	
Société John Howard.....	62 851
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry.....	55 702
Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	97 109
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	1 000 000
Total des subventions	1 215 662

Contributions

<i>Police et application de la loi</i>	
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Ministère de la Sécurité publique et Protection civile.....	152 327
<i>Sécurité de la population et partenariats</i>	
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations.	18 942 259
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres.....	3 000 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Ministère de la Sécurité publique et Protection civile.....	19 520
	21 961 779
Total des contributions	22 114 106
Total des paiements de transfert	23 329 768

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 10</u>	<u>Crédit 15</u>	<u>Total</u>
Accès.....	87 173	2 308	89 481
Sécurité.....	44 577	1 299	45 876
Innovation fondée sur les sciences et la technologie.....	9 764	. . . . .	9 764
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	141 514	3 607	145 121

Centre canadien des armes à feu

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Centre canadien des armes à feu demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 20</u>	<u>Crédit 25</u>	<u>Total</u>
Enregistrement, délivrance de permis et infrastructure de soutien.....	5 182	1 437	6 619
Politiques, réglementation, communications et intégration du portefeuille.....	316	70	386
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	5 498	1 507	7 005

Service canadien du renseignement de sécurité

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 35</u>
Service canadien du renseignement de sécurité.....	38 860

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 40</u>	<u>Crédit 45</u>	<u>Total</u>
Prise en charge et garde	150 862	17 681	168 543
Réinsertion et gestion des cas	58 245	2 561	60 806
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	209 107	20 242	229 349

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Contributions</u>	<u>Crédit</u>
<i>Prise en charge et garde</i>		
Paiements aux collectivités autochtones pour l'exécution de programmes et la prestation de services correctionnels pour autochtones		14 850
<i>Réinsertion et gestion des cas</i>		
Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires		152 000
Total des paiements de transfert		166 850

Commission nationale des libérations conditionnelles

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 50</u>
Décisions – Mise en liberté sous condition	3 627
Transparence et imputabilité du processus de décisions de mise en liberté sous condition	840
Décisions de pardon/Recommandations de clémence	241
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	4 708

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 55</u>
Surveillance des opérations correctionnelles	344

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 60	Crédit 65	Crédit 70	Total
Services de police communautaires, contractuels et autochtones.....	233 269	37 906	.....	271 175
Opérations fédérales et internationales	69 018	8 736	.....	77 754
Opérations relatives à la police technique	19 727	4 037	.....	23 764
Services de police nationaux.....	17 326	2 499	50	19 875
Services de police de protection	12 398	1 598	.....	13 996
Services de soutien aux services de police	8 424	795	.....	9 219
Opérations relatives aux renseignements criminels.....	8 162	907	.....	9 069
Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions .....	.....	.....	8 544	8 544
Paiements sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC tués dans l'exercice de leurs fonctions.....	.....	.....	269	269
Pensions aux familles des membres de la GRC qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.....	.....	.....	17	17
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	368 324	56 478	8 880	433 682

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit
Subventions	
<i>Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions</i>	
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-11).....	8 543 675
<i>Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC tués dans l'exercice de leurs fonctions</i>	
Paiements sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC tués dans l'exercice de leurs fonctions.....	268 625
<i>Pensions aux familles des membres de la GRC qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions</i>	
Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-11).....	17 500
Total des subventions	8 829 800
Contributions	
<i>Services de police nationaux</i>	
Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police	49 979
Total des contributions	49 979
Total des paiements de transfert	8 879 779

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 75
Examen des cas indépendant, opportun, équitable et impartial, menant à la formulation de conclusions et de recommandations judicieuses dans tous les cas renvoyés devant le Comité.....	79
Diffusion de renseignements sur le rôle du Comité et sur ses conclusions et recommandations, ainsi que sur les principes juridiques pertinents.	20
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	99

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 80
Surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions.....	702

TRANSPORTS

Ministère

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transport sûr et sécuritaire.....	41 758	1 079	2 463	45 300
Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché.....	11 668	1 308	12 372	25 348
Politiques et programmes en appui au développement durable.....	5 247	113	1 560	6 920
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	58 673	2 500	16 395	77 568

	Crédit 15	Crédit 20	Total
Marine Atlantique S.C.C. ....	.....	22 500	22 500
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.....	5 000	.....	5 000
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	5 000	22 500	27 500

	Crédit 25	Crédit 30	Total
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	.....	69 187	69 187
VIA Rail Canada Inc.....	37 500	.....	37 500
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	37 500	69 187	106 687

Total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général pour le Ministère **211 755**

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Contributions

Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché

Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	67 000
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :	
Programme initial	555 100
Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	1 850 000
Programme stratégique d'infrastructure routière :	
Points de passage frontaliers – Planification et Intégration.....	400 000
Points de passage frontaliers.....	250 000
Composante routière	3 000 000
Système de transport intelligent.....	500 000
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	2 100 000
Contribution à l'appui de la cession des aéroports ne faisant pas partie du Réseau national des aéroports.....	1 050 000
Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	2 600 000
	12 372 100

Politiques, réglementation, surveillance et sensibilisation en appui à un réseau de transports sûr et sécuritaire

Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain	62 500
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	2 400 000
	2 462 500

Politiques et programmes en appui au développement durable

Sur la route du transport durable	222 000
Plan d'action 2000 sur le changement climatique :	
Initiatives liées au transport des marchandises	731 000
Changement climatique : train de mesures pour la réduction des émissions – initiatives liées au transport non routier des marchandises.....	607 000
	1 560 000

Total des paiements de transfert **16 394 600**

TRANSPORTS

Société canadienne des postes

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Société canadienne des postes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Paiement, pendant la période de transition, pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes	20 833
Paiements concernant les programmes publics.....	3 702
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	24 535

Office des transports du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

L'Office des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Réglementation économique du système de transport fédéral.....	3 100

Commission de la capitale nationale

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45	Crédit 50	Total
Gestion des biens immobiliers	3 209	258	3 467
Animation et promotion de la capitale.....	2 156	.....	2 156
Planification, design et utilisation des sols	323	.....	323
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	5 688	258	5 946

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 55</u>	<u>Crédit 60</u>	<u>Crédit 65</u>	<u>Total</u>
Infrastructure et collectivités.....	6 000	175 928	.....	181 928
Gestion du portefeuille des sociétés d'État.....	.....	.....	6 000	6 000
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	6 000	175 928	6 000	187 928

Paiements de transfert (dollars)

Crédit

Contributions

Infrastructure et collectivités

Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	114 466 750
Contributions en vertu du programme de recherches, connaissances et rayonnement.....	2 000 000
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	13 086 375
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale.....	21 375 000
Programme d'autres paiements de transfert du fonds de la taxe sur l'essence (FTE).....	25 000 000

Total des paiements de transfert	175 928 125
---	--------------------

Tribunal d'appel des transports du Canada

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 80</u>
Audience en révision et en appel.....	150

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Besoins par activité de programme (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Locaux et avoirs fédéraux.....	228 575	42 344	270 919
Services de Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI).....	33 085	.....	33 085
Services d'approvisionnement.....	22 514	.....	22 514
Intendance du receveur général.....	17 863	.....	17 863
Intendance des opérations d'approvisionnement.....	8 902	.....	8 902
Intendance des pensions de la fonction publique.....	7 592	.....	7 592
Services d'intégration des affaires.....	7 165	.....	7 165
Traduction et interprétation pour le Parlement, interprétation des conférences et terminologie.....	6 539	.....	6 539
Services d'information du gouvernement.....	4 878	.....	4 878
Intégration des affaires – Gestion du rendement.....	4 806	.....	4 806
Intendance des biens immobiliers.....	3 992	.....	3 992
Intendance de la paye de la fonction publique.....	3 448	.....	3 448
Intendance de l'information du gouvernement.....	2 195	.....	2 195
Intendance de la Gestion de l'information (GI)/Technologie de l'information (TI).....	1 513	.....	1 513
Services du receveur général.....	1 351	.....	1 351
Rémunération de la fonction publique.....	512	.....	512
Intendance de la traduction.....	306	.....	306
Intendance du Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales.....	156	.....	156
Montant total des besoins en mandats spéciaux du gouverneur général	355 392	42 344	397 736